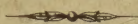


UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ

ET LA VENTE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

DANS LE DISTRICT DE SAINT-LO



THÈSE POUR LE DOCTORAT

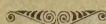
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris

le 26 Janvier 1920, à 3 heures 1/2 du soir

PAR

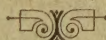
HIPPOLYTE LECHEVALLIER



Président : M. TRUCHY, Professeur.

M. CHAVEGRIN, Professeur.

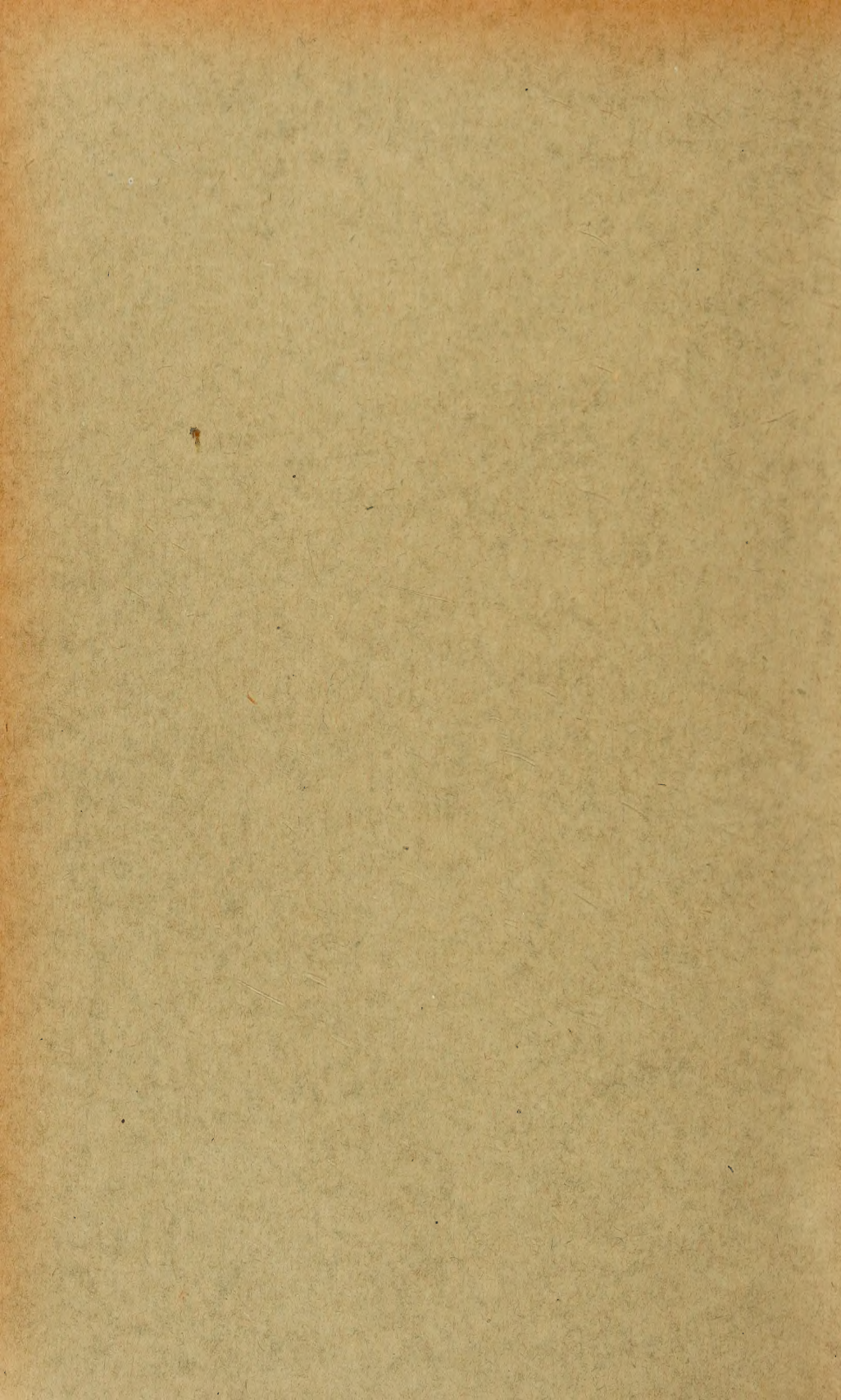
Suffragants : M. MEYNIAL, Professeur.



SAINT-LO

IMPRIMERIE RENÉ JACQUELINE, 18-23, RUE DES IMAGES

—
1920





Digitized by the Internet Archive
in 2026

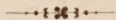
https://archive.org/details/IA41553002_0085

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ

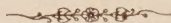
ET LA VENTE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

DANS LE DISTRICT DE SAINT-LO

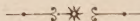
UNIVERSITÉ DE PARIS



FACULTÉ DE DROIT



THÈSES DE DOCTORAT



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Cette thèse est le résultat d'une série de dépouillements que nous avons entrepris dès 1913 aux Archives de la Manche ; les événements de 1914 ont interrompu le travail de rédaction qui n'a pu être terminé qu'en Septembre 1919.

Les circonstances dans lesquelles cette étude a pu être terminée constituent — pour toutes les imperfections qu'elle comporte — la meilleure des excuses et suffiront, nous l'espérons, à nous assurer de l'indulgence du lecteur.

Nous avons recherché, à l'aide de documents, quelle était la fortune immobilière du Clergé dans le District de Saint-Lo, et nous avons examiné la liquidation de cette propriété en envisageant les opérations de ventes, les paiements et les acheteurs. Il ne nous a pas paru inutile de consacrer un chapitre préliminaire à voir sommairement quelle était la situation économique de la région sur laquelle porte notre enquête. En somme, nous avons voulu faire une monographie locale, modeste contribution apportée à une étude d'ensemble — qui reste à faire — sur la question si controversée de la vente des biens nationaux.

Qu'il nous soit permis d'adresser ici l'expression de notre profonde gratitude à ceux qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail, en particulier à Monsieur Truchy, professeur à la Faculté de droit de Paris, qui nous a fait l'honneur d'accepter la présidence de cette thèse, et à Monsieur Lecacheux, archiviste du Département de la Manche, ancien élève de l'école française de Rome, qui a été pour nous le guide le plus éclairé et le plus bienveillant. Nous tenons aussi à remercier Monsieur Eury, archiviste adjoint et Monsieur Helie, employé, de l'extrême obligeance qu'ils nous ont toujours témoignée.

Septembre 1919.

BIBLIOGRAPHIE

I.

Sources Manuscrites

Archives Nationales.

ADX-16. Domaines Nationaux. 1789-1815.

Q² 97. Vente de Biens Nationaux (Comité d'Aliénation de l'Assemblée Constituante) : soumission des municipalités pour l'acquisition des domaines nationaux et correspondance y relative. 1790-1791. Manche.

Q² 193. Correspondance relative à l'aliénation et à l'administration des biens nationaux. 1790-1833. Manche.

S. 7.477 et 7.483. Déclarations ecclésiastiques de 1790. Bayeux. Coutances.

Archives du Calvados.

C. 5.379 et 09. Rôles des vingtièmes. Election de Saint-Lo.

C. 7.610 à 7.618. Procès-verbal de l'Assemblée provinciale de Basse-Normandie, tenue à Caen, en 1787.

Archives de la Manche.

C. 628. Assemblée d'Election. Saint-Lo. Registre des Délibérations de l'assemblée. 1787-1788.

D. 8. Collège de Bérigny.

G. 321. Biens du Chapitre. Tessy-sur-Vire.

G. 99. Pouillé (Diocèse de Coutances). xviii^e siècle.

H. 1401 Abbaye de Cerisy-la-Forêt. Inventaire de l'état monnayé, procès-verbal des meubles et effets. Constatation des revenus et charges. Etat des religieux profès. 6 mai 1790.

H. 1881. Abbaye de Cerisy-la-Forêt. Etat de l'Abbaye (1788).

H. 1921. Bail général des revenus de la Manse abbatiale de l'abbaye de Cerisy.

H. *Non répertorié*. Prieuré de La Perrine. Inventaire des papiers. 23 mai 1791.

H. d°. Abbaye de Saint-Lo. Inventaire du 27 avril et du 22 Octobre 1790.

H. d°. Abbaye de Saint-Lo. Agneaux. 6.

H. d°. Contestations entre MM. les Prieurs et Chanoines de l'abbaye de Saint-Lo et le titulaire du bénéfice-cure de Saint-Georges-de-Montcocq.

H. d°. Pénitents de Saint-Lo. Inventaire du 29 avril 1790.

H. d°. Pénitents de Saint-Lo. 18 juillet 1793. Inventaire des titres et papiers trouvés dans le chartrier.

H. d°. Inventaire des titres et papiers concernant la propriété de la Communauté du Bon-Sauveur de Saint-Lo (11 janvier 1793).

H. d°. Déclaration faite par Etienne-François de Cambacérès... titulaire du Prieuré de Saint-Fromond.

H. d°. Abbaye des Bernardins de Torigny. Inventaire du 5 mai 1790.

H. d°. Communauté des Bernardines de Torigny.

H. d°. Communauté des Nouvelles-Catholiques de Saint-Lô. (Déclaration du 21 février 1718. Inventaire du 12 juin 1792).

L. I. 24. Lois et Décrets. Décret du 5 juin 1793.

L. I. 55. Délibérations et arrêtés du Directoire du Département (24 vendémiaire an II. 29 ventôse an III).

L. I. 56. Ibid : 1^{er} germinal III. 5 Brumaire an IV).

L. I. 57. Compte-rendu par le Directoire du Département au Conseil (15 novembre 1791. Imprimé).

L. I. 58. Délibérations et arrêtés de l'administration centrale du Département (16 Brumaire an IV. 2^e jour complém. au IV.)

L. I. 59. Ibid. (3^e jour complém. an IV. 5 Frimaire an VI.)

L. I. 60. Ibid. (5 Frimaire au VI. 26 Fructidor an VI.

L. I. 61. Ibid. (27 Fructidor an VI. 18 Vendémiaire an VIII).

L. I. 62. Ibid. (19 Vendémiaire an VIII. 1^{er} Germinal an VIII).

L. I. 234. Liste des citoyens du canton de Torigny, aptes à voter dans les assemblées primaires an V.

L. I. 351. Poids et mesures.

L. I. 400. Comptabilité. Département. Registre de liquidation du traitement du clergé (1791. An III).

L. II. 1.005. Délibérations et arrêtés du Conseil général du District de Saint-Lô (4 juillet 1790. 16 octobre 1792).

L. II. 1.006. Ibid. (24 novembre 1792. 25 Brumaire an II).

L. II. 1.014. Délibérations et arrêtés du Directoire du District de Saint-Lô (6 août 1790. 19 juillet 1791).

L. II. 1.015. Ibid. (17 juillet 1791. 16 mai 1792).

L. II. 1.016. Ibid. (21 mai 1792. 17 novembre 1792).

L. II. 1.017. Ibid. (30 novembre 1792. 13 juin 1793).

L. II. 1.018. Ibid. (17 juin 1793. 20 septembre 1793).

L. II. 1.019. Ibid. (21 septembre 1793. 15 nivôse an II).

L. II. 1.020. Ibid. (23 nivôse an II. 13 ventôse an III).

L. II. 1.021. Ibid. (16 ventôse an III. 3 thermidor an III).

L. II. 1.022. Ibid. (4 thermidor an III. 1^{er} nivôse an IV).

L. II. 1.030. Délibérations en directoire du District, relatives à la fixation du traitement des prêtres (20 novembre 1790. 6 novembre 1792).

Q. n° 8. 1790-1792. Instructions. Affaires diverses.

Q. Registre 41 *bis*. Correspondance des Administrateurs du Département.

Q.³⁻². Contentieux 1790-1838.

Q.³⁻⁶. Contentieux 1789-1830.

Q.⁴⁻⁶¹. District de Saint-Lô. Arrêtés sur pétitions.

Q.⁴⁻¹ 4. Déclarations de bénéfices. Revenus de l'Évêque et du Chapitre.

Q.⁴⁻¹ 14-15 Etats estimatifs des biens nationaux de première origine, dressés par les officiers des municipalités.

Q.⁴⁻¹ 16. Déclaration de baux (fermiers de biens cy-devant ecclésiastiques) 11 octobre 1790. 20 août 1791.

Q.⁴⁻³ 9-10-28-30. Soumissions pour l'acquisition de domaines nationaux.

Q.⁴⁻⁶ 15-16-65. District de Saint-Lô. Ventes des biens de 1^{re} origine (9 décembre 1790. 25 vendémiaire an III).

Q.⁴⁻⁶ 33 à 39. Département. Ventes de biens d'après la loi du 28 ventôse an IV.

Q.⁴⁻⁶ 40 à 43. Ventes de biens d'après la loi du 16 brumaire an V.

Q.⁴⁻⁶ 44 à 46. Ventes de biens d'après la loi du 26 vendémiaire an VII.

Q.⁴⁻⁶ 47. Ventes de biens d'après la loi du 27 brumaire an VII.

Q.⁴⁻⁷ 22. Tableau des Ventes de Domaines nationaux effectuées dans le Département de la Manche, en exécution des lois antérieures à l'an IV.

Q.⁴⁻⁷ 24. Ibid. Lois postérieures à l'an IV.

Q.⁴⁻² 29-30-31-32-33-34. Ventes de Meubles.

Q. Fonds de l'Enregistrement. Domaines.

Règlement des droits d'insinuation (1786-1790) 1 registre.

Perception du centième denier (1788-1790) 1 registre.

Relevés des décomptes des acquéreurs. Registres 44 et 45.

Archives municipales de Saint-L.

D. 28-29-30-31-36-38. Registre de délibérations (6 novembre 1790. 30 germinal an VIII).

II.

Imprimés

ANGLADE. — La Sécularisation des Biens du Clergé pendant la Révolution. (Thèse. Paris-1901).

BERNIER (abbé). — Essai sur le Tiers-Etat rural ou les paysans de Basse-Normandie au XVIII^e siècle. (Thèse. Faculté des Lettres. Caen-1891).

BOURNISSIEN. — Conséquences économiques et sociales de la vente des biens nationaux. (Revue des Questions Historiques. 1^{er} janvier et 1^{er} avril 1910).

BRIDREY. — Cahiers de Doléances du Bailliage du Cotentin (Coutances et secondaires) pour les Etats-Généraux de 1789. (3 volumes. Paris. 1909-1914).

CARON. — Manuel pratique pour l'histoire de la Révolution française (Paris-1912),

CARON. — Tableaux de Dépréciation du papier-monnaie (Paris-1909).

Commission de recherches et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution. (Bulletin trimestriel. Année 1906. N^o 1).

DUBOSCQ. — Cartulaires de la Manche.

DUBREUIL. — La vente des biens nationaux dans le département des Côtes-du-Nord. 1790-1830. (Paris-1912).

ESMEIN. — Précis élémentaire d'Histoire du Droit français. (Paris-1908).

GAILLARDON. — Essai sur la convocation des Etats de 1789 en Normandie. (Saint-Lo-1909).

DE LA GORCE. — Histoire Religieuse de la Révolution française. (Paris-1912).

HIPPEAU. — Le gouvernement de Normandie aux xvii et xviii^e siècles. (Caen-1863-1869).

LEBAINDRE. — La formation du Département de la Manche. (Thèse. Caen-1911).

LECANU (abbé). — Histoire du diocèse de Coutances et Avranches. (Coutances-1878).

LECARPENTIER (G.). — La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française. (Paris-1908).

LECARPENTIER (G.). — La propriété foncière du Clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Seine-Inférieure. (Brochure. Rouen-1901).

LOUTCHISKY. — Quelques remarques sur la vente des biens nationaux. (Paris-1913).

MADLIN. — La Révolution. (Paris-1913).

MARION. — La vente des biens nationaux pendant la Révolution. (Paris-1908).

MARION. — Les rôles des vingtièmes et les statistiques de la propriété foncière territoriale sous l'ancien régime. (Revue d'histoire moderne et contemporaine. Tome xix).

MOURLLOT. — La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen. (Paris-1913).

PORÉE. — Documents relatifs à la vente des biens nationaux dans le département de l'Yonne. (Sens-1913).

RÉVILLON. — La situation économique du Clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré. (Rennes-1913).

SAGNAC. — La législation civile de la Révolution française. (Paris-1898).

SAROT. — Des Tribunaux repressifs ordinaires de la Manche en matière politique pendant la première Révolution. (Coutances. 4 vol. 1881-1882).

SEVESTRE (abbé). — Essai sur les archives municipales et les archives judiciaires des chefs-lieux de Département et de district en Normandie. (Paris-Picard-1912).

SEVESTRE (abbé). — L'organisation du Clergé paroissial à la veille de la Révolution.

SCHWAB. — Documents relatifs à la vente des biens nationaux.— Districts d'Epinal et de Remiremont. (Epinal-1911-1913).

TAINÉ. — Les origines de la France contemporaine. — La Révolution. (Paris-1889-1894).



CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE DISTRICT DE SAINT-LÔ

Le 18 Décembre 1789, les députés du Cotentin, réunis conformément aux décisions de l'Assemblée Constituante, pour délibérer sur la division de leur département en districts décidèrent à l'unanimité que Saint-Lo deviendrait le chef-lieu d'une des nouvelles unités administratives ¹.

À vrai dire, ce choix s'imposait. Depuis que la Normandie avait perdu ses Etats, Saint-Lo était le siège d'une élection, et aussi d'un baillage relevant du baillage principal de Caen. En 1787, l'Assemblée provinciale, séant à Caen, avait même projeté de transférer à Saint-Lo, la résidence de la Commission intermédiaire. Saint-Lo était donc tout désignée comme centre de vie administrative ².

Le district de Saint-Lo se composait de neuf cantons et de cent neuf communes. En voici l'énumération :

1. Lebaindre. La Formation du Département de la Manche, p. 120.

2. Le décret général du 26 février 1790, sanctionné par le roi le 4 mars suivant, confirma la délibération des députés du Cotentin et divisa le département en sept districts dont les chefs-lieux furent : Avranches, Coutances, Cherbourg, Valognes, Carentan, Saint-Lo, Mortain. Le siège de l'Administration départementale fut primitivement fixé à Coutances et ne devait être transféré à Saint-Lo qu'en l'an IV.

Canton de Saint-Lô.

Saint-Lô.
Saint-Thomas.
Sainte-Croix.
Agneaux.
Saint-Georges-de-Montcoq.

Canton de Canisy.

Canisy.
Quibou.
Gourfaleur.
Saint-Ouen-de-Baudre.
Saint-Martin-de-Bonfossé.
Saint-Ebremond-de-Bonfossé
La Mancellière.
Dangy.
Soulles.
Saint-Sauveur-de-Bonfossé.
Saint-Samson-de-Bonfossé.
Mesnil-Hermant.

Canton de Saint-Clair.

Saint-Clair.
Airel.
Moon.
Clouay.
Cerisy-l'Abbaye.
Villiers-Fossard.
Couvains.
Saint-André-de-l'Epine.
Saint-Jean-de-Savigny.
La Luzerne.
Saint-Georges-d'Elle.

Canton d'Eglandes.

Eglandes (ou Pont-Hébert).
Saint-Jean-de-Daye.
Saint-Fromond.
Mesnil-Vénéron.
Le Désert.
Saint-Pierre-d'Arthenay.
Le Hommet.
Saint-Aubin-de-Losques.
Cavigny.
La Meauffe.
Bahais.
Amigny.
Le Mesnil-Angot.
Le Mesnil-Durand.
Le Mesnil-Rouxelin.
Rampan.

Canton de Marigny.

Marigny.
Montreuil.
Mesnil-Eury.
La Chapelle-en-Juger.
Hébécrevon.
Saint-Gilles.
Mesnil-Amey.
Carantilly.
Remilly.
Mesnil-Vigot.

Canton de Percy.

Percy.
Le Guislain.

La Haye-Bellefond.	Saint-Vigor-des-Monts.
Villebaudon	Montbray.
Maupertuis.	Morigny.
Le Cheffresne.	—
Margueray.	
La Colombe.	<i>Canton de Saint-Jean-des-</i>
Saint-Fraguaire,	<i>Baisants.</i>
Notre-Dame-du-Beslon.	Saint-Jean-des-Baisants.
Montabot.	Montrabot.
—	Vidouville.
<i>Canton de Tessy.</i>	Rouzeville.
Tessy.	Lamberville.
Saint-Romphaire.	Précorbin.
Mesnil-Opac.	Biéville.
Troisgots.	Notre-Dame-des-Bois.
Moyon.	Saint-Quentin-d'Elle.
Fervaches.	Saint-Germain-d'Elle.
Chevry.	Saint-Pierre-de-Semilly.
Beaucoudray.	La Barre-de-Semilly.
Gouvest.	La Chapelle-du-Fest.
Mesnil Raoult.	Bërigny.
Sainte-Marie-des-Monts.	Le Perron.

Deux agglomérations importantes, Saint-Lô et Torigny, tranchaient seules sur la masse des localités rurales qui constituaient le district.

Saint-Lô — les trois paroisses de Notre-Dame, de Saint-Thomas et de Sainte-Croix réunies, — paraît avoir compris en 1791 environ 8.000 habitants. Ce chiffre est certainement supérieur à la réalité, car il englobe non seulement la population urbaine, mais les populations rurales des paroisses Saint-Thomas et Sainte-Croix qui formaient aussi des communes distinctes ¹.

1. Il résulte de deux délibérations en Directoire du district de Saint-Lô) relatives à la fixation du traitement des prêtres (séances des 7 et 8 janvier 1791,

Au cours du XVIII^e siècle, Saint-Lo avait connu une grande prospérité ; alors, c'était une ville « intéressante par l'activité de « ses habitants et la multiplicité de ses manufactures ; elle « était même comptée par nos rois parmi le petit nombre des « bonnes villes du royaume et on y battait monnaie » ¹. Mais la révocation de l'Edit de Nantes et « les différentes lois pénales « promulguées contre l'exercice de la religion prétendue réformée, furent la cause de la dépopulation de notre ville. Nos « négociants, nos manufacturiers aimèrent mieux quitter leur « patrie et ils portèrent chez l'étranger leurs capitaux et leurs « industries... En sorte que cette ville qui, il y a un siècle, « était une des plus florissantes, est tombée dans la plus extrême « médiocrité » ².

Ces constatations établies en 1787 n'avaient rien perdu de leur réalité en 1792 et le rapporteur du bureau des contributions allait s'exprimer, au Conseil général du district, dans des termes presque identiques. En effet, il décrivait Saint-Lô, « éloignée de la mer, petite, dénuée entièrement de tout « genre de commerce ; aucune espèce de manufacture ne la « vivifie, ses bâtiments sont simples et modestes et se réduisent à la seule suffisance du logement. Les habitants en majeure partie ont besoin de s'occuper pour vivre ; peu de ménages se suffit (sic) de sa fortune ; les arts et les talents y « produisent peu » ². Il est vrai que la situation peu florissante en 1787, ne pouvait s'être améliorée en 1792 : on était, à cette époque en pleine période révolutionnaire : la vie mini-

que la population de la paroisse Notre-Dame comptait 4287 habitants, la paroisse Saint-Thomas « 1870 individus tant dans la ville que dans la campagne » et la paroisse Sainte-Croix « 1815 âmes », soit pour l'agglomération Saint-Loise 7962 habitants. Archives Manche LII 1030.

1. Arch. Manche. C. 628. Registre des délibérations de l'Assemblée de l'élection de St-Lô. Séance du 25 octobre 1787.

2. Arch. Manche. L. II. 1005. Délibérations du Conseil Général du district. Séance du 12 octobre 1792.

cipale et les affaires se ressentaient forcément de l'évolution politique du pays.

La population de Torigny s'élevait en 1791 à 2.471 habitants ¹. C'était, avant la Révolution, une petite cité prospère, siège d'un bailliage duquel ressortissaient « 80 paroisses et 60.000 justiciables » ² et qui s'enorgueillissait de posséder une résidence princière : le château des Matignon-Grimaldi. Mais comme sa voisine, elle avait périclité et vers 1792, Torigny comptait « au moins trois fois tous les dazavantages (sic) ³ » qui se montraient à Saint-Lô.

Ces deux localités exceptées, le district de Saint-Lô ne se composait plus que de petits bourgs ou de paroisses rurales dont l'importance variait d'ordinaire d'une population de deux cents à mille habitants. La culture de la terre était l'industrie principale de nos paysans normands, mais leur activité ne s'arrêtait pas là, et ils ajoutaient volontiers — comme de nos jours encore — à une modeste exploitation agricole, un petit commerce, une boutique de mercier ou d'épicier. Certains d'entre eux « les plus hardis et les plus intelligents » se faisaient « cabaretiers, aubergistes, marchands de porcs, de veaux, de bœufs, de chevaux, de jambons, d'andouilles, de volailles, d'œufs ou de beurre » ⁴. Il ne faut pas oublier non plus qu'à cette époque, les petites industries rurales étaient en pleine activité, mais que ceux qui les exerçaient, tanneurs, mégis-siers, fabricant de toiles ou de droguet, teinturiers s'occupaient presque tous — plus ou moins — d'agriculture.

« Le sol de la Normandie, un des meilleurs de la France, écrivait Necker en 1784, consiste principalement en terres

1. Arch. Manche. Lu. 1.030.

2. F. Mourlot. *La fin de l'Ancien Régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen* p. 444.

3. Arch. Manche. L. II, 1005.

4. Abbé Bernier. *Essai sur le Tiers Etat rural en Basse-Normandie*, p. 186.

labourables, en bois et pâturages où l'on élève d'excellents chevaux » ¹. Le district de Saint-Lô possédait cette variété de terrains qui faisaient la richesse agricole de la province de Normandie, mais son sol était d'inégale valeur. Dans la partie voisine du district de Carentan s'étendaient de gras pâturages, où la vie était relativement facile pour l'agriculteur, pays d'élevage renommé pour ses bêtes à corne et ses races de chevaux. Il n'en était pas de même du reste du district, composé de terres en labours, qui demandaient de rudes efforts à ceux qui les cultivaient, les documents de cette époque nous renseignent abondamment sur cette question.

En effet, les cahiers des doléances de 1789 sont remplis de renseignements sur l'état économique des communautés d'habitants aux derniers jours de l'ancien régime. Et les cahiers de notre région du Cotentin « répondent en très grande majorité à ce qu'on pouvait attendre d'eux... ils peuvent offrir en général, par les détails précis qu'ils contiennent, une base suffisamment ferme aux tableaux comparatifs futurs » ². On y voit étalés, dans une langue souvent naïve, mais qui porte la marque de la sincérité, toutes les misères et tous les déboires de la classe paysanne à la fin du XVIII^e siècle. A Saint-André-de-l'Epine et à Saint-Pierre-de-Semilly, paroisses voisines de Saint-Lô, les habitants se plaignent « de la nature de leur terrain dont la majeure partie absorbe par son ingratitude les peines des cultivateurs » ³. Les paysans de Notre-Dame-d'Elle travaillent « sur un mauvais fonds défriché depuis il n'y a pas long nombre d'années » et se trouvent réduits à demeurer

1. Necker. De l'administration des Finances de la France I. p. 628. Cité par Gaillardon, dans ses Essais sur la Convocation des Etats-Généraux de 1789 en Normandie, p. 236.

2. E. Bridrey. Cahiers de Doléances du Bailliage du Cotentin. Tome I. Introduction p. 65.

3. Cahiers de doléances des paroisses de Saint-André-de-l'Epine et Saint-Pierre-de-Semilly.

« presque tous journaliers » ¹. On pourrait multiplier les exemples. En 1790, le rapporteur du bureau des Finances, au Conseil général du District, s'étend longuement sur la situation agricole de la région. Le tableau qu'il en fait est probablement d'un pessimisme volontairement exagéré, puisqu'il s'agissait, dans ses conclusions, d'arriver à une diminution d'impôts. « Les fonds du district, écrit-il, sont en la majeure partie de la « plus mauvaise qualité : ils ne produisent qu'à force d'engrais « que l'on ne peut se procurer sur les lieux. Le laboureur est « obligé de les tirer des districts voisins et à grands frais, faute « de routes dans le district. Il ne se fait aucune espèce de commerce dans le pays. Plusieurs de nos voisins ont un sol « excellent, des engrais à leur commodité, des routes neuves « et bien entretenues. Ils font des commerces extrêmement « lucratifs et ils ont encore l'avantage de payer moins d'impôts « que nous » ².

Tous les témoignages de cette période concordent à ce sujet. L'agriculture, dans la région, à la fin de l'ancien régime, encore qu'elle ait fait des progrès considérables « ne donnait « pas tous les avantages qu'on en devait attendre » ³. Une des principales raisons qui en retardaient le développement était l'insuffisance du réseau routier ⁴. Cette absence de voies de communication entravait l'essor commercial et empêchait les transactions ; en outre, les cultivateurs, pour préparer le sol à recevoir les semences, avaient besoin d'engrais, et que de difficultés ne devaient pas représenter les charrois de chaux ou de tangué que l'on allait chercher à la mer. Ces difficultés

1. Cahier de doléances de la paroisse de Notre-Dame-d'Elle.

2. Arch. Manche. L. II. 1005. Délibération du Conseil général du District. Séance du 24 septembre 1790.

3. Arch. Manche. C. 628. Registre des Délibérations de l'Assemblée de l'élection de Saint-Lô. Séance du 18 octobre 1788.

4. En 1788, l'Assemblée de l'Élection de Saint-Lô se plaignait que l'on ait multiplié les routes dans les élections de Caen et de Bayeux, et qu'on ait négligé celles de l'élection de Saint-Lô.

font l'objet de plaintes souvent répétées dans les cahiers de 1789. « Vous n'entendrez pas avec indifférence, messieurs, « écrivent les habitants de la paroisse de Beuvrigny, que, pour « le transport d'une charette de chaux de Villers dans plusieurs « de nos paroisses, il faut employer, pendant trois jours au « moins, douze bêtes de harnais et trois ou quatre hommes ; de « sorte que ce qui leur coûte, sur les lieux où l'on vend ces « espèces d'engrais 25 livres et qui à peine suffit pour deux « vergées de terre, leur revient au plus bas prix, rendu chez « eux, à 100 livres ; on ne parle encore ni des charettes « brisées, ni des bêtes tuées, ni des hommes blessés, ce qui « arrive néanmoins fréquemment ; au lieu que si cette route « était finie, ces malheurs cesseraient et la dépense serait épar- « gnée au moins de moitié » ¹. — « Le mauvais état des « routes dans ce pays fait languir l'agriculture et paralyse le « commerce » ².

En résumé, les populations rurales de ce pays, à la fin du XVIII^e siècle, ne semblent pas avoir connu une bien grande prospérité. Elles avaient à cultiver, pour la plupart, un sol naturellement peu fertile ; l'insuffisance des voies de communication entravait l'écoulement de leurs produits. Et à ces conditions peu favorables, il faut encore ajouter — pour avoir un tableau complet — les maladies épidémiques qui s'abattaient fréquemment sur les animaux, la sécheresse, l'excès d'humidité ou les inondations qui ruinaient parfois les récoltes ³. En outre, une « multitude d'impôts de tous genres » ⁴ devaient être supportés par les paysans, impôts très lourds en eux-mêmes et

1. Cahier de doléances de la paroisse de Beuvrigny (Canton de Torigny)

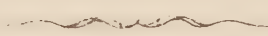
2. Arch. Manche. L. II. 1005. Délibérations du Conseil général du District. Rapport du bureau des travaux et établissements publics (25 septembre 1790).

3. Voir en particulier à ce sujet, le procès-verbal de l'Assemblée provinciale de Base-Normandie tenue à Caen en 1787 (Arch. Calvados).

4. Cahier de doléances de la paroisse de Rampan.

qu'une injuste répartition rendait plus intolérables encore. Cette misère des habitants des campagnes n'a pas peu contribué à les détacher du régime qui les gouvernait et à leur faire accepter une révolution dont les causes, on le sait, furent aussi bien économiques que politiques.

Cet aperçu très sommaire — et forcément incomplet — de l'état économique du District de Saint-Lô nous sera utile : il nous permettra d'étudier, dans son cadre naturel, la propriété foncière détenue par le clergé et d'en mieux apprécier la valeur ; il nous donne en outre quelques indications sur les ressources et la puissance d'achat des populations qui auront bientôt à se disputer les biens ecclésiastiques mis en vente.



CHAPITRE I.

La propriété foncière ecclésiastique

Le Clergé de France, avant la Révolution, possédait une importante fortune territoriale — richesse considérable provenant de donations qui lui avaient été consenties dans une double pensée de charité pour les vivants et de prière pour les morts ¹. Ce patrimoine ecclésiastique que « rois et princes, bourgeois et seigneurs, clercs et laïques, membres de corporations » ² avaient, d'âge en âge, contribué à augmenter, était sous l'ancien régime, ou la propriété de hauts dignitaires et de religieux — ou réparti entre la masse des curés, vicaires, desservants et obitiers qui constituaient ce que l'on désigne communément sous le nom de bas Clergé.

Quelle était en réalité, à la fin du XVIII^e siècle l'étendue et la valeur de cette propriété territoriale détenue par le clergé ? Question difficile à résoudre entre toutes, si l'on en juge par l'extrême diversité des réponses qui y ont été faites. Cette variété d'appréciation, on la trouve aussi bien dans les documents contemporains de la Révolution que chez les historiens modernes. Déjà, « Lebreton sous Louis XIII, estimait le patrimoine ecclésiastique au tiers des biens immeubles situés en France » ³. Pour un auteur contemporain, ils n'auraient compris que le cinquième du sol français ⁴. Taine les estimait

1. P. de la Gorce. Histoire Religieuse de la Révolution Française. Tome I. p. 13.

2. Ibid. p. 13.

3. Esmein. Cours Élémentaire d'Histoire du Droit Français. p. 621.

4. Ph. Sagnac. La législation civile de la Révolution française. p. 155.

« en capital près de quatre milliards » ¹. C'est à un milliard près l'opinion jadis émise par de Montesquieu, dans un rapport sur les finances publié à la fin de la Constituante « alors que les déclarations des intéressés, les enquêtes, et enfin les premières ventes réalisées en général à un taux avantageux pour le trésor » ² donnaient déjà de notables éléments d'appréciation. La même incertitude subsiste en ce qui concerne l'évaluation des revenus : à en croire les assemblées du clergé de 1755 à 1765, ces revenus n'auraient pas dépassé 62 millions. Talleyrand formulait le chiffre de 90 millions. Taine et M. de la Gorce sont d'accord — à peu de choses près — et fixent le revenu de la propriété foncière ecclésiastique à 80 ou 90 millions ³.

Cette propriété s'étendait — à travers tout le territoire — dans des conditions très différentes d'une région à l'autre. En effet, elle subissait l'influence de l'économie de la propriété rurale. Dans les pays de grande culture le Nord de la France, en Artois et dans les pays voisins, la propriété ecclésiastique se développait dans de larges proportions. « C'est là, dit M. Loutchisky, que nous trouvons les abbayes les plus riches, possédant des milliers d'hectares, comme Saint-Wast, Saint-Eloy » ⁴. Mais dans beaucoup de régions, et en particulier dans l'Ouest, la propriété ecclésiastique participe au caractère de la propriété paysanne dont elle se rapproche, par sa dispersion et son morcellement « beaucoup plus que de la propriété noble ou bourgeoise, sensiblement moins éparpillée » ⁵.

La région de Saint-Lô n'a jamais constitué, et elle ne

1. Taine. Les origines de la France contemporaine. L'ancien Régime. p. 18.

2. P. de la Gorce. op. cit. Tome I. p. 10.

3. Taine. op. cit. p. 18. P. de la Gorce. op. cit. p. 22.

4. Loutchisky, Quelques remarques sur la vente des biens nationaux. p. 20.

5. A. Rebillon, La situation économique du Clergé à la veille de la Révolution dans les districts de Rennes, Fougères et Vitré. Introduction LX.

C'est pas d'ailleurs devenue actuellement, un pays de grande culture. Les exploitations agricoles y varient d'ordinaire de 10 à 60 hectares. A l'époque de la Révolution, les biens fonciers du clergé loin de comprendre de vastes domaines étaient — tout comme dans les trois districts d'Ille-et-Vilaine étudiés par M. Rébillon — constitués de terre de moyenne étendue qui ne modifiaient d'aucune façon, l'assiette générale de la fortune immobilière dans le pays.

Mais avant de déterminer l'étendue de cette richesse ecclésiastique, il est indispensable d'indiquer la méthode que nous avons suivie et les sources auxquelles nous avons puisé.

Pour établir le recensement de la propriété immobilière détenue par le Clergé avant la Révolution, on peut s'appuyer sur plusieurs sortes de documents, les rôles de l'impôt foncier des vingtièmes, les déclarations de revenus faites par les bénéficiaires ecclésiastiques en exécution d'abord du décret des 13-18 novembre 1789 et plus tard des décrets des 24 Juillet-24 Août 1790, les états et inventaires dressés par les municipalités ¹, enfin les actes de vente.

Si l'on en excepte quelques exemplaires conservés aux archives du Calvados, les rôles des vingtièmes concernant le district de Saint-Lô ont disparu. Les renseignements que peuvent nous donner les exemplaires existants, sont extrêmement sommaires puisqu'ils se bornent à l'énumération des noms des propriétaires et de leurs revenus, sans mentionner ni la qualité des possédants ni l'étendue de leurs biens fonds. Par ailleurs, nous avons pu retrouver les différents inventaires

1. Par le décret des 20-26 mai 1790, la Constituante chargea les Municipalités de dresser l'inventaire des maisons et communautés religieuses. Pareille mesure fut étendue en 1791 et 1792 aux séminaires et maisons d'éducation qui n'étaient pas comprises dans les premières lois de liquidation. En outre, également en mars 1790, le Comité ecclésiastique de la Constituante réclama aux Municipalités des états « désignatifs et estimatifs » des biens et revenus du Clergé.

dressés par les municipalités dans les maisons religieuses du district. Il n'en est pas de même pour les états qui devaient être fournis par chaque municipalité, car pour les 109 communes du district, il manque 21 états ¹.

Quant aux déclarations des bénéficiers, il n'en existe que quelques unes.

Restent les actes de vente. Ils ont servi de base à notre travail. On a relevé, pour chaque adjudication, la superficie donnée dans l'acte de vente lui-même et ces superficies exprimées en anciennes mesures, ont été converties à l'aide des tables d'équivalence de la région, en mesures du système métrique ². L'indication de la contenance se trouve dans presque toutes les ventes, elle ne fait défaut que très exceptionnellement pour des parcelles de terre assez peu importantes ³. Comme d'autre part la totalité de la propriété foncière du clergé a été dans notre district soumise aux enchères publiques, on peut espérer présenter, avec ce mode de documentation, et sans négliger bien entendu les autres sources, un tableau général de la fortune immobilière ecclésiastique.

Les 109 communes du district de Saint-Lô dont la superficie était de 87.261 hectares comprenaient 2133 hectares 35 ares de biens ecclésiastiques. Cette propriété était répartie de la façon suivante :

1. Voici les noms des 21 communes pour lesquelles les états font défaut. Saint-Lô, Quibou, Soulles, Mesnil-Hermant, Montcuil, Saint-Gilles, Airel, Cerisy-l'Abbaye, Saint-Georges-d'Elle, La Colombe, Tessy, Fervaches, Montbray, Saint-Amand, Torigny, Condé, Brectouville, Saint-Symphorien, Biéville, Bérigny, La Chapelle-du-Fest.

2. Les anciennes mesures principalement en usage dans la région étaient la vergée (20 ares), l'arpent (30 ares) et la perche (51 m²072).

3. On n'a pu retrouver l'étendue des biens attachés à la Fabrique de Saint-Georges-de-Montcoq, non mentionnés sur l'état fourni par la Municipalité; affermés pour 336 n 10 A, ils furent vendus le 29 février 1792. De même, il n'a pas été possible de reconstituer la superficie de 5 pièces de terre dépendantes de l'Abbaye de Cerisy et louées 230 n.

Etat de consistance par Commune des Biens Ecclésiastiques
du district de Saint-Lô.

COMMUNES	Superficie en Hectares.	BIENS FONCIERS		PROPRIÉTÉS BATIES
		Hect.	Ares	
St-Lô	600	16	80	3 couvents, 7 maisons, 2 granges. 2 pressoirs.
St-Thomas	412	22	50	1 ferme, 1 maison, 1 grange. 1 abbaye.
Sainte-Croix	4153	66	20	2 fermes, 1 maison, 2 moulins. 1 chapelle, 1 grange, 2 pressoirs.
Agneaux	661	1	20	2 maisons, 2 granges.
St-Georges-de-Montcocq	863	69	20	2 fermes, 1 maison, 1 grange.
Esglandes	552	3	40	1 maison.
St-Jean-de-Daye	409	1	20	1 maison.
St-Fromond	4510	149	»	1 prieuré, 1 ferme, 1 moulin, 1 maison
Le Mesnil-Véron	275	»	80	1 maison.
Le Dézert	1425	89	90	1 prieuré, 2 corps de ferme. 1 maison
St-Pierre-d'Arthenay	1366	3	40	1 maison.
Le Hommet	83	1	05	
St-Aubin-de-Losques	693	2	20	1 maison.
Cavigny	656	3	30	1 maison, 1 grange.
La Meauffe	979	4	20	2 maisons, 1 chapelle.
Bahais	272	14	20	1 maison.
Amigny	358	2	40	1 maison.
Le Mesnil-Durand	627	4	»	1 maison.
Le Mesnil-Angot	397	2	80	1 maison.
Le Mesnil-Rouxelin	462	3	20	1 maison.
Rampan	393	1	80	1 maison.
Canisy	608	»	20	1 maison.
Quibou	1658	27	60	2 maisons, 3 moulins.
Gourfaleur	817	47	20	1 ferme, 1 maison.
Baudre	364	10	»	1 maison.
St-Martin-de-Bonfossé	991	438	»	3 fermes, 2 moulins, 1 maison.
St-Ebrémond-de-Bonfè	1187	153	80	2 fermes, 1 maison.
La Mancellière	656	21	60	2 fermes, 1 maison, 1 moulin.
Dangy	943	3	40	1 maison, 1 grange.
Souilles	1451	3	20	1 maison, 2 granges.
St-Sauveur-de-Bonfossé	298	3	60	1 maison.
St-Samson-de-Bonfossé	522	12	10	1 maison, 1 grange.

COMMUNES	Superficie	BIENS		PROPRIÉTÉS BATIES
	en	FONCIERS		
	Hectares.	Hect.	Ares.	
Mesnil-Hermant	185	1	60	1 maison.
Marigny	997	42	60	3 fermes, 1 maison.
Mesnil-Eury	335	16	10	1 maison.
Montreuil	631	2	»	1 maison.
La Chapelle-Enjuger	1467	1	10	2 maisons.
Hébécrevon	1334	16	»	1 ferme, 2 maisons.
St-Gilles	732	8	20	1 maison.
Mesnil-Amet	271	1	»	1 maison.
Carantilly	1040	1	20	1 maison.
Remilly	930	»	20	1 maison.
Mesnil-Vigot	314	3	»	1 maison, 1 chapelle.
Saint-Clair	766	»	35	1 maison.
Airel	974	16	»	1 maison.
Moon-sur-Elle	938	»	20	2 maisons.
Clouay	724	2	»	1 maison.
St-Jean-de-Savigny		»	60	1 maison.
Cerisy-l'Abbaye.	1986	242	50	1 abbaye, 2 fermes, 1 moulin.
Villiers-Fossard	830	42	25	1 maison.
Couvains	1461	10	30	1 ferme, 1 moulin, 1 maison.
St-André-de-l'Epine	696	25	70	1 maison.
La Luzerne	191	»	20	1 ferme.
St-Georges-d'Elle	859	16	»	1 maison.
Percy	3611	16	»	1 ferme, 1 maison.
Le Guislain	523	52	10	3 maisons.
La Haye-Bellefond	523	1	40	1 maison.
Villebaudon	276	1	80	1 maison.
Maupertuis	550	2	20	1 maison.
Le Cheffresne	526	3	»	1 maison.
Margueray	1104	»	50	1 maison.
La Colombe	454	6	»	1 maison, 1 grange.
St-Fragnaire	1410	6	40	1 maison.
N.-D.-du-Beslon	1684	5	20	1 maison, 1 moulin.
Montabot		»	60	1 maison.
Toriguy	1129	6	40	1 maison.
St-Amand	281	5	20	2 couvents, 1 maison, 1 grange.
St-Suzanne-sur Vire	2108	60	80	1 ferme, 1 maison.
Condé	491	3	»	1 maison.
	2406	78	»	1 ferme, 4 moulins, 2 maisons.

COMMUNES	Superficie	BIENS		PROPRIÉTÉS BATIES
	en	FONCIERS		
	Hectares.	Hect.	Ares.	
Brectouville	360	12	60	
Giéville	1005	86	»	1 ferme, 1 maison.
Guilberville	2169	2	»	1 maison.
St-Louet	718	1	70	
Beuvrigny	656	»	40	1 maison.
La Chapelle-Heuzebroc		7	80	1 maison.
St-Symphorien	379	16	»	1 maison.
Placy	620	6	»	1 maison.
Montaigu	261	1	»	1 maison.
Domjean	1607	67	»	1 maison, 1 grange.
Fourneaux	323	5	60	1 maison.
St-Jean-des-Baisants	1305	6	»	1 maison.
Montrabot	379	1	60	1 maison.
Vidouville	433	47	»	1 ferme, 1 maison.
Rouxville	851	1	60	1 maison.
Lamberville	439	3	20	1 maison.
Précorbin	703	7	40	2 maisons.
Biéville	505	8	40	1 maison.
N.-D.-d'Elle	278	112	20	1 ferme, 1 maison.
St-Quentin-d'Elle	656	»	40	1 maison.
Bérigny		12	20	1 collège, 1 ferme,
St-Germain-d'Elle	867	13	60	1 maison.
St-Pierre-de-Semilly	439	»	20	1 maison.
La Barre-de-Semilly.	753	69	»	1 maison, 1 ferme, 2 moulins.
La Chapelle-du-Fest.	365	2	80	1 maison.
Le Perron	451	8	80	1 maison.
Tessy	1358	»	»	1 chapelle.
St-Romphaire	973	11	»	1 maison.
Mesnil-Opac	545	6	»	1 maison.
Troisgots	734	18	20	1 maison, 1 chapelle.
Moyon	2282	3	40	1 maison, 1 chapelle.
Fervaches	473	1	»	1 maison.
Chevry	354	6	»	1 maison.
Beaucoudray	461	7	30	1 maison, 1 chapelle.
Gouvets	1072	2	20	2 maisons.
Mesnil-Raoult	386	2	50	1 maison, 1 grange.
St ^e -Marie-des-Monts	1512	4	»	1 maison, 1 grange.
St-Vigor-des-Monts		1	80	1 maison, 1 grange.
Montbray	1373	2	90	1 maison, 2 granges.
Morigny	427	2	20	1 maison.

On peut voir par ce tableau que les immeubles ne constituaient qu'une faible partie de la propriété ecclésiastique. Au contraire, dans un district limitrophe, celui de Coutances, les ventes de biens du clergé sont composées — pour un cinquième — de ventes de maisons situées à Coutances même et appartenant au chapitre de la Cathédrale et aux Dominicains ¹. Le clergé du district de Saint-Lô, possédait peu de propriété bâtie; en dehors des maisons d'habitation — couvents, presbytères — on ne trouve pas d'immeubles de rapport. Aussi bien Saint-Lô, principal centre du pays n'était pas une ville assez importante pour que ce mode de revenu tentât les capitalistes qui y habitaient.

Un fait qui démontre l'extrême morcellement des biens fonds ecclésiastiques, c'est leur répartition dans les diverses communes du district. Les 2.133 hectares de biens ne se groupaient pas en quelques domaines de vaste étendue susceptibles d'englober des paroisses entières. Au contraire, sur 109 communes du district, il ne s'en rencontre pas une seule où l'on ne trouve quelque parcelle de bien ecclésiastique. La répartition est certes fort inégale : Ainsi dans 13 communes, l'étendue de la propriété que nous étudions varie entre 0 et 1 hectare — dans 44 entre 1 et 5 hectares — dans 15 entre 5 et 10 hectares — dans 17 entre 10 et 25 hectares. Mais il n'y a que 9 communes à posséder de 50 à 100 hectares et seulement 5 à en avoir plus de 100. C'est donc l'extrême éparpillement qui domine.

La propriété foncière ecclésiastique représentait — étant donné que la superficie totale du district se chiffrait par 8.726 hectares — 2.42 % de cette superficie. A ce compte, elle paraîtrait avoir eu plus d'importance que dans le district

1. G. Lecarpentier. — La vente des biens ecclésiastiques pendant la Révolution française, p. 31, note 1.

voisin — celui de Coutances — qui pour une superficie de 100.000 hectares, ne possédait que 642 hectares de biens-fonds ecclésiastiques, soit 0.64 ‰¹. Mais il ne faut pas oublier que les propriétés du clergé à Coutances consistaient principalement en des immeubles urbains dont la valeur était certainement considérable.

Le rapport 2.42 ‰ — de la superficie des biens ecclésiastiques à celles du district montre que dans notre région les propriétés territoriales du clergé étaient plutôt moins abondantes que dans les autres régions de la Normandie et que même dans plusieurs parties de la France. M. Lecarpentier — dans son ouvrage sur la Vente des Biens Ecclésiastiques pendant la Révolution française — conclut que les biens du clergé couvraient 3.50 ‰ de la superficie totale des vingt districts qu'il a examinés². Le même auteur dans une étude spéciale sur le district de Caudebec, trouve 6 ‰³. Dans les districts de Rennes, Vitré et Fougères, « la propriété foncière de l'Eglise représentait au plus 3.41 ‰ de la superficie totale »⁴. En Normandie, comme en Bretagne, nobles, paysans et bourgeois étaient donc plus favorisés que le clergé en ce qui concerne les propriétés foncières. Il y a loin de ces indications à l'importance exagérée que l'on attribuait jadis à la fortune immobilière du clergé, alors qu'on accusait celui-ci d'accaparer le cinquième, le tiers ou la moitié du territoire français.

Mais une étude qui se bornerait à mentionner l'étendue des biens d'Eglise dans un district, ne serait pas complète ; il importe maintenant de considérer, en donnant des détails, cette propriété par rapport aux différentes classes du clergé

1. G. Lecarpentier. Op. cit. p. 30.

2. G. Lecarpentier. Op. cit. p. 33.

3. G. Lecarpentier. La propriété foncière du Clergé et la vente des biens ecclésiastiques dans la Seine-Inférieure, p. 14.

4. A. Rébillon. Op. cit Introduction CXXX.

qui la détenaient. Quelle était, dans notre région, la part faite dans les hectares de terre — aux hauts dignitaires — aux ordres monastiques et aux desservants des paroisses rurales ? Le corps du clergé était-il chez nous, suivant les expressions de Michelet : « un monstre d'injustice et d'inégalité... énorme à la tête, crevant de graisse et de sang, sec et famélique dans les membres inférieurs » ? Il est également nécessaire d'examiner l'opinion que les fidèles se faisaient concernant la situation de leur clergé et nous pourrons voir en même temps si, dans notre région, à l'occasion de la rédaction des cahiers, on en est venu à demander la mise des biens ecclésiastiques à la disposition de la nation.

SECTION I

Le haut Clergé

Les paroisses qui ont constitué le district de Saint-Lô n'étaient pas toutes rangées — avant la réforme administrative — sous la même direction épiscopale. Sur les 109 communes que devait compter le district, 38 relevaient du diocèse de Bayeux ¹. Les autres ressortaient de l'Evêché de Coutances. Le titulaire du siège était à l'époque de la Révolution, Mgr Ange François Talaru de Chalmazel. Les revenus de son évêché étaient considérables et furent estimés en 1790, 58.711 livres 11 sols ², et se détaillaient comme suit : 37.656 ^{li} pour les fermes 1.055 ^{li} 12 ^s de rente et 2.000 ^{li} pour les deux tiers du prix des

1. On en trouvera l'énumération dans l'Histoire du Diocèse de Coutances et d'Avranches, par l'abbé Lecanu.

2. Etat fourni à MM. les Membres du Directoire du District de Coutances. Arch. Manche, Q 4-4 14.

dépôts. Par contre, l'Evêché de Coutances devait assumer certaines charges ¹. Outre son siège épiscopal, Mgr de Chalmazel tenait en commende deux abbayes royales : celle de Saint-Nicolas de Blanchelande, dans le district de Carentan, et celle de Notre-Dame de Montebourg, dans le district de Valognes. Ces prébendes lui rapportaient environ 70.000 ^H ². Ce qui lui faisait un revenu brut et approximatif de 130.000 ^H.

Dans plusieurs paroisses voisines de Saint-Lô, l'Evêque de Coutances possédait de nombreuses fermes : à Saint-Ebremond-de-Bonfossé, la terre de la Motte, 520 vergées (dont 220 en bois taillis) et la ferme de Cottainville, 235 vergées, cette dernière louée 1.100 ^H, mais dont les bâtiments demandaient, en 1790, pour 3.000 ^H de réparations ³. A Saint-Martin-de-Bonfossé, « Monseigneur l'Evêque de Coutances était par son évêché — indique l'état dressé par la municipalité le 9 novembre 1790 — cy-devant notre seigneur et possédait à ce titre dans notre paroisse, les terres et rentes dont la désignation va suivre : » C'étaient la terre, le bois et le moulin de Bonfossé, en tout 385 vergées, la terre de la Chuquaye, 75 vergées, enfin la ferme de la Montpinconnière, 209 vergées. De l'évêché de Coutances dépendait encore une ferme, située à Gourfaleur, la terre de la Tournière, comprenant 235 vergées, louée 1.600 ^H « y compris les redevances et un trait de dîme qui y compte pour 375 ^H » à Michel Le Page. Cette ferme était considérée comme « pierreuse et de peu de rendement » ⁴. Si l'on ajoute à ces propriétés, un pré de 31 vergées à Saint-Thomas, une grange décimale située à Soullès et estimée 780 ^H, on en aura

1. Ces charges s'élevaient à 6.509 ^H 16 ^S en argent ; il y en avait d'autres en nature dont l'évaluation ne fut pas faite. Gaillardon. op. cit, p. 308.

2. Gaillardon. op. cit. p. 308.

3. Arch. Manche Q ¹⁻⁴ 14 et Q ⁴⁻⁶ 15.

4. Arch. Manche Ibid.

fini avec l'énumération des biens-fonds appartenant dans notre district, à l'évêque diocésain.

Au total, ces propriétés donnaient un ensemble de 1690 vergées, soit 338 hectares. Avec les dimes de la paroisse de Soullès, elles étaient affermées « par bail général devant l'Hermitte, notaire à Coutances, le 3 Avril 1783, au Sieur Thomas Osmond, demeurant en la paroisse de Saint-Ebremond, pour le prix de 10.600^{II} » ¹.

Aux biens fonds relevant de l'évêque de Coutances peuvent être rattachées les propriétés dont disposait — dans le district — le séminaire diocésain. Elles consistaient en deux fermes, sises à Marigny, d'une contenance de 170 vergées (34 hectares) et rapportant, avec des redevances en nature, 2.050^{II} ².

Les chanoines du chapitre de Coutances dont les revenus nets se chiffraient par 99.551^{II} ³ détenaient dans l'étendue du district certaines propriétés. A Quibou, les chanoines Hallot, de la Haye et de Bernière possédaient des moulins à blé qui furent évalués en 1791, 5650^{II}. En outre, de la prébende de M. de Bernière dépendait la terre du Bois Héron, 60 vergées (12 hectares) louée 500^{II}, plus un cent de foin et quatre charrois par an. A la Mancellière, M. Closet possédait la ferme du Manoir de Vire : 55 vergées et un moulin ; M. du Repas 1 moulin et 10 vergées de terre ; M. de Folligny, la ferme de la Foullerie, 54 vergées. Un autre chanoine, Léonard de Rampan, détenait à Saint-Samson-de-Bonfossé, 30 vergées de terre, 1 grange décimale, étant avec plusieurs de ses confrères, gros décimateurs de la paroisse ⁴.

En résumé, 39 hectares de biens-fonds, sans compter des

1. Arch. Manche Q ¹⁻¹ 14.

2. Arch. Manche Q ¹⁻⁶ 16.

3. Gaillardon op. cit. p. 308.

4. Arch. Manche Q ¹⁻¹ 14 et Q ¹⁻⁶ 15.

granges servant à recueillir les dîmes perçues dans plusieurs paroisses, relevaient du chapitre de Coutances,

De nombreuses paroisses relevant de l'évêché de Bayeux, il n'est pas étonnant que le titulaire du siège et son chapitre aient été possessionnés dans notre district. A Saint-Fromond, l'évêque de Bayeux possédait 323 vergées de terre ¹, à Saint-Georges-d'Elle 78 vergées 1/2 louées 357^{II} et à Airel 68 vergées 1/2 affermées un bon prix : 1756 livres ², soit un ensemble de 94 hectares. Les biens fonciers du Chapitre de Bayeux étaient peu considérables : à Notre-Dame-d'Elle, 20 vergées de terre, louées à M. Lescot, curé, 90^{II}, deux avenues et un étang évaluées 930^{II}, une terre de 80 vergées affermée 500^{II} et 460 vergées de bois à Airel, une grange avec cellier : telles étaient leurs propriétés.

Sur les 2133 hectares qui constituaient la fortune immobilière du clergé, les deux évêques et leurs chapitres en détenaient, au total, 618.

SECTION II.

Le Clergé Régulier.

Si l'édit de 1768 — dont l'article 7 portait que les abbayes ou monastères réunis en congrégation devaient être composés d'au moins huit religieux, sans compter le supérieur — eut été

1. Evaluées en 1791, lors de la mise en vente, 4914^{II} de revenu et 152.868^{II} de capital. Arch. Manche, Q 1-6 16.

2. Le prix élevé du fermage s'explique parce que sur les 68 vergées 1/2, il y en avait 65 en herbage et en raison de leur rareté, ces pâturages étaient très recherchés. C'était de la terre de première valeur puisque ces 65 vergées de terre, estimées 35.860^{II}, furent vendues le 16 Décembre 1791 48.200^{II}.

appliqué dans la région, nous n'aurions dû trouver, en 1789, aucune communauté d'hommes. Mais en dépit de cette ordonnance, le district de Saint-Lô comptait les abbayes de Cerisy-la-Forêt, de Saint-Lô et de Torigny, le couvent des Pénitents à Saint-Lô et deux prieurés : Saint-Fromond et le Désert. Les établissements de femmes n'étaient ni nombreux, ni très importants : à Saint-Lô, deux modestes communautés ; les Nouvelles Catholiques et le Bon-Sauveur, et à Torigny, un couvent un peu mieux renté, celui des Bernardines. En outre, des abbayes et des couvents, étrangers au district, y étaient propriétaires de biens fonciers.

Fondée en 1302 par Robert de Normandie, agrandie par Guillaume le Bâtard en 1042, l'abbaye royale Saint Vigor de Cerisy ressortait de l'ordre de S^t-Benoit, congrégation de S^t-Maur. Elle était située sur une paroisse qui appartenait au diocèse et au bailliage de Bayeux et qui fut absorbée dans le département de la Manche, lorsqu'on le constitua.

Au moment où la Révolution éclata, l'abbaye de Cerisy était tombée en régle, par suite de la mort survenue en 1788, de son abbé commendataire. Sept religieux formaient la communauté, savoir : Dom Adrien Osouf, prieur, Dom Auguste Mouronval, procureur, Dom Louis Jacques Legérais, sous-prieur, Dom François Lepainteur, Dom Hyacinthe Fournier, Dom Etienne Mallet, sacristain, Dom Dominique Mallart¹. D'après les constatations faites lors de l'inventaire par les officiers municipaux de Cerisy, l'abbaye « nouvellement bâtie » était d'une « construction agréable et située très avantageusement ». Elle aurait pu contenir seize religieux.

L'importance de la fortune immobilière dépendant des

1. Inventaire de l'état monnayé, procès-verbal des meubles et effets, constatation des revenus et charges, état des religieux profès et leurs déclarations dressé et recueilli par les officiers municipaux de la commune de Cerisy, le 6 Mai 1790. Arch. Manche, H. 1401.

manse abbatiale et conventuelle de l'abbaye n'a pu être déterminée avec toute l'exactitude désirable en pareille matière, car l'inventaire et les actes de vente ne mentionnent pas les superficies de cinq pièces de terre louées 230^{li} ¹. Cependant on arrive en totalisant les superficies indiquées pour les autres biens fonds à 242 hectares 50 ares de terre et les deux adjudications, 28 Mars, 24 Mai 1791, se montèrent à 163.800^{li} ². Dans cette somme, n'entrent pas en compte 162 hectares 50 ares de bois qui ne furent jamais aliénés.

Quel était parailleurs le revenu global dont jouissaient l'abbé et ses moines? Le bail général des revenus de la manse abbatiale de Saint-Vigor avait été consenti « par Isidore Simon Brière de Montédour, économe général du Clergé de France » le 10 Juillet 1788, à Pierre François Goulet, avocat au Parlement, moyennant 51.000^{li} auxquelles s'ajoutaient diverses charges : telles que « décimes, oblats et autres impositions ecclésiastiques ou y équivalentes, charges claustrales, pensions des curés et vicaires » estimées 17.908^{li} 4^s 4^d ³.

Nous possédons également la Déclaration « des biens, droits et revenus de la manse abbatiale de Saint-Vigor de Cerisy, actuellement vacante », faite à Bayeux, le 26 Février 1790, par le mandataire de Brière de Montédour. Les revenus de l'Abbé y sont estimés 63.976^{li} 17^s 2^d. Ses propriétés, dans le district, ne comprenaient que la maison abbatiale avec ses dépendances et la Ferme du Hameau Régnier (40 hectares), la perception des dîmes était comptée à 7.000^{li}. L'abbé percevait des dîmes et

1. Nous avons examiné la liste des terres soumissionnées le 10 Décembre 1790 par la Municipalité de Saint-Lô dans l'étendue de la commune de Cerisy sans y trouver le renseignement cherché. Par ailleurs, une soumission faite le 18 Décembre 1790 par Michel Beauquenin, bourgeois de Paris, a permis d'identifier 162^{li} 50^a de bois. Arch. Manche Q¹-39.

2. Arch. Manche 9^{li}645.

3. Arch. Manche H-1926.

possédait des terres dans de nombreuses paroisses du district de Bayeux¹.

Les religieux avaient des revenus suffisants, ce qui ne les empêchait pas d'être fortement endettés. A l'époque où Dom Ozouf prit la régence de la Communauté, c'est-à-dire en 1788, la situation n'était pas brillante. « Il n'y avait dans la maison aucune provision, ni bois, ni cidre, ni vin, ni blé, beaucoup de réparations et améliorations nécessaires, pas un sol d'argent et tous les créanciers au nombre de plus de cent fondant à la fois sur une maison dont le revenu était d'environ 25 à 26.000^l et beaucoup de fermiers en avance »². Le déficit provenait en majeure partie des dépenses engagées pour la reconstruction de l'abbaye et qui obérèrent la communauté de 60.000^l. En 1789, l'abbaye dépensa 62.500^l « mais elle employa 32.557^l à solder une partie de l'arriéré des années précédentes »³.

D'après l'inventaire, en 1790, le revenu total se serait monté à 28210^l 15 s 9 d, dont il faudrait défalquer 6917^l 10 s 9 d de charges, soit 21931^l 12 s 6 d de produit net⁴. Revenu qui était par conséquent en progrès sur celui de 1788 et qui se serait de plus accru en 1791, de 1960^l par suite des augmentations apportées à plusieurs locations. Cette augmentation n'a rien qui nous étonne, car nombre d'auteurs ont constaté, à la fin du xviii^e siècle, une progression commune à tous les revenus.

Saint-Lô possédait deux communautés d'hommes : l'abbaye royale des chanoines Augustins, située à Sainte-Croix et le couvent des Pères Pénitents sur la paroisse Notre-Dame.

1. Nous devons la communication de cet intéressant document à l'obligeance de Monsieur Le Provost, directeur d'école à Cerisy-la-Forêt. Nous lui en exprimons tous nos remerciements.

2. Arch. Manche. H. 1881.

3. Gaillardon, op. cit. p. 312

4. Arch. Manche. H. 1401.

Depuis l'année 1506, l'abbaye des Génovéfains avait été mise en commande ¹. En 1790, le titulaire du bénéfice ne résidait pas dans son abbatale « Messire François de Paule Florin Henry Marie Adam comte de Brandis, sous-diacre du diocèse de Brixen dans le Tyrol, incorporé dans celui de Toulouse avait donné à « M. Pierre Hamelle, docteur en Sorbonne, prieur de l'abbaye de Savigny, au diocèse d'Avranches » « procuration générale et spéciale pour l'administration générale des revenus de la dite abbaye devant M^e Trulat et son frère, notaires à Paris, le 9 décembre 1782 » ². Lors de l'inventaire qui fut fait le 27 avril 1790 par le maire et les officiers municipaux de Saint-Lô, le personnel de l'abbaye était réduit à rien : il n'y avait plus en effet à la résidence que deux religieux : Jacques-René des Ruaux, prieur et Henry-François-Joseph Nicolaï, chanoine régulier. Des deux autres qui complétaient d'ordinaire la communauté, l'un, Coudrois, était « absent pour affaires personnelles et l'autre, Michaut, était parti « depuis un mois ». Il y avait d'ailleurs longtemps que cette pénurie de personnel se faisait sentir, car, dit l'inventaire « l'abbaye de Saint-Lô est habitée depuis nombre d'années par quatre religieux au plus, y compris le sieur prieur » ³.

Cette communauté aurait pu cependant abriter un nombre plus considérable de religieux, car situé « dans une position

1. Abbé Lecanu. *op. cit.* p. 312.

2. Nous tenons à remercier ici M. Lecarpentier, inspecteur de l'enregistrement, qui a bien voulu nous confier quelques papiers de famille, dans lesquels nous avons précisément trouvé l'énumération détaillée des titres de M. de Brandis, ainsi que la désignation de son mandataire.

3. M. Bridey. *op. cit.* Tome III. p. 42, indique pourtant que « l'abbaye de Saint-Lô de l'ordre des Génovéfains, comptait en 1789, le nombre légal de 8 religieux. « Cette affirmation est en complète contradiction avec les constatations de l'inventaire du 27 avril 1790 et avec celui dressé chez les Pénitents le 29 avril suivant : « Observant, disent les officiers municipaux, que cette abbaye (celle des Génovéfains) n'a été occupée depuis de longues années que par un petit nombre de religieux, souvent réduit à deux ou trois, sans qu'on les ait vus rarement aller au nombre de quatre ». Arch. Manche. H. (non répertorié).

avantageuse, elle contenait sept chambres à feu et treize cellules. Il est vrai que la demeure manquait de confortable ; les constatations des officiers municipaux ne laissent aucun doute sur l'état de délabrement de l'ensemble des immeubles ; les bâtiments auraient exigé « des dépenses de réparations considérables ». La maison était dénuée de meubles. Seule la salle à manger conservait quelques objets de valeur ; garnie d'une « tapisserie de toile peinte », on y trouvait « une table de marbre avec son pied doré, un canapé et quinze chaises en tapisserie ». L'église aurait exigé des « frais immenses » et sa voûte était « lézardée en plusieurs endroits ».

Cet état de délabrement s'explique mal : l'abbé commandataire comptait pourtant parmi ses charges annuelles 1422 ^{li} 18 ^s pour réparation et entretien des bâtiments ¹. Et les religieux dont le nombre était si réduit, ne manquaient ni de rentes ni de biens-fonds. A Saint-Lô, sur Sainte-Croix et Notre-Dame, ils possédaient avec leur abbaye, son enclos et son jardin, 45 vergées de terre ², deux maisons, trois granges à dîmes. A Saint-Georges-de-Montcoq, la terre de la petite abbaye, 287 vergées, louée en 1784 à Julien Burnel 2250 ^{li}, 8 chapons gras, 4 journées de harnais, 52 ^{li} de retenues, sans compter 800 ^{li} de pots de vin en passant le bail leur appartenait. A Saint-André-de-l'Épine, une maison avec quatre vergées de terre et le bois taillis de Soulaire, 92 vergées, dépendaient de la manse conventuelle. Les biens fonciers réunis aux dîmes qu'ils percevaient en diverses communes ³, constituaient un revenu de 14690 ^{li} 13 ^s 6 ^d ⁴. Par contre, leurs charges ne paraissent pas

1. Arch. Manche. L²1630.

2. A Saint-Lô, les religieux avaient par exemple 15 vergées (dont 6 en labour) qui étaient affermées à Jacques Marie 350 ^{li}, 2 pots de lait par semaine et 138 ^{li} 12 ^s de pots de vin. Arch. Manche. Q ⁴⁻⁶ 16.

3. Notamment à Saint-Georges-de-Montcoq, Agneaux, Saint-Ebremont-de-Bonfossé.

4. Arch. Manche. H. (non répertorié).

avoir été excessives puisque l'inventaire ne révèle que 1627^H 13^S de rentes foncières constituées et 350^H 27^S 6^D de portions congrues. Parmi les créanciers, se trouvait « François-Antoine Matignon, prêtre, docteur et professeur en théologie de la maison de Navarre, demeurant à Paris, rue Montagne Sainte-Geneviève auquel le roi, par brevet du 1^{er} décembre 1782, avait accordé, sur l'abbaye, une pension de 1200^H 1. En 1790, les religieux avouaient 4466^H de dettes et leurs bâtiments tombaient en ruines.

Une délibération du directoire du district relative à la fixation du traitement des prêtres; en date du 2 mars 1791² nous renseigne sur le montant des revenus de l'abbé commandataire. Voyons d'abord quelles étaient ses propriétés foncières. A Notre-Dame, peu de choses : une grange et une maison. A Saintè-Croix, 87 vergées de terre, une maison servant à deux moulins, le tout lui rapportant 1800^H (et 8 volailles grasses)³. A Beaudre, l'abbé possédait 4 vergées de terre (100^H de revenu). A Saint-Jean-des-Baisants, une grange. C'était surtout à La Barre-de-Semilly que la manse abbatiale était richement dotée : elle jouissait de la ferme de la Motte, affermée à M. Courcellet, curé et maire, moyennant 1600^H et 320^H de pot de vin, et du bois de la Barre, comprenant 180 vergées, dont le revenu annuel s'estimait 700^H. Ces biens-fonds formaient un ensemble de 85 hectares 20 ares.

Mais on n'aurait qu'une idée très imparfaite du bénéfice de l'abbé commandataire si on ne considérait que sa fortune foncière. En réalité, ses fermages ne constituaient que le septième de son revenu qui était évalué par le directoire du district à 28458^H et composé pour le reste de dîmes et rentes foncières⁴.

1. Arch. Nat. Décl. Ecclés. S. 7483.

2. Arch. Manche. L² 4830.

3. Arch. Manche. Q¹.⁴ 14.

4. « Vu l'état détaillé des revenus et des charges du bénéfice dont était

Ainsi, à La Barre-de-Semilly, « il est dû à M. l'abbé de Saint-Lô, des rentes en argent, en froment, avoine, chapons, poules, œufs ; ce, sur presque tout le territoire de la paroisse » ¹.

En outre, l'abbé de Saint-Lô devait être dans le pays, un personnage considérable : il y disposait en tout cas d'une influence religieuse certaine par les nombreux bénéfices-cures qui étaient à sa nomination. En voici la liste dans la région que nous étudions : Notre-Dame-de-Saint-Lô, Saint-Thomas, Sainte-Croix, Agneaux, Mesnil-Eury, Précorbin, Saint-Jean-des-Baisants qui étaient des bénéfices réguliers et comme bénéfices séculiers : Beaudre, Mesnil-Rouxelin, Bahais, La Chapelle-du-Fest, Le Mesnil-Opac ².

Avec l'abbaye de Sainte-Croix, il y avait à Saint-Lô une autre communauté d'hommes. C'était « la maison conventuelle des religieux Pénitents du Tiers-Ordre de Saint-François, de la Congrégation de France et Custodié de Lorette » ³. Etablissement beaucoup plus modeste que le précédent et qui avait peu de revenus. En 1790, il était occupé par sept religieux.

L'inventaire du 29 avril 1790 nous renseigne sur la situation matérielle de l'établissement. La maison est « solidement bâtie, tant extérieurement qu'intérieurement, elle peut contenir quinze sujets, sa situation saine et agréable, l'église est grande, bien entretenue et ornée de deux chapelles ». L'état des meubles ne révèle rien de précieux, la bibliothèque était modeste et se composait de 187 volumes in-folio, 349 in-quarto et 644 in-douze et « dans deux petites armoires plusieurs livres prohibées et concernant la religion protestante » ⁴. Cette communauté, titulaire de M. de Brandis, duquel il résulte... que le revenu est de 28458 ^{II} et les charges de 15183 ^{II} 11 ^S ». Arch. Manche L² 1030.

1. État du 13 Décembre 1797. Arch. Manche. Q 4.6 15.

2. Cartulaire de la Manche. Abbaye de Saint-Lô, p. 32.

3. Inventaire du 29 avril 1790. Arch. Manche. H. (non répertorié).

4. La cave qui n'échappa point à l'inspection minutieuse des officiers municipaux ne renfermait pas de vin, mais seulement « huit tonneaux de cidre mitoyen ».

bien entretenue, faisait contraste avec le délabrement de sa voisine, celle de Sainte-Croix. Aussi les officiers municipaux qui procédèrent aux inventaires des deux couvents le font-ils remarquer : « observant à l'opposite, disent-ils, que les maisons et l'église de l'abbaye sont mal entretenues et qu'elles exigent des réparations de la plus grande importance et que l'église est dans un état de ruine ».

Les pères pénitents dont la fortune, on va le voir, n'éclaboussait personne, jouissaient de l'estime et de la sympathie de leurs concitoyens. Les officiers municipaux en témoignent : « Si contre toute attente, écrivent-ils, l'assemblée nationale conservait une des deux maisons religieuses d'hommes, il leur paraît qu'il serait préférable de conserver cette maison pour en former une communauté de 15, par l'expérience qu'ils ont avec le public du zèle, des talents et des vertus qui ont toujours distingué les religieux qui l'ont habitée, par leur utilité pour la cité ».

Les R. P. n'avaient que de médiocres ressources, la terre de Martrainville, 130 vergées, sise à Sainte-Croix et louée en 1786 à Pierre Grouet 950 ^{ll}, 6 chapons et 6 poulets — un corps de bâtiment et 11 vergées de terre situées à Saint-Georges-de-Montcoq, affermés à François Girard en 1789 pour 180 ^{ll} — à Hébécrevon, la ferme de la Lande, 60 vergées, dont Pierre Duboscq jouissait pour 400 ^{ll}; tels étaient tous leurs biens fonciers. Ces 1530 ^{ll} de fermages s'ajoutaient à 1427 ^{ll} 17 ^s de rentes actives pour former 3002 ^{ll} 17 sols de revenu, ce qui n'était pas excessif pour assurer la subsistance de la communauté. Et encore ces rentes n'étaient pas nettes, il y avait des charges; ainsi pour leur terre de Martrainville, les pénitents devaient payer des rentes seigneuriales au prince de Monaco et à l'abbé de Saint-Lô¹. Ils devaient en outre acquitter de nombreux

1. Au prince de Monaco : 6 boisseaux 1/2 de froment, 3 pains, 3 chapons, 30 œufs et 10 sols; à l'abbé de Saint-Lô, 9 boisseaux, six seizièmes de froment, 5 razières d'avoines et 12 ^{ll} 5 ^s. A d'autres seigneuries, ensemble 1011 16 ^s.

services, 542 messes basses et assurer chaque mois, un sermon à Notre-Dame et un autre à Saint-Thomas.

On comprend déjà que la communauté ne pouvait être riche : elle était très pauvre. Le 29 décembre 1790, les Pères Pénitents représentèrent aux officiers municipaux qui s'étaient rendus au couvent pour leur délivrer, conformément aux décrets de l'Assemblée Nationale, les meubles et effets à leur usage personnel, que de l'inventaire de leur maison devait ressortir « la conduite la plus économique de leur part et jusqu'à quel point ils se sont privés pour faire le bien ». Ils étaient dans le plus entier « dénuement des choses les plus nécessaires... n'ayant presque point de linges de corps ». Aussi demandaient-ils qu'on voulût bien « leur abandonner pour partager entre eux le peu de linge qui reste dans leur lingerie pour leur aider à avoir des chemises ». Les officiers municipaux ne pouvaient rester insensibles à cette réclamation et ils renvoyèrent la requête « au conseil municipal assemblé pour y être fait droit »¹.

Des quatre communautés d'hommes du district, celle des Pénitents était assurément la moins avantagée, car les Bernardins de Torigny possédaient un ensemble de revenus suffisants pour vivre très convenablement. L'abbaye de Torigny, de l'ordre de Cîteaux, filiation de Clairveaux, consistait en une « église, cloître, dortoir, appartement d'hôtes, cuisine, réfectoire et autres biens réguliers, deux cours, un jardin potager et un autre jardin planté en pommiers de contenance de huit à dix vergées »².

1. Arch. Municip. Saint-Lo. Registre de Délibération du Conseil Municipal. Séance du 29 décembre 1790.

2. Arch. Nat. Decl. ecclés. S. 7477. Déclaration du revenu et des charges de la Manse conventuelle de l'Abbaye de Torigny. Cette déclaration débute en rappelant que l'abbaye de Torigny fut fondée « l'an 1307, partie par Philippe le Bel, roi de France, et partie par Robert Le Fèvre, son médecin, confirmée par bulle de N. S. Père le Pape Clément V en l'an 1310 et ratifiée par Philippe, Roy de France, fils dudit Philippe, en l'année 1319.

L'inventaire dressé par le maire et les officiers municipaux fut commencé le 5 Mai 1790 ¹; le 31 Août, il était procédé à « l'état des revenus de la communauté d'après les titres et journaux représentés ». Les religieux demandèrent que « les revenus de la manse abbatiale soient distingués d'avec ceux de la manse conventuelle. Le titulaire de la commende était M. de Noue, chanoine de Laon². Son bénéfice lui rapportait 10.544 ^{li} « résultant des revenus de toute nature... notamment d'un contrat de 5555 ^{li} de rentes placées sur l'hôtel de Ville de Paris » et il avait 1.905 ^{li} 3 ^{ss} 3 ^{ds} de charges à supporter. L'abbé commendataire possédait de nombreux biens-fonds : à Torigny, l'enclos de l'abbatiale dont jouissaient les religieux, 26 vergées de terre à Condé-sur-Vire, la ferme de la Cocquerie « 180 à 200 vergées de terre dont est fermière Anne Safray, pour 800 ^{li} 2 poules et 300 ^{li} de pots de vin » ³ — le moulin de Châtresac et le moulin de Vire, affermés à Jacques Gilles, par bail, 930 ^{li}, 30 livres de sucre et des chapons (21 Avril 1789) ⁴ — à Giéville, l'abbé avait la terre des Mauvinières, 120 vergées affermées à Ch. Guillouf 500 ^{li}, 8 poulardes, 6 livres de sucre et 300 ^{li} de pot de vin ; la ferme de la Croix, 240 vergées, dont jouissait Guillaume la Forge, par bail du 22 octobre 1788 pour 1.500 ^{li}, 18 poulardes, 10 livres de sucre et 600 ^{li} de pots de vin et enfin, toujours à Giéville, un bois taillis de 70 vergées qui rapportait bon an mal an environ 150 ^{li} ⁵. De plus, à Saint-Amand, outre deux labours de 40 vergées, l'abbé commendataire avait une part dont il n'a pas été possible de déterminer l'importance, dans des pièces de terre, 185 vergées,

1. Arch. Manche. H, abbaye de Torigny, liasse 1.

2. Ibid, L 2, 1030.

3. Arch. Manche, 94,616. Vente du 31 Mai 1791. D'après l'inventaire de 1790, la ferme aurait été louée par bail du 22 Avril 1789, 824 ^{li}, 24 livres de sucre et des chapons.

4. Inventaire.

5. Arch. Manche, 94115 et inventaire.

dites les Champs de l'Abbaye et qu'il possédait indivisément avec les religieux. Les portions dont il était propriétaire, affermées, lui rapportaient 1.797 ^{li}. La part des religieux s'élevait à 1.069 ^{li}.

Les revenus de la mause conventuelle n'étaient pas considérables, mais ils devaient suffire aux quatre religieux ¹ qui composaient en 1790 tout le personnel de l'abbaye. C'étaient Nicolas Jehenno, prieur; Marie de la Brochardière, sous-prieur et procureur; Joseph Venaus et Alexis Pissigard, religieux. Leurs fermages et dîmes réunies donnaient 9.215 ^{li} par an que diminuaient, il est vrai, 1.942 ^{li} de charges. Ces chiffres ne concordent pas avec ceux de la Déclaration citée plus haut. D'après celle-ci, le revenu se serait élevé à 4.662 ^{li} 8 ^s 8 ^d et les charges à 2.775 ^{li} 10 ^s 10 ^d. Ce qui n'aurait laissé que 1.886 ^{li} 12 ^s 3 ^d pour la nourriture et l'entretien des religieux. L'inventaire dressé en présence des religieux et établi d'après les titres et journaux, nous paraît plus digne de créance qu'une déclaration dont la bonne foi n'est pas certaine ².

Le mobilier ne présentait rien de particulier, l'argenterie se réduisait à une douzaine de couverts ³.

Voici quels étaient les biens-fonds appartenant aux religieux : outre leur part indivise déjà signalée dans les champs de l'Abbaye à Saint-Amand, leur maison conventuelle, et à

1. Les religieux étaient généralement au nombre de six; mais, des malheurs survenus à deux fermiers auxquels il fallut faire des remises et, par ailleurs des réparations urgentes avaient diminué les revenus. De telle sorte qu'il fallut demander au supérieur de l'Ordre la réduction du personnel. Arch. Nat. S. 7.477.

2. M. Rébillon, dans son ouvrage déjà cité, attache le plus grand prix à ces inventaires, dressés en exécution des décrets des 20-26 Mars 1790, par les municipalités : « Nulle autre catégorie de renseignements ne pouvait nous offrir un ensemble plus complet de détails utiles et certains. Toutes les fois que ces inventaires doublent une déclaration ecclésiastique, celle-ci perd à peu près tout son intérêt. » Introduction, p. xxii.

3. Entrés dans le caveau, disent les officiers municipaux, nous y avons trouvé deux barriques de vin pleines et environ 150 bouteilles de verre pleines.

Condé, le moulin de la Boulaye avec quelques vergées de terre, plusieurs maisons et 175 vergées. L'inventaire mentionne encore plusieurs autres propriétés, dont certaines importantes, si l'on en juge par leur revenu, telle la ferme de Erammerville, qui rapportait 2.448 ^{II}. Ces terres devaient se trouver au dehors du district, car on en retrouve trace nulle part.

En plus de l'abbaye d'hommes, Torigny possédait une communauté de femmes, le couvent des Bernadines, fondé en 1630, le 19 novembre, par « Bonne de Mallenone, issue de la famille de Saint-Vinant de la Roche, au diocèse de Lisieux, et Claire Bouillon, de la race des Bouillons, de la paroisse Saint-Etienne de Caen.¹ » Avec la prieure Victoire Salbert de Beaujayè et la sous-prieure Adrienne Lescot, la communauté comprenait dix-huit religieuses et trois « sœurs données ». L'inventaire des revenus et des papiers qui fut probablement dressé, n'a pas été retrouvé. Par contre, le maire, accompagné des officiers municipaux et du procureur de la commune, se transporta, le 4 janvier 1791, pour arrêter le compte de Mme Coupé, la sœur économe « en présence du chapitre assemblé ». Le compte qui va du 1^{er} janvier 1790 au 31 octobre de la même année, mentionne 6.862 ^{II} 18 ^S 3 ^D de revenus, en excédent de 18 ^{II} sur les dépenses. Les pensions payées par les dames en chambre et les pensionnaires, y figurent pour 2.224 ^{II} 16 ^S. Les fermages s'y comptent par 3.455 ^{II}. Les religieuses devaient avoir des propriétés situées hors du district, car, nous n'avons trouvé de biens fonds leur appartenant — en plus de leur maison et de son enclos — que la ferme Duboscq, à Saint-Amand, consistant en 81 vergées, louées 500 ^{II} à Michel Gué-

1. Les fondatrices avaient été appelées par « très illustre princesse d'heureuse mémoire Mme Léonor d'Orléans, en son vivant épouse de très haut et puissant messire Charles de Matignon, lieutenant pour sa majesté en son gouvernement de Normandie. » Arch. Manche H (non répertorié).

rard ¹. Nous sommes loin du chiffre des revenus attribués aux fermages sur les comptes de la sœur économe.

Les deux autres communautés de femmes que comptait le district se trouvaient à Saint-Lô. C'était d'abord la communauté de l'Union Chrétienne, aussi appelée les Nouvelles Catholiques qui avait été établie « en conséquence des lettres patentes accordées par sa majesté à Saint-Germain-en-Laye, au mois de février de l'année 1681 » ². Elle abritait, en 1792, 9 religieuses de chœur, 4 converses, 33 pensionnaires en chambre et 8 jeunes pensionnaires et disposait de 30 chambres, 12 mansardés et 2 dortoirs. La fortune des religieuses paraît avoir été surtout mobilière. Elles jouissaient en particulier de 1.200 ^{li} à titre de subsistance sur le trésor public, mais aussi de nombreuses rentes sur l'Etat et les particuliers. Au total 5.401 ^{li} 15 ^s 6 ^d et comme charges 120 livres de rentes et l'acquit de quelques fondations. En biens-fonds, une seule ferme, la terre du Chêne, sise à Saint-Georges-de-Montcocq, 48 vergées, louée à Michel et Lô Onfroy, par bail de 1787, pour 500 ^{li}.

L'autre communauté de femmes, le couvent du Bon-Sauveur fondé au début du xviii^e siècle, et dont le but principal était l'instruction de la jeunesse, comprenait, à l'époque révolutionnaire, 32 religieuses, 9 dames en chambre et 50 jeunes filles en pension. Les bâtiments formaient un ensemble important, car « outre les logements destinés aux personnes susdites, il y a encore, dans la communauté des appartements à usage d'infirmerie, de lingerie, de chambres de travail, salles de classes, de pharmacie, parloir, cave, cellier, buanderie, boulangerie, pressoir, plusieurs grandes cours avec un enclos d'environ 20 vergées de terre, le tout clos de bons murs et

1. Arch. Manche Q 4-6 15.

2. Déclarations que donnent les sœurs du Séminaire de la propagation de la Foi, établies en la ville de Saint-Lô... Arch. Manche H (non répertorié).

dans une belle situation ¹ ». C'était d'ailleurs toute la fortune de la Communauté, avec en plus 400 ^{II} de rentes.

Le district de Saint-Lo renfermait — en dehors de ces communautés dont nous venons d'étudier la situation matérielle et les revenus fonciers — deux prieurés assez importants. Celui de Saint-Fromond et celui de la Perrine, en la paroisse du Désert.

Le prieuré de Notre-Dame de Saint-Fromond, de l'ordre de Saint Benoît, possédait autrefois en Angleterre des biens que « les Révolutions lui firent perdre lorsque Charles VIII dans le XIV^e siècle recouvra la Normandie sur les Anglais qui s'en étaient emparés sous Charles VI ; de sorte que réduit à ceux de France, de sept à huit religieux qui existaient alors, ils furent réduits à deux ». Un arrêt de la cour de Rouen du 28 février 1647 sur le droit aux dîmes diminua encore les ressources attachées au prieuré : aussi, faute de subsistance, les religieux durent se retirer ². Il en était ainsi à l'époque que nous examinons.

De la déclaration faite le 7 décembre 1790 par « Etienne-François de Cambacérès, prédicateur ordinaire du roi, représenté, suivant procuration passée devant les notaires du Châtelet à Paris, par Germain Bernardin » ³ il résulte que le bénéfice rapportait 13.362 ^{II}. Il en fallait déduire 7.176 ^{II} de charges qui consistaient principalement en frais de régie

1. Arch. Manche. H (non répertorié).

2. Ces explications sont tirées de la préface « d'une copie conforme de la déclaration faite par feu M. l'Abbé de Mathan, à l'assemblée générale du clergé en 1730 » sans date ni nom d'auteur. Arch. de la Manche H (non répertorié).

3. La déclaration de M. de Cambacérès est une des rares qui existent concernant le district de Saint-Lo. Il s'était présenté à Paris, où il habitait, « devant Jean-Louis le Couteux de la Noraye, lieutenant et maire au département du domaine de la Ville de Paris » pour l'avertir que « la déclaration des dits bénéfices a été faite sur les lieux où sont situés les biens des dits bénéfices ». Arch. Nat. S. 7483. Outre le prieuré de Saint-Fromond, l'abbé de Cambacérès était titulaire de l'archidiaconé de Castries (diocèse de Montpellier) rapportant 4.250 ^{II} et de deux pensions s'élevant à 2.700 ^{II}.

(1.200 ^{li}) et en portions congrues payées aux curés des paroisses où le titulaire du prieuré exerçait les droits de gros décimateur. La perception des dîmes s'élevait à 8.912 ^{li} ; les rentes étaient estimées 1.200 ^{li}. Le prieuré de Saint-Fromond ne paraît pas avoir été en 1790, autre chose qu'une ferme ¹ composée d'un « corps de maison à usage de cuisine, salle, chambre, cabinets et grenier dessus, bâtie en neuf il y a environ 15 à 18 ans. » Avec les dépendances d'usage : granges et pressoir, étables et boulangerie ; autour de ces bâtiments, on comptait 397 vergées de terre qui étaient tenues à ferme par Thomas Esnault pour 3.250 ^{li} et 240 ^{li} de pot de vin ².

A trois lieues de Saint-Lo, sur la route reliant cette ville à Carentan, se trouvait — paroisse du Désert — l'autre prieuré du district, le prieuré de la Perrine, de l'ordre de la Trinité et de la Rédemption des Captifs. Trois religieux, Messieurs Pierre-Saint Dumesnil, J.-B. d'Avranches et Guillaume Mariotte, habitaient le prieuré. Leur régie, pour 1790, fut arrêtée par le Directoire du Département à « 5.396 ^{li} 19 ^d tant pour argent que froment et avoine » et le chapitre des dépenses fut taxé à 4860 ^{li} 9 s ³. Les biens fonds du prieuré consistaient en une maison d'habitation avec ses dépendances. Les religieux faisaient valoir 13 vergées de terre et exploitaient un bois taillis de 37 vergées, ils possédaient en outre la ferme de la Basse-Cour affermée à François Deprès 2.000 ^{li} et contenant 263 vergées, différentes autres pièces de terre formant 126 vergées et louées 1.040 ^{li} et à Saint-Fromond, deux prairies de 20 vergées dont Jean Nicolle jouissait pour 300 ^{li} ⁴.

1. Arch. Manche. Q 4-1 14.

2. Arch. Manche. H. Déclaration. Sur les 397 vergées de terre, les terres labourées dominaient comme presque toujours à cette époque avec 167 vergées. 54 étaient en prairies, 48 en herbages et il y en avait 50 de bois taillis et 54 en bruyère. Q 41/4.

3. Arch. Manche. L 1400. Liquidation du Traitement du Clergé.

4. Arch. Manche. Q 4-1 14.

Nous en aurons fini avec les établissements religieux ayant leur siège dans le District en mentionnant un collège, situé à Bérigny, et dont le principal était l'abbé Enouf ¹. Ce collège institué d'après son acte de fondation pour « la commodité du canton par rapport à ceux qui n'ont pas moyen d'aller faire leurs études en ville » ne possédait, avec les maisons et les enclos, que la ferme des Doudelles, sise sur les paroisses de Saint-Jean-des-Baisants et Saint-Jean-de-Savigny : en tout une soixantaine de vergées de terre.

Voici maintenant la désignation des biens fonciers appartenant à des établissements religieux qui avaient leur siège situé en dehors du district. L'abbé du Mont-Saint-Michel détenait à Domjean 24 vergées de terre, une grange à dîme, un moulin avec un étang, affermés à M. Nicolle 350 ^{fl}, et un bois taillis de 300 vergées dont le revenu annuel s'élevait à 260 ^{fl} ². Les religieux de Savigny, de l'ordre de Cîteaux (diocèse d'Avranches) avaient à Villiers-Fossard, avec un moulin banal, la ferme de l'Abbaye, affermée 1.200 ^{fl} et comportant 150 vergées ³. Sur la paroisse de Percy, l'Abbaye de Fontenay était propriétaire de 25 vergées de terre, louées 390 ^{fl} et l'Abbaye de Hambye de 163 vergées faisant partie, par extension, de la ferme de la Cour ⁴. Les abbayes de Montmorel et d'Aunay possédaient des granges à dîmes à Guilberville, Marigny et la Barre-de-Semilly. A la Colombe, l'Abbaye de Saint-Sauveur-le-Vicomte détenait 6 vergées de terre.

Il faut encore compter parmi les ecclésiastiques possessionnés dans le district et n'y résidant pas l'Abbé de Monboise, vicaire général de l'Evêché de Toulon qui avait à Vidouville

1. Arch. Manche. D. 8. Déclarations des biens et revenus du Collège de Bérigny, faite le 16 décembre 1791, par Enouf, prêtre principal.

2. Arch. Manche. Q 1-1 15.

3. ibid. Q 1-6 15.

4. ibid. Q 1-1 15.

une terre de 235 vergées louée 1.800 ^{fl} ¹. Monsieur, frère du Roi, Commandeur de l'Ordre de Saint-Lazare était titulaire, à Marigny, de la Chapelle Saint-Léger, à laquelle étaient attachées 35 vergées de terre, affermées par bail de 1785, 400 ^{fl} et 6 chapons ².

En récapitulant les chiffres que nous avons indiqués pour chacun des propriétaires réguliers dans le District, nous constatons qu'ils possédaient 1.091 hectares 10 ares de biens fonciers. Additionnons-les aux 618 hectares de propriétés que nous avons attribuées aux évêchés et aux chapitres de Coutances et de Bayeux. Que va-t-il rester, aux 119 curés, aux fabriques et chapelles, des 2.133 hectares de biens du clergé. Exactement. 424 hectares. Cette disproportion entre les revenus des hauts dignitaires et des religieux d'une part, et les maigres ressources des curés de village d'autre part, explique en partie l'accueil généralement favorable que reçurent dans le bas-clergé les promesses de la Révolution et par la suite la nationalisation des biens ecclésiastiques.

SECTION III

Le Bas-Clergé

Avant de nous occuper de la situation du Bas-Clergé, il faut déterminer la quantité de biens fonciers dépendant des fabriques paroissiales et des différentes chapelles qui se trouvaient dans notre district.

L'ensemble des biens fonds détenus par les fabriques

1. Ces revenus n'étaient pas nets, car le titulaire du bénéfice devait assurer l'entretien d'un vicaire. La propriété consistait en une ferme, avec ses dépendances, une chapelle et 17 morceaux de terre, formant 235 vergées d'après l'inventaire et 230 d'après l'acte de vente. Arch. Manche. Q ¹⁻¹ 15 et Q ¹⁻⁶ 16.

2. Arch. Manche Q ¹⁻⁶ 65.

donne 62 hectares ; les mieux rentées sont la fabrique de Notre-Dame de Saint-Lo qui disposait de plusieurs immeubles dans la ville et de 169 vergées de terre affermées 2.541 ¹¹, et celle de Saint-Georges-de-Montcoq qui jouissait d'un revenu de 336 ¹¹¹. La part des chapelles, disséminées dans les paroisses, est également très médiocre : 48 hectares 40 ares. Au total : 110 hectares 40 ares.

Bien qu'on ne comptât dans le district de Saint-Lo que 109 communes, il y avait, à l'époque que nous étudions, 115 curés ². La différence s'explique par le fait que dans le district se trouvaient deux cures à trois portions (Percy et Quibou) et deux autres à deux portions (Gouvets et Moon-sur-Elle). Les 314 hectares de terre qui revenaient à ces curés représentent donc bien peu de chose par rapport à chaque individu. Si l'on examine aussi bien les états dressés par les municipalités que les actes de vente, on constate ceci : 19 cures ne possédaient d'autres biens immobiliers que le presbytère servant de maison d'habitation. Dans les autres paroisses du district, les terres d'aumônes étaient réparties de la façon suivante : dans 27 paroisses, elles variaient entre 0 et 1 hectare, dans 45 entre 1 et 5 hectares et pour 14 entre 5 et 10. Quatre cures seulement disposaient de propriétés de plus de 10 hectares et la plus favorisée, celle de Troisgots, n'avait pas tout à fait 17 hectares.

On peut donc avancer que, d'une manière générale, le haut clergé et les ordres religieux possédaient dans notre district la grosse part et la meilleure de la propriété foncière.

1. Cette constatation confirme tout à fait l'opinion émise par M. l'abbé Sevestre dans son essai sur « l'organisation du Clergé paroissial à la veille de la Révolution », à savoir que les biens du Trésor et de la Fabrique « étaient peu importants dans les campagnes et n'atteignaient un chiffre élevé que dans les villes » p. 15 et 16. Les terres relevant de la fabrique de Saint-Georges ne sont pas portées sur l'état dressé par la Municipalité le 5 décembre 1790 ; elles furent adjugées le 25 février 1792, mais l'acte de vente ne mentionne pas leur contenance. Arch. Manche Q 41 14 — Q 46 15.

2. Arch. Manche. LL 2 1030.

Et si on s'arrête un instant au sort des curés et des desservants de village, on sera amené à constater qu'un très petit nombre d'entre eux jouissaient d'une modeste aisance : la plupart n'avaient pour vivre et acquitter leurs charges que des revenus certainement insuffisants.

L'un des plus favorisés parmi les prêtres de la région, c'était à coup sûr Guillaume Saint, le curé de Saint-Georges-de-Montcocq. L'inventaire dressé par les officiers municipaux de la commune le 5 Décembre 1790, fournit des détails assez complets sur la situation de la cure. Le presbytère « très antique » et qui a « pour fenêtres des hauts jours à l'ancienne mode » comprenait au rez-de-chaussée, cinq appartements à l'étage, des chambres « également réparties et les greniers dessus » ; le bâtiment se trouvait « en assez bon état quant aux réparations locatives », mais les murs ne valaient rien. Aussi les experts nommés contradictoirement avec les paroissiens avaient-ils décidé qu'il y avait lieu de procéder à la reconstruction de l'immeuble.

Le curé ne possédait pas de biens-fonds et ses revenus consistaient « dans la perception de toutes les menues et vertes dimes qui se prélèvent : 1^o sur les pommes, 2^o sur les lins et les chanvres, 3^o sur les trémaines ou trèfles tant en ver qu'en sec, 4^o sur les fagots coupés dans les bois taillis. » Il jouissait encore des dimes novales et de charnage ¹ et avait droit à une rente en grain de 150 métaux de froment. « De tout quoi on ne peut précisément fixer ni la quantité, ni la valeur annuelle. La renommée commune était cependant que le bénéfice valait

1. Les menues dimes se levaient sur les produits les moins importants du pays. Les vertes dimes s'opposaient aux dimes domestiques ou de charnage qui se prenaient sur les animaux domestiques et se percevaient sur les fruits et fourrages produits par la terre elle-même. Enfin, les novales s'appliquaient aux héritages récemment cultivés et défrichés depuis peu de temps. Nous empruntons ces définitions à l'ouvrage, déjà cité, de M. Gaillardon. (P. 290 et 291.)

annuellement de 2.500 à 2.600 ^{II}. Du reste, comme toutes les denrées en quoi consiste son revenu sont sujettes à beaucoup de variations, il était des années où il montait beaucoup plus haut et d'autres beaucoup plus bas. » Ces revenus se complétaient par les biens du trésor et de la Fabrique gérés « presque en maître absolus » par les trésoriers ou marguilliers de la paroisse ¹. On a vu que, pour Saint-Georges, ces biens rapportaient 336 ^{II}.

Par ailleurs, le curé de Saint-Georges devait supporter certaines charges. C'étaient « le paiement d'un vicaire, la faisance valoir, les décimes et l'aumône par quoi il n'avait aucun secours soit de gros décimateurs (qui étaient les religieux de Sainte-Croix) soit des riches possédants fonds, que 30 ^{II} seulement de fondation, pour quoi on ne peut fixer la dépense. » ²

Le Curé de Saint-Georges était à l'abri du besoin; parmi ses collègues du District qui avaient aussi — à l'époque — leur existence convenablement assurée, on peut nommer le curé de la Luzerne dont les revenus s'élevaient à 1.352 ^{II} ³, le curé de Troisgots qui exploitait les 83 vergées attachées à sa fonction, les titulaires de la cure de Carantilly « gros décimateurs » et disposants de 2.291 ^{II} 10 ^S, sur lesquelles il fallait d'ailleurs entretenir un vicaire ⁴. Les délibérations en directoire du district relatives à la fixation du traitement des prêtres nous apprennent aussi que le bénéfice-cure de Saint-Georges-d'Elle « toutes charges déduites » rapportait 1.600 ^{II} et celui du Désert « 2.400 ^{II}, année commune » ⁵.

Mais, ces favorisés de la fortune étaient peu nombreux —

1. Abbé Sevestre. Op. cit. p. 16.

2. Arch. Manche. Q ¹⁻¹ 14.

3 Arch. Manche. Q ¹⁻¹ 14.

4 Arch. Manche. Q ¹⁻¹ 14 et Bridrey. op. cit. p. 254.

5 Arch. Manche. L. ² 1030.

moins nombreux assurément que ceux dont l'existence matérielle s'accommodait à peine des revenus médiocres d'une cure de village. Que l'on se représente la situation misérable du desservant de Saint-Louet-sur-Vire, telle qu'on peut l'apercevoir d'après l'état dressé par la municipalité du lieu. « Il n'y a aucun bien fonds, ni rentes, ni droits, ni bâtiments dépendant de la cure : le Curé est logé dans une maison fiéflée par la commune de la paroisse pour le prix de 45 ^{li} laquelle commune s'est obligée il y a longtemps à payer la dite rente par ensemble pour le logement de son curé, n'ayant ni terrain, ni moyen pour lui de bâtir un presbytère proche de l'Eglise. Les biens en dimes de M. le Curé estimés monter et valoir 950 ^{li} en grosses et petites dimes » ¹. Dans une paroisse aussi pauvre, il ne fallait probablement pas songer au casuel et ces 950 ^{li} de dimes, ce devaient être toutes les ressources dont pouvait disposer le curé et avec lesquelles il fallait bien tenir maison et faire l'aumône.

A Saint-Samson-de-Bonfossé, « le logement du curé est très ancien et a besoin de quelques réparations. Le revenu de la cure en argent consiste en 700 ^{li} de portion congrue » ². Les chanoines de Rampan, de Foligny, du Repas et Closet étaient gros décimateurs de la paroisse.

Le curé de Saint-Jean-de-Daye, bien que gros décimateur de la paroisse, ne pouvait pas mener une existence bien large. Le prieur de Saint-Fromond lui avait fait abandon « de tous les droits qu'il avait en sa qualité de gros décimateur dans la paroisse de Saint-Jean-de-Daye et ce, parce que les revenus de toute espèce ne valaient pas à beaucoup près la pension de 500 ^{li} qu'il lui faisait. Et en effet, l'inventaire nous apprend que les revenus de la cure s'établissaient de la manière suivante :

1. Arch. Manche. Q 1-1 14. Invent. du 4 nov. 1790.

2. Arch. Manche. Q 1-1 14. Invent. du 23 nov. 1790.

les dimes 400 ^{li} et les novales 10 ^{li}. En outre 63 ^{li} 9 s 6 ^{den} de rente due par la fabrique, le presbytère avec son enclos de six vergées, telles étaient les ressources du desservant ¹.

On pourrait donner encore d'autres exemples qui montreraient également que les curés favorisés de la fortune étaient l'exception. Certains prêtres devaient se contenter de la portion congrue, qui s'élevait depuis 1786, à 700 ^{li}. Tel Martin Moriet, « le jeune curé de Notre-Dame de Saint-Lo, à l'imagination ardente, ayant en tête tout un programme sentant quelque peu le presbytérianisme » ². Il déclare, le 27 mars 1790 que chanoine de Sainte-Geneviève, « curé de Notre-Dame de Saint-Lo, paroisse de toute la ville et des deux tiers des faubourgs » il ne possède d'autre bénéfice que sa cure « dont le revenu consiste en une portion congrue de 700 ^{li}, dans un droit de partage d'environ 1.800 ^{li} attaché à l'acquit de l'office canonical et d'un grand nombre d'autres fondations à acquitter concurremment avec neuf autres prêtres, et un casuel réduit à rien parce qu'il ne se fait en cette ville aucune espèce d'offrande. » Il se plaignait en outre de ne pas avoir de domicile certain. De même, le curé de Sainte-Croix, dont le bénéfice comme celui de Notre-Dame, était à la nomination de l'abbé commendataire des génovèfains, ne touchait que 700 ^{li} de portion congrue et son vicaire 350 ^{li}.

La situation des prêtres congruistes, bien qu'elle eût l'avantage de leur assurer un revenu stable, était néanmoins rendue pénible par les contestations qui s'élevaient fréquemment entre le congruiste et le gros décimateur. Les curés de notre région se lancent dans des procès souvent indéterminables. « La chicane écrit l'abbé Bernier, est un fléau pour les

1. Arch. Manche Q 4-14. Invent. du 10 nov. 1790.

2. Abbé Sévestre, op. cit. p. 9 et 10.

curés de Basse-Normandie au XVIII^e siècle ; ils plaident avec l'évêque qui n'accepte pas leur présentation ; ils plaident avec les curés leurs voisins, ils plaident avec leurs paroissiens ¹». Tel nous apparaît le sieur Chervin, curé en 1784 de la paroisse d'Agneaux, dans ses démêlés avec le prieur des génovéfains dont dépendait la cure. Le presbytère ayant besoin de réparations, le curé, qui ne pouvait loger son foin, s'adresse à l'abbé de Sainte-Croix pour qu'il fasse le nécessaire « et que le prieur d'Agneaux soit enfin en sureté chez lui. » La querelle couvait probablement depuis longtemps, car, tout de suite, le curé le prend de très haut et refuse toute bonne foi à son adversaire. « Il a tortement lieu, écrit-il, de soupçonner que ses propres papiers ont été altérés ou soustraits pendant le temps qu'ils ont été à l'abbaye. » Là-dessus, le sieur Moriceau, prieur de l'abbaye et curé de Sainte-Croix, lui répond vertement et « remarquant le titre, le style et le ton du mémoire qui lui a été envoyé » se contente « en en gardant l'original de rappeler à M. le prieur d'Agneaux qu'il aurait pu s'exprimer d'une manière plus honnête et plus décente. » ² Suit une réfutation par le prieur des griefs articulés contre lui.

A Saint-Georges-de-Montcocq, les conflits entre le curé et les génovéfains sont continuels. Les curés de Saint-Georges, qui se contentent parfois de leur portion congrue, l'ont cependant abandonnée à maintes reprises pour « s'attacher à la perception des vertes et menues dîmes. » — « Les variations des sieurs curés à ce sujet ont de tout temps occasionné différentes contestations sur lesquelles sont intervenues quantité de jugements et différents concordats entre eux et Messieurs les chanoines réguliers, gros décimateurs de la paroisse. » ³

1. Abbé Bernier. Op. cit. p. 118.

2. Arch. Manche. H. Liasse 34. Agneaux. 6.

3. Ibid. H. Liasse 73.

Cette question des dîmes revient perpétuellement pour susciter, non seulement entre congruistes et gros décimateurs, mais aussi entre curés et paroissiens, des différends ruineux. Ainsi, dans les mémoires imprimés au sujet d'un procès entre le curé de Tessy et les habitants qui refusaient d'acquitter la dime du trèfle, il est fait allusion à des contestations concernant le même objet et qui se seraient élevées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, en différentes paroisses et plus spécialement à Souilles, Sainte-Suzanne-sur-Vire, Saint-Pierre-d'Arthenay ¹.

Dans les lettres que l'abbé Moriet, de Notre-Dame, écrivait à son collègue de Saint-Nicolas de Coutances qui soutenait alors un procès contre les chanoines prébendés, on trouve la trace de luttes que l'abbé Moriet avait à supporter tantôt avec ses choristes et ses marguilliers, tantôt même avec ses paroissiens qu'il jugeait d'ailleurs sans indulgence. L'évêque ayant fixé « les honoraires sur les inhumations sans aucune dépendance du plus ou moins de pompe » qu'on pouvait y apporter, la population murmura. « Il m'a fallu, écrivait Moriet, soutenir une dure attaque pour en (le règlement) maintenir l'exécution; j'avais toute la ville contre moi. Cependant, j'ai remporté une victoire complète : ceci ne vous étonnera pas lorsque vous saurez que cette ville a toujours tracassé ses curés et qu'il faut une tête d'airain pour n'être point ébranlé ; mais avec un peu de fermeté, on vient aisément à bout de gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent et qui font autant de pas de clerc que de démarches... » ². Le passage est significatif, car il nous laisse entrevoir la mésentente profonde — et lointaine — qui séparait le pasteur des fidèles.

Ces exemples de chicane, de procès, contribuent à faire la

1. Arch. Manche G. 321.

2. Abbé Sevestre, op. cit. p. 93.

lumière sur la situation dans laquelle se trouvait alors la majorité du bas-clergé, vivant chichement de maigres revenus, et en difficultés avec leurs paroissiens ou avec le haut-clergé. Cette situation précaire, ces luttes avaient mis, dans l'esprit de cette foule de prêtres peu fortunés « une rancune très secrète, presque inconsciente contre une organisation qui, ne pouvant se passer d'eux, avait placé tout le monde au-dessus d'eux » ¹. Pauvres, ils accueillirent favorablement les réformes de la Révolution qui, avec la jouissance gratuite d'un presbytère et un traitement minimum de 1200 ^{fr} leur assurait le pain, et aussi l'indépendance en les délivrant des tracasseries des abbés commandataires et des gros décimateurs. C'est pourquoi la suppression de la propriété ecclésiastique apparut à beaucoup, non comme une spoliation, mais comme un moyen de faire régner, dans l'église, plus d'égalité et plus de justice.

Il était intéressant de s'arrêter un instant sur l'état d'esprit du bas-clergé, dans notre pays, il a du fortement contribuer au succès de la vente des biens ecclésiastiques. On peut supposer en effet que les populations rurales n'auraient pas soumissionné les biens avec l'empressement qu'elle y apportèrent, si leurs prêtres avaient employé l'influence profonde dont ils disposaient à faire échouer l'opération. Ne se croyant pas atteints et ne pouvant d'ailleurs prévoir la tournure que les événements allaient prendre, les ecclésiastiques de notre région ne firent pas d'opposition. Nous verrons même — en étudiant la situation sociale des acquéreurs — qu'il se trouva parmi ceux-ci, un certain nombre de desservants de village.

D'ailleurs, cet état d'esprit favorable à une dévolution des biens du Clergé n'existait pas seulement parmi les ecclésiastiques. En pareille matière, l'opinion des fidèles n'est pas à

1. De la Gorce. op. cit. p. 26.

négliger et on la trouve exprimée dans les cahiers de doléances pour les Etats-généraux. Non pas que l'on y rencontre, formellement exprimée, l'idée de sécularisation, mais beaucoup se plaignent de la trop grande fortune des ordres religieux et du mauvais emploi qu'ils en font, comme aussi plusieurs demandent qu'on utilise une partie des biens d'église au paiement de la dette publique. « L'expropriation des biens ecclésiastiques et leur affectation au paiement des dettes communes de l'état, paraît admise sans difficulté par la majorité des cahiers, écrit M. Bridrey. L'idée était, semble-t-il, traditionnelle dans les cahiers de la région »¹. Le cahier de remontrances de la paroisse de Dangy contenait notamment ceci : « Le roi sera supplié de jeter les yeux sur les immenses revenus de plusieurs ordres religieux, sur leur inutilité dans l'état, et de considérer [que] les membres étant à charge au corps politique, il est naturel de les retrancher, que ce ne sera point blesser la loi des propriétés qui ne peut jamais être invoquée par un citoyen inutile et même à charge à sa patrie ; que d'ailleurs les propriétés de la plupart des ordres religieux n'ont d'autres principes que dans le pieux aveuglement de nos pères qui ont dépouillé leurs descendants pour enrichir les monastères ». Ces ruraux savaient parler net.

L'idée d'employer certains biens ecclésiastiques à combler le déficit de nos finances se retrouve encore dans les cahiers de Précorbin, de Domjean, de Beaucoudray, du Chefresne. La trop grande fortune des ordres religieux contrastant avec la pauvreté du Bas-Clergé provoque également des protestations

¹ Ainsi, en 1614, les trois-ordres réunis à Saint-Lo pour choisir des députés aux Etats-généraux, étaient d'avis « qu'il soit pris le revenu temporel pour six ans — ou plus, longtemps — si besoin est, des évêchés, abbayes, prieurés, églises cathédrales ou collégiales, ainsi que des commanderies du royaume ; délaissant aux ministres le revenu des dîmes pour les nourrir, entendant que les biens ecclésiastiques soient réduits en leur vray et légitime usage » Bridrey, op. cit. Tome 1. p. 296. Note 3.

de la part des rédacteurs de cahiers : La paroisse de Savigny est particulièrement sévère ; elle demandait la suppression des maisons monastiques « qui ne font plus de sensation dans l'état (que) par leur luxe et leurs dissipations ». — A Saint-Clair pour rétablir « la confiance perdue par l'opposition d'intérêt en tout et rentrer dans l'ordre prescrit par la religion et la morale » il n'y a qu'un moyen, retrancher « une partie du revenu du Haut-Clergé, des bénéfices simples et religieux ».

Dans d'autres paroisses, on se plaint du trop grand nombre de maisons religieuses et on demande la suppression « de celles ayant moins de neuf religieux ou non habitées » ¹.

« Quand les diverses assemblées préliminaires des bailliages secondaires rédigèrent leurs cahiers, les Curés virent avec joie que les vœux émis sur la religion leurs étaient favorables. Le Tiers-Etat, d'une façon générale s'y montrait ennemi des moines et des grands dignitaires, ami des desservants ruraux » ². En effet, si les cahiers de la région ne ménagent ni le haut clergé ni les ordres réguliers, ils ne confondent pas dans la même réprobation les desservants de leurs villages. Pour le Bas-Clergé, ils n'ont que de la pitié, ils s'intéressent à sa situation matérielle dont ils connaissent la médiocrité et ils demandent qu'il soit fait « un sort plus honnête aux pasteurs qui ont le fardeau du gouvernement spirituel et du soulagement de la misère du peuple, tandis que les gros décimateurs pour la plupart aujourd'hui peu intéressants et peu utiles à l'Etat se jouissent de leur dépoilles contre le vœu et l'intention des premiers fondateurs » ³.

Beaucoup de cahiers s'insurgent contre le taux des portions

1. Cahiers de la Haye-Bellefond et Maupertuis ; le vœu concernant la diminution du nombre des communautés se trouve également exprimé dans les cahiers de la ville de Saint-Lo et d'Agneaux.

2. Mourlot. op. cit. p. 191.

3. Cahiers de Doléances de la paroisse de Saint-Jean-de-Savigny.

congrues qu'ils estiment insuffisantes ¹, « que la rétribution des curés à portion congrue soit augmentée à raison de leurs charges et qu'elle soit portée au moins à 1200 ^{fr} et celle des vicaires pour moitié » ² « de façon à leur procurer une subsistance honnête » ³. Ces réclamations contre l'insuffisance de la portion congrue se retrouvent dans d'autres cahiers, en particulier dans ceux de la ville de Saint-Lo et des communes de la Chapelle-Heuzebroc et Souilles.

Ainsi, en 1789, le mécontentement du Bas-Clergé concordait avec les sentiments des populations. Ce courant d'opinion, dans notre district, a facilité la liquidation des biens sequestrés et n'a pas manqué de contribuer au succès de la vente des biens de première origine.

1. La portion congrue des curés et vicaires perpétuels avait été portée en 1787 de 500 à 700 ^{fr} et celle des vicaires de 250 à 300 ^{fr}. M. Bridrey indique que les cures à portion congrue paraissent avoir été plus nombreuses dans la région de Saint-Lo que dans le reste du Cotentin et il note que Dumoulin, dès 1765, en avait fait la remarque dans sa géographie descriptive (Tome III, p. 174). Cependant on trouve dans l'ouvrage déjà cité de l'abbé Sevestre que « sur les 115 curés du District de Saint-Lo, il n'y avait que 9 congruistes ».

2. Cahier de la paroisse du Guislain.

3. Cahier de la Meauffe.

CHAPITRE II

Les Ventes

Les cahiers de doléances de notre région, on vient de le voir, ne demandaient pas la mise en vente des biens du clergé. Tout au plus, beaucoup réclamaient-ils une meilleure répartition de la fortune ecclésiastique et quelques-uns plus hardis — le petit nombre — allaient-ils jusqu'à préconiser l'emploi d'une partie du superflu des biens d'église pour le paiement de la dette publique. On sait que le 2 Novembre 1789, l'Assemblée constituante votait, à 220 voix de majorité, « la mise à la disposition de la nation des biens ecclésiastiques à la charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres ».

Deux arguments avaient décidé du vote de l'Assemblée : la nécessité de remédier à une pénurie financière extrême, et une pensée politique : le désir d'enlever au clergé la base de sa puissance dans l'Etat.

La question de principe résolue, il fallait aviser aux conséquences pratiques qu'elle comportait. Le décret-loi des 19-21 Décembre décida la mise en vente des domaines de la couronne (à l'exception des forêts et des maisons royales dont le roi désirait conserver la jouissance) ainsi que d'une masse de domaines ecclésiastiques jusqu'à concurrence de 400 millions de livres. En outre, il était créé une caisse de l'extraordinaire « alimentée par les produits de la contribution patriotique et la vente des dits domaines », et on émettait sur cette caisse

400 millions d'assignats pour rembourser pareille somme de dettes exigibles ¹. Quelques mois plus tard, l'Assemblée Nationale devait voter l'aliénation de tous les domaines nationaux (loi du 9-25 juillet 1790).

L'étude de la vente des biens ecclésiastiques se divise naturellement en deux parties : la première comprenant les opérations de liquidation qui se sont faites devant les administrations du District, et la seconde qui se déroule à partir de l'An IV, époque à laquelle — les districts supprimés — l'administration départementale fut chargée de disperser ce qui restait encore du domaine ecclésiastique.

SECTION I

Les Ventes devant le District

Le décret des 14-17 mai 1790 forme la base fondamentale de toute la législation relative à la vente des biens ecclésiastiques. C'est en effet pendant l'époque durant laquelle ce décret fut en vigueur que furent adjugés, en grande partie, les biens de première origine. Il importe donc d'en rapporter ici les dispositions essentielles.

La loi du 14-17 mai 1790 distingue quatre classes de biens :

1° Les biens ruraux de toute espèce « terres labourables prés, vignes, pâtis, marais salants, bois et les bâtiments et autres objets attachés aux fermes ou métairies et qui servent à leur exploitation » étaient estimés à 22 fois leur revenu net constaté sur les baux authentiques ou à défaut par expertise,

1. Marcel Marion. La vente des Biens Nationaux pendant la Révolution, p. 10.

déduction faite de toutes les impositions dues à raison de la propriété.

2° Les rentes et prestations en nature étaient estimées 20 fois leur revenu net.

3° Les rentes et prestations en argent 15 fois leur revenu net.

4° Toutes les autres sortes de biens (en particulier les immeubles urbains) devaient faire l'objet d'une estimation. Ces expertises faites d'abord contradictoirement furent — à partir de la loi des 3-17 novembre 1790 — laissées à la compétence unique des experts de l'administration.

Les municipalités ou les particuliers qui désiraient acquérir un bien national devaient faire une offre au moins égale au prix d'estimation¹. Comme sureté de leur paiement, municipalités ou particuliers devaient déposer dans la caisse de l'extraordinaire — immédiatement après leur acquisition — quinze obligations payables d'année en année et montant ensemble aux trois-quarts du prix convenu.

Lorsqu'une municipalité avait fait acquisition, elle devait, dans les quinze jours, faire afficher sur les lieux accoutumés de son territoire, sur la commune de la situation du bien et aux chefs-lieux de tous les districts du département, l'état imprimé et détaillé de tous les biens acquis par elle avec indication du prix d'estimation de chaque objet. « Aussitôt qu'il était fait une offre au moins égale au prix de l'estimation, pour totalité ou partie des lieux vendus à une municipalité, elle était tenue de l'annoncer par des affiches apposées dans tous les lieux où l'état des biens avait été ou avait du être envoyé et d'y indiquer

1. Pour rassurer les acheteurs contre l'incertitude du lendemain, l'Assemblée Constituante avait eu l'idée de faire intervenir les municipalités qui achèteraient elles mêmes pour revendre ensuite aux particuliers. Ce fut l'objet du décret du 17 mars 1790, rendu sur la proposition de la municipalité parisienne d'acquérir, jusqu'à concurrence de 200 millions, les biens ecclésiastiques mis en vente par le Décret du 19 Décembre 1789. Les municipalités devaient toucher 1,16 du prix de revente aux particuliers.

les jours et heures auxquels les enchères seraient reçues ; celles-ci devaient avoir lieu au chef-lieu du district, devant le directoire, à la diligence d'un procureur ou fondé de pouvoir de la municipalité venderesse, et deux commissaires de la commune dans laquelle le bien était situé, dûment convoqués. » ¹ Quinze jours devaient s'écouler entre la première et la deuxième publication et un intervalle d'un mois entre celle-ci et l'adjudication définitive se faisant au plus offrant et dernier enchérisseur.

Les délais d'adjudication furent singulièrement diminués par la loi du 3-17 novembre 1790 qui décida que la première enchère aurait lieu 8 jours au plus tôt et 15 jours au plus tard après la fixation de la mise à prix et que l'adjudication définitive suivrait de 15 jours les premières enchères.

Le système de l'adjudication au feu des enchères et les facilités de paiement données aux acquéreurs devaient — dans la pensée des auteurs de la loi — porter les fonds à des prix élevés et par là même aider au rétablissement de la situation financière.

Enfin, dans le but de morceler le plus possible la propriété ecclésiastique afin que comme le disait le duc de la Rochefoucauld, au nom du Comité d'Aliénation « le pauvre même qui voudrait acquérir une petite propriété puisse y parvenir avec une légère avance », le décret portait que les enchères seraient ouvertes, en même temps, « sur l'ensemble et sur les parties d'un objet compris dans une seule et même estimation. Si au moment de l'adjudication définitive, la somme des enchères partielles égalait l'enchère faite sur la masse, les biens devaient être de préférence adjudugés divisément. » ²

1. Marion, op. cit. p. 17.

2. Loi du 17 mai 1790. Titre III, art. 6 (article répété dans les lois du

Le décret des 14-17 mai fut complété par une instruction du 31 du même mois, réglant d'après des bases identiques « les détails d'application, le mode de procéder aux estimations, aux ventilations, aux nominations d'experts, aux enchères, etc... ».

Par le décret des 14-17 mai, 400 millions d'immeubles seulement étaient mis en vente. Ce n'était qu'une demi-mesure qui faisait entrevoir des aliénations prochaines et plus considérables. L'Assemblée constituante en effet « considérant que l'aliénation de tous les domaines nationaux est le meilleur moyen d'éteindre une grande partie de la dette publique, d'animer l'agriculture et l'industrie, de procurer l'accroissement de la masse générale des richesses par la division de ces biens nationaux en propriétés particulières, toujours mieux administrées — et de donner à beaucoup de citoyens les facilités de devenir propriétaires » décida — les 24-26-29 juin et 9 juillet — la mise, sur le marché, de tous les biens nationaux. En étaient exceptés les domaines dont la jouissance était réservée au roi et les forêts qui devaient faire l'objet d'un statut particulier.

Cette loi de juin-juillet conserva aux municipalités des droits identiques à ceux que leur accordait le décret de mai, mais la valeur totale des biens qui pouvaient être attribués aux municipalités ne devait pas dépasser la somme de 400 millions précédemment indiquée. Les soumissions des particuliers qui seraient adressées soit au Comité d'aliénation, soit aux directeurs du département ou du district, étaient reçues concurremment avec celles des municipalités, par priorité de date.

9 juillet et du 19 novembre). M. Marion remarque que cette faculté de division « ne paraît pas avoir été très souvent exercée » et il en donne pour cause la décision que prit l'Assemblée de maintenir l'exécution des baux ayant date certaine et authentique antérieure au 2 novembre 1789. (Op. cit. p. 18 et 19). Si elle avait été appliquée dans de larges proportions, cette mesure aurait certainement contribué au morcellement de la propriété ecclésiastique.

Les directoires du district avaient mission de faire procéder, avec toute la célérité possible, à l'estimation des biens à vendre dans leur circonscription. Le Comité d'aliénation devait, le 15 de chaque mois, recevoir un état des estimations exécutées et des immeubles vendus.

Les lois de 1790 laissaient de côté toute une partie du patrimoine ecclésiastique ; ces biens épargnés devaient peu à peu, par une série de mesures que rendaient inévitables les embarras toujours croissants de nos finances, être réunis à la nation. Moyennant le paiement aux curés d'un intérêt de 4 % calculé d'après le produit net des adjudications, on décida, le 10 février 1791, la vente des immeubles affectés au service des fondations et messes. Le 6 mai, c'était le tour des églises et presbytères des paroisses supprimées — le 17 mars 1792, celui des ordres religieux et militaire de Saint-Lazare et du Mont-Carmel — le 19 septembre, celui de l'ordre de Malte. Les 31 juillet et 17 août suivant, on décrétait l'aliénation des maisons encore occupées par les religieux ou religieuses, à l'exception des hôpitaux (dont les biens furent vendus, dans la suite, en exécution des lois des 19 mars 1793 et 23 Messidor, an II). Le 19 août même année, on mettait aux enchères les fonds dépendant des fabriques.

Le décret des 6-23 août 1790 avait seulement permis l'aliénation des bois et forêts inférieurs à 100 arpents. Plus tard, la loi du 28 Ventôse an IV, ne devait épargner que les forêts de plus de 300 arpents.

La législation de 1790 fut modifiée principalement par la loi des 3 juin-25 juillet 1793, relative à la vente des biens d'émigrés et étendue par deux décrets du 21 Novembre et du 24 Décembre 1793 (2 Frimaire et 4 Nivôse au II) à tous les biens nationaux. Dans le but de favoriser la multiplication des petits propriétaires, les biens des émigrés — et ceux du patrimoine

ecclésiastique restant à vendre — durent être divisés en lots de minime importance, autant qu'on pouvait le faire sans détériorer les corps de ferme ou domaine. Il n'y avait plus de soumission préalablement à la vente, les experts prenant comme base d'estimation, le prix commun de chaque nature d'héritage dans la commune. L'adjudication avait lieu dès la seconde publication et pour faire du morcellement une nécessité supérieure, le décret portait que tout citoyen avait le droit de requérir le procureur syndic du district de faire procéder à la division et vente des corps de ferme. La majeure partie, et la meilleure, des biens ecclésiastiques était déjà aliénée dans notre région quand cette législation entra en vigueur. Ce régime fut appliqué jusqu'en Prairial an III, date à laquelle apparurent de nouvelles mesures qui seront étudiées plus loin.

Maintenant que la masse des biens à vendre dans le district nous est connu — ainsi que les lois principales qui présidèrent à leur aliénation — il nous faut voir de quelle façon se sont réalisées en pratique dans le district de Saint-Lo, ces aliénations.

Le 15 septembre 1790, « dans une des salles de l'abbaye de Saint-Lo, le Conseil général du district, sous la présidence de Louis-Alexandre-Félix Courtin, se réunissait pour entendre de son procureur syndic Jean-Pierre-David Le Tellier, un compte-rendu des travaux du directoire. L'orateur, envisageant la question de la vente des biens nationaux, voulut d'abord justifier cette mesure. « En vain — dit-il — cette loyauté française, caractère primitif et essentiel d'une nation généreuse et faite pour la liberté, repousse avec horreur jusqu'au nom infime d'une banqueroute qui entacherait à jamais la malheureuse génération sous la sanction de laquelle ce monstre odieux oserait se produire, il n'est pas moins vrai qu'épuisés par le régime précédent, réduits aux derniers termes de tous les

sacrifices possibles, nous devenions ses honteuses victimes, si un gage solide découvert dans la fortune publique, ne se fût présenté pour être offert aux créanciers de l'état sans diminuer les propriétés particulières ». Mais les biens « cy-devant ecclésiastiques restitués à la nation vont, par le prix de leur vente rendue facile et infiniment avantageuse, combler enfin ce déficit désastreux dont nous avons si longtemps désespéré de sonder même la ténébreuse profondeur » L'avenir ne devait pas hélas répondre à toutes ces espérances.

Le procureur syndic enregistrait également que l'opinion était favorable, dans le pays, aux décrets de l'Assemblée constituante. « Déjà, de toutes parts, ajoutait-il, une foule nombreuse se présente pour acquérir ».

Ensuite, il indiquait à ses collègues les diverses mesures qui allaient solliciter leur activité : « Vous êtes chargés, Messieurs, ainsi que les autres districts; de consommer dans votre territoire cette grande et salutaire opération : il faudra donc que vous connaissiez dans le plus grand détail, la nature, la valeur et l'étendue des biens que vous allez aliéner, que vous vous livriez à toutes les spéculations propres à tirer de leur vente le parti le plus avantageux possible, tel en un mot que vous ayez fait pour l'Etat ce que des administrateurs prudents et éclairés feraient pour eux-mêmes dans de semblables circonstances » ¹.

De fait, l'aliénation des biens ecclésiastiques avait été accueillie avec faveur dans notre région. On en juge par l'empressement que les municipalités et les particuliers mirent à soumissionner. Le 28 mai 1790, la municipalité de Saint-Lo « animée du zèle de concourir à l'exécution des décrets rendus par

1. Arch. Manche. L II. 1005. Le Conseil général procéda ensuite à sa division en bureaux. Le bureau d'aliénation des biens nationaux fut composé Messieurs Sevaux, L'Ecuyer, Coulleray et Beauvils.

les représentants de la Nation et sanctionnés par le roi », décidait de faire sa soumission pour l'acquisition de domaines nationaux à concurrence de quatre millions et d'adresser cette soumission le jour même au comité établi par l'Assemblée Constituante ¹. Dans une lettre qui accompagnait cette soumission, les officiers municipaux se déclaraient heureux de « concourir avec les augustes représentants de la Nation au salut de la Patrie ». La délibération du Conseil général de la commune a été prise « par une acclamation générale, véritable élan du chœur ». Regardant l'avenir avec confiance, sans vouloir s'arrêter à des inquiétudes sur la sécurité de l'opération, les membres de la Municipalité ajoutaient, dans le style emphatique de mode à l'époque, que « ce n'est point à ceux dont tout le sang est prêt à couler pour la patrie à calculer des intérêts et des dangers pécuniaires ».

D'autres communes du district, en très grand nombre, suivaient cet exemple : citons Le Chefrène, Saint-Clair, Saint-Samson-de-Bonfossé, Condé-sur-Vire, Torigny ², Marigny, Beaudre, Saint-Romphaire, Margueray, Saint-Georges-de-Montcoq, La Mancelière, La Meauffe, Montabot, Fourneaux, Gourfaleur, Le Dezert ³. Certaines municipalités n'avaient pas, en soumissionnant, un but aussi noble que celui de la ville de Saint-Lo qui, on vient de le voir, voulait avant tout faciliter l'exécution des décrets de l'Assemblée Nationale. Ainsi, le Conseil général de la commune de Condé-sur-Vire, considérait en premier lieu « qu'il était très avantageux pour cette paroisse de faire une soumission pour l'achat de tous les domaines

1. Arch. Nat. Q ² 97. La soumission de la ville de Saint-Lo comprenait de nombreux biens ecclésiastiques situés hors du district.

2. La Municipalité de Torigny soumissionnait le 28 juin 1790, pour 200.000 fl de biens d'abbayes se trouvant sur son territoire. Arch. Manche Q ¹⁻³ 30.

3. Arch. Nat. Q ² 97 et Arch. Manche Q ¹⁻³ 28, Q ¹⁻³ 30, Q ¹⁻³ 9.

nationaux de la première classe existant dans cette paroisse afin de jouir de l'avantage mentionné par l'art XI du décret du 14 mai 1790 » ¹.

Le nombre considérable de particuliers de toute classe et de toute profession qui venaient faire, dès le mois d'avril, leurs soumissions, montre encore que dans le district de Saint-Lo il n'y avait pas à craindre que les scrupules de conscience ou l'inquiétude d'un avenir incertain provoquent l'abstention des acheteurs. Sur les registres de soumission ² on relève les noms de Jacques Le Chartier, chevalier de la Varignière, de François de la Gonnivière (du château de Breuilly), de Léonard Bernardin, procureur du cy-devant bailliage de Saint-Lo, de Jacques Allard, receveur général des consignations à Rouen, de Nicolas Pézeril, homme de loi à Paris, de Nicolas Faucher, juge au tribunal du District, d'Antoine Vieillard, cy-devant de Boismartin, maire de Saint-Lo, de Thomasse, huissier ³.

D'autres noms sont à citer, ceux des curés qui n'hésitèrent pas, dès la première heure, à se déclarer soumissionnaires des biens qui constituaient le patrimoine ecclésiastique : Germain Le Bouvillois, curé de Carantilly ; François Destraits, curé de La Luzerne ; François Legendre, curé de Semilly ; Antoine Regnault, curé du Perron ; Lepelletier, curé de Saint-Symphorien ; Charles Sénécal, curé de Guilberville ; Mathieu, curé de Saint-Romphaire ; Demortreux, curé de Domjean ⁴. C'était là une indication que les membres du clergé rural de notre district voyaient sans appréhension s'effectuer une réforme

1. Arch. Nat. Q 2 97, Délibération du 29 août 1790.

2. Arch. Manche. Q 4-3 28, Q 4-3 30, Q 4-3 9 et Arch. Nat. Q 2 97.

3. Le Directoire du Département avait chargé, le 20 Août, son Procureur général syndic de rédiger une circulaire pour informer les distriets que le Comité d'Aliénation des Biens Nationaux était d'avis que tous les administrateurs avaient le droit de se porter enchérisseurs, alors même que l'adjudication aurait lieu par leur ministère. Arch. Manche. L17 55.

4. Arch. Manche. Q 4-3 28, Q 4-3 9, Q 4-3 10.

dont ils auraient pu les premiers redouter les conséquences.

Les gens des campagnes soumissionnaient également, certains ruraux se réunissaient pour déposer leurs offres. Ainsi 37 vergées de terre sont soumissionnées le 28 Juin 1790, à Torigny, par neuf habitants qui font suivre l'énumération de leurs noms, de la mention suivante : « Tous pères de famille, français, frères, amis et habitants de Torigny » ¹.

La vente des biens ecclésiastiques s'annonçait donc comme devant réussir et il se trouvait même au début « non seulement un nombre assez considérable d'acheteurs, mais encore des acheteurs persuadés de la sûreté de leurs acquisitions » ². L'engagement pris par l'Etat de pourvoir aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres tranquilisait certainement les scrupules de conscience. Aussi, le rapporteur du bureau d'aliénation constatait-il, le 22 Septembre, « que les municipalités comme les particuliers, ont été pénétrés de la plus grande confiance dans la sûreté et l'infailibilité de ces biens, qu'ils se sont hâtés et empressés de concourir au salut de l'Etat et qu'ils n'ont point balancé à faire quantité de soumissions sur la foi des décrets de l'Assemblée Nationale ». Le même rapporteur indiquait que dans les mois d'Août et de Septembre, plus de quarante soumissions avaient été déposées et que la valeur des offres d'acquisition dépassait trois millions. Mais la multitude des soumissions fait au district un devoir de procéder aux ventes sans délai, « en effet, la caisse du receveur ne se remplit point, la dette de l'Etat ne s'acquitte pas et les dégradations augmentent de jour en jour sur les biens cy-devant ecclésiastiques » ³.

Malgré toute la diligence que put faire dans l'occurrence

1. Arch. Manche. Q -³ 30.

2. ibid. L II. 1005. Conseil Général du District. Séance du 22 Septembre 1790.

3. Arch. Manche. L II. 1005.

L'administration du district, les ventes ne devaient commencer qu'en Décembre. Il fallait en particulier recevoir, sous la foi du serment, les déclarations des fermiers au sujet de la sincérité de leurs baux, déclarations indispensables puisqu'elles permettaient d'établir d'une façon exacte la valeur de certains biens dont la location était modifiée par des contre-lettres.

Il y avait lieu, en outre, de procéder à la nomination des experts, ce qui donna lieu à quelques difficultés. Des individus, désignés en Octobre, refusèrent. Le District prit, le 25 novembre, un arrêté nommant « pour évaluer les biens nationaux compris en la soumission de la Municipalité de Saint-Lo, et, de suite ceux compris aux soumissions des particuliers, et enfin ceux-mêmes pour lesquels il n'y avait point de soumissions » : Messieurs Charles Beaucire, de Saint-Amand (canton de Thorigny, et Saint-Jean-des-Baisants), Jean Levieux (canton de Saint-Lo), Etienne Boulant, de Gourfaleur (canton de Canisy), Béquet la Croix (canton de Marigny), Dubail (canton de Saint-Clair), Blouet et Servaux de la Valette (cantons de Tessy et Percy) ¹.

Le 9 Décembre 1790, le Directoire du District juge que toutes les formalités préliminaires pour la mise en vente des biens nationaux sont remplies et « vérification faite des soumissions déposées au secrétariat de ce district, le 2 septembre 1790 par M. Michel-Joseph Courtin, le 21 dudit mois de Septembre par M. Barthélémy Rouxelin, et le 5 Novembre dernier par M. Marius Cardin, citoyen de Saint-Lo ; vu les procès-verbaux d'assermentation sur la sincérité des baux des dits objets passés devant le Directoire par les fermiers d'iceux », il arrête que les premières enchères auront lieu, le Vendredi 24 suivant ; « pour quoi elles seront annoncées pour ce jour par

1. Arch. Manche. Registre des Délibérations et Arrêtés du District. I.

les affiches cy-après, lesquelles seront envoyées et apposées aux termes des décrets ».

Les administrateurs du district se réunirent, ainsi qu'il était indiqué sur les affiches, le 24 décembre, à 9 heures du matin, « en l'église de l'abbaye de Saint-Lo »¹. La vente était poursuivie à la requête du sieur Jacques Poisson, « président du Tribunal du District de Saint-Lo, procureur fondé de pouvoirs de l'administration du département de la Manche », qui l'avait nommé à ces fonctions par un arrêté du 23 novembre.

Les biens mis en adjudication consistaient en la terre de la Motte, sise à La Barre-de-Semilly, appartenant à l'abbé de Saint-Lo et d'une contenance de 145 vergées (29 hectares). Les enchères avaient lieu, ainsi que le voulait la loi, en présence de deux commissaires de la municipalité du lieu où se trouvaient les fonds, en l'occurrence M. Courcelles, curé et maire et M. Gilles Gallen². Sur une mise à prix de 27.000^{li}, le sieur Courtin porte l'ensemble de la ferme à 35.000^{li}. Mais les amateurs ne manquent pas, une quinzaine se présentent qui se proposent de morceler le domaine et leurs différentes enchères réunies arrivent à plus de 36.000^{li} ; on renvoie l'adjudication définitive au mardi 11 janvier.

Ce furent ce jour-là qu'eurent lieu, dans le district de Saint-Lo, les premières dévolutions à des particuliers de biens d'église. Les enchères furent chaudes : M. Courtin offre 45.000^{li} du tout, puis, comme des enchérisseurs partiels lui disputent les immeubles, il propose 50.000^{li}. Mais les adjudicataires partiels lui opposent les dispositions législatives qui,

1. Il s'agit là de l'église de la ci-devant abbaye royale des Génovévains.

2. Les Commissaires devaient signer au procès-verbal ; mais s'ils ne se présentaient pas pour assister aux opérations de réception d'enchères et de vente, on passait outre à leur absence, le Directoire du Département en avait ainsi décidé le 3 janvier 1791, à la requête du procureur général syndic qui se plaignait du retard apporté aux adjudications du fait de l'absence des administrateurs. Arch. Manche. LI. 55.

dans le but de favoriser le développement de la petite propriété décident que, si au moment de l'adjudication définitive, les enchères partielles égalent l'enchère sur la masse, les biens doivent être de préférence adjugés divisément¹. Personne n'ayant renchéri sur la masse, les différentes pièces de terre composant la ferme sont adjugées séparément. Tous ces lots sont disputés avec acharnement. Le premier composé de la pièce du Domaine (8 hectares) est adjugé après cinq feux au sieur Courtin pour 13.200^{fr}, la pièce du Désert (1 hectare 60 ares), proclamée 3.850^{fr} passe aux mains de Madeleine Lemièrre 5.050^{fr}, les bâtiments de ferme, cours, jardins et diverses pièces, après de nombreux feux — partis de 12.300^{fr} échouent au sieur Courtin pour 17.000^{fr}. Deux amateurs, Heurtevaut et Boivin, se partagent les autres parcelles.

Finalement, les 29 hectares de terre qui constituaient la ferme de la Motte et que les experts avaient estimés 34.100^{fr}, arrivèrent à monter à 59.088^{fr} 10^s, ce qui mettait l'hectare à près de 2.000^{fr} 2. Cette première opération faisait bien présager de l'avenir et indiquait que ni les acquéreurs, ni les enchères élevées ne manqueraient aux biens que l'on allait disperser.

Nous avons voulu, en rendant compte un peu longuement de cette adjudication donner une idée de la physionomie des séances d'enchères. Voyons maintenant comment ces ventes se sont continuées, quelles furent les époques de grande activité et quels résultats furent obtenus.

Dans le district de Saint-Lo, comme d'ailleurs dans toute la

1. Il est assez curieux que, dès la première vente, des amateurs, habitants d'une petite paroisse rurale, aient pensé à faire appliquer, à leur profit, les dispositions de l'art. 6 du Titre III de la loi du 17 mai. Cela prouve que la législation concernant les ventes avait reçu une large publicité. Nous avons dit plus haut, après M. Marion, que cette faculté de division, fut invoquée très rarement.

2. Arch.-Manche, Q 4.6 15. Registre de vente des biens nationaux de première origine.

France, l'année 1791 fut la période de grande activité, l'époque au cours de laquelle les plus importantes des propriétés ecclésiastiques furent dispersées au feu des enchères. Dès les premiers mois, une quantité considérable de biens fut adjugée.

Une lettre, adressée par les membres du Directoire du district aux députés composant le Comité d'aliénation, en témoigne : ce document, qui donne un aperçu d'ensemble sur la valeur présumée des biens ecclésiastiques, mérite d'être reproduit in-extenso dans ce chapitre.

Saint-Lo, le 15 Mai 1791.

MM.

« Nous nous sommes occupés en conséquence de votre lettre du 15 avril dernier à nous assurer de la valeur de tous les domaines nationaux compris dans notre circonscription. Il résulte de nos recherches :

1° Que les terres vendues jusqu'à ce jour, donnent un prix de 1.226.388 ^{li} 10 ^s , ci.	1.226.388 ^{li} 10 ^s
2° Que les terres invendues, mais qui vont l'être incessamment doivent produire 871.000 ^{li} , ci.	871.000 »»
3° Que le produit présumé des rentes est de 271.727 ^{li} , ci.	271.727 »»
4° Que les bois dont les décrets ont ordonné la conservation peuvent produire 120.000 ^{li} , ci.	120.000 »»
TOTAL.	2.259.115 ^{li} 10 ^s

« Nous avons l'honneur de vous observer, MM. que nous n'avons pas compris dans cette valeur présumée les droits casuels dont nous ne pouvons donner un aperçu satisfaisant.

« Nous n'avons pas compris les biens des fabriques, ceux

des hôpitaux, des congrégations séculières, ni ceux de l'ordre de Saint-Lazare.

Nous sommes avec respect, MM.....

les administrateurs du Directoire du District de Saint-Lo.

Signé : P.-L. DENIER, BEAUFILS, LE TELLIER ¹.

Ces prévisions des membres du Directoire concernant la valeur des biens-fonciers ecclésiastiques — les seuls dont nous nous occupions — n'étaient pas exagérées. Nous voyons qu'ils fixaient la valeur des terres vendues ou à vendre à 2.097.388 ^H. Or, dans un compte présenté par le directoire à la session du Conseil du District, le 15 octobre 1791, le rapporteur indiquait que les « ventes faites dans ce district montent au total à la somme de 2.225.372 ^H et que les fonds restant à vendre pourront encore fournir 200.000 ^H. » Le rapporteur ajoutait par ailleurs que le zèle des acquéreurs ne se ralentit pas et qu'on pouvait assurer que « dans l'intervalle de six mois, tous les biens nationaux auront rentré dans le commerce » ².

En nous référant à un tableau des adjudications définitives des biens nationaux passées au directoire du district ³, nous avons pu dresser le tableau suivant qui récapitule pour l'année 1791, par mois, les prix de vente et leur excédent sur les estimations.

1. Arch. Manche. Q 4-6 65. N° 10.

2. Arch. Manche L II. 1005.

3. ibid. Q 4-7 N° 13.

MOIS	NUMÉROS d'ordre des lots vendus	MONTANT des évaluations des experts ou des baux	PRIX des Adjudications	EXCÉDENT des Adjudications
Janvier	1 à 29	97.748	190.468	92.720
Février	30 à 49	76.074	117.030	40.956
Mars	50 à 109	427.042	683.568	256.526
Avril	110 à 165	120.356	245.619	125.263
Mai	166 à 216	615.663	824.954	209.191
Juin.	217 à 219	31.950	37.000	5.440
Juillet.	220 à 232	68.132	93.510	25.378
Août	233	9.300	9.200	— 100
Septembre	»	»	»	»
Octobre	»	»	»	»
Novembre	»	»	»	»
Décembre	234 à 243	39.968	74.255	34.287
TOTAUX.	1 à 243	1.485.873	2.275.604 1	789.831

Ce tableau montre avec quelle rapidité s'effectua la dispersion des biens du clergé. Cette rapidité est telle que sur les 418 ventes passées devant le directoire du district, plus de la moitié étaient faites dans les sept premiers mois de l'année 1791. Malgré la grande quantité de biens offerts, tout se vendait facilement, puisque les adjudications dépassaient sensiblement les évaluations. Le point culminant des ventes fut atteint dans le mois de mai, où les adjudications fournirent 824.954 ^H ; à cette époque furent dispersés quelques-uns des plus beaux domaines du patrimoine ecclésiastique de notre district : terre dépendant du prieuré de la Perrine, prébende de M. de Cambacérès à Saint-Fromond, bâtiments et fermes ayant appartenu

1. D'après le rapporteur du directoire du District, cité plus haut, les ventes se seraient élevées — fin août — à 2.225.372 ^H. Somme qui ne s'accorde pas avec celle que nous avons établie d'après l'état des adjudications définitives et qui, également pour la fin août, donne seulement 2.201.349 ^H. Il y a là une différence de 24.023 ^H dont nous n'avons pu découvrir la cause. Nous avons vérifié, en nous référant aux actes mêmes des ventes, l'exactitude scrupuleuse des chiffres donnés par l'état.

à l'abbaye de Cerisy et les biens du séminaire diocésain ¹, situés à Marigny. C'étaient là de beaux morceaux propres à tenter des capitalistes ; aussi leurs prix dépassent-ils largement ceux qui leurs avaient été fixés par les experts.

Le mois de mai passé, l'activité décroît : on enregistre trois ventes seulement en Juin et douze pour Juillet ; en Août une seule : l'adjudication des terres d'aumônes de Montabot qui fournit 9.200 ^{li}. Et pendant les trois mois qui suivent, on ne relève aucune vente. Les séances reprennent en Décembre, peu nombreuses d'ailleurs, puisque nous ne trouvons que dix ventes pour cette période, mais avec succès puisque sur une estimation de 39.968 ^{li}, elles atteignent 74.255 ^{li} et que deux pièces d'herbage situées à Airel, contenant 13 hectares sont adjugées 48.200 ^{li} sur une mise à prix de 27.688 ^{li}. Ce succès ne trouve pas sa cause dans la dépréciation de l'assignat. Le fléchissement de la monnaie de papier ne devait pas se faire sentir sensiblement dans notre région pendant l'année 1791. Au mois de Mai, point culminant des ventes, l'assignat de 100 ^{li} avait cours à 97 ^{li} 10 ^s et en Décembre à 96 ^{li} 2. Par conséquent, si l'on tient compte que c'est seulement à la fin de l'année que l'assignat subit une dépréciation de 4 %, on voit que les ventes se poursuivaient dans les meilleures conditions. Il n'était pas possible en effet d'entrevoir ce qui devait se passer par la suite et quels bénéfices la dépréciation du papier monnaie allait donner aux acheteurs de biens nationaux.

D'ailleurs, en cette année 1791, le succès des ventes de biens ecclésiastiques s'était affirmé dans toute la région. Un compte-

1. Ces ventes donnèrent lieu à une protestation des supérieurs, chanoines prêtres du Séminaire. Leur pétition fut rejetée par délibération du Directoire, 30 mai 1791, et du Directoire du Département, 3 juin 1791. Arch. Manche Q¹ 62. Arrêtés sur pétitions.

2. Tableaux de dépréciation du papier monnaie, par Caron. (Dép. Manche, p. 264.)

rendu présenté le 15 Novembre 1791 par le Directoire du Département à l'Assemblée du Conseil Général, faisait ressortir, pour l'ensemble de la Manche, que « les biens adjudgés jusqu'au mois de Septembre avaient été

estimés	6.538.451	^H 5 3 ^D
Ils ont été vendus.....	10.116.341	2 9
La différence est de.....	3 577.890	2 6 »

Un des rapporteurs pouvait ajouter « le tableau de la vente des biens nationaux offre un aspect consolant. »¹

L'année 1791 avait enregistré 243 adjudications ; en 1792, se produisit un fléchissement considérable dans le montant des ventes et dans le nombre des séances d'enchères : on compte pour toute l'année 30 adjudications seulement. En Février, seize adjudications produisent 52.075 ^H sur une estimation de 23.670 ^H ². Le mois de Mars ne voit que des reventes par folle enchère des aumônes de la cure de Biesville et du moulin d'Arondel, situé à la Barre de Semilly. Les adjudicataires des deux immeubles, l'abbé Lair, pour le premier et le sieur Tabard, pour le second, étaient venus déclarer qu'ils ne pouvaient payer « l'acompte conformément aux décrets de l'Assemblée Nationale » et demandaient « que les dits biens soient revendus à leur folle enchère, se soumettant de payer le moins qui pourrait provenir du prix de la vente ³. Ils n'y furent pas obligés : les aumônes de la cure de Biesville ayant fait 12.085 ^H sur une vente primitive de 11.700 et le moulin d'Arondel ayant atteint le même prix, 7.700 ^H qu'à la première adjudication.

En Avril, absence de ventes. Mai : une seule adjudication produit 3.950 ^H sur une estimation de 3.180. En Août, on pro-

1. Arc. Manche. L. I. 57.

2. L'assignat vaut en Février 91 ^H 5 ^D.

3. Arch. Manche. Q 1-6 65.

cède à quatre adjudications : les bâtiments de la cure de Notre-Dame de Torigny, adjugées au maire — une ferme sise à Saint-Germain-d'Elle — à Marigny, une terre ayant appartenu à l'Ordre de Saint-Lazare et enfin, une revente par folle enchère d'un moulin situé au Désert. L'assignat ayant perdu 15 % de sa valeur, les prix obtenus font plus que doubler ceux de l'estimation (37.875 ^{li} contre 17.781). En Octobre, mois où l'assignat avait le même cours qu'en Avril, il fut procédé à trois adjudications produisant 64.600 ^{li} sur une estimation de 28.688 et la fin de l'année devait arriver sans qu'il soit procédé à aucune autre adjudication.

Aussi bien, cette absence d'adjudication s'explique parfaitement : la presque totalité du domaine ecclésiastique était déjà dispersée, ainsi que le constate un rapport présenté par le directoire à la séance du Conseil général du 1^{er} Octobre 1792. Ce compte-rendu offre un double intérêt : il nous renseigne sur les résultats obtenus et il nous donne un aperçu des biens qui restaient encore à liquider : « La vente des domaines nationaux, écrivait le rapporteur, a toujours été faite avec un égal succès et leur prix a augmenté après la proclamation des dangers de la patrie. Le montant de la vente au 17 Août 1792 s'élevait à la somme de 2.371.146 ^{li} 6 s ; les objets restant à vendre sont les champs de l'Abbaye de Torigny dont l'aliénation a été différée en considération de l'alignement prochain de la grande route, les bâtiments et l'enclos de l'Abbaye de Saint-Lo, qui ont paru propres à un établissement militaire, différentes portions de fonds dépendant des trésors et fabriques et de quelques chapelles particulières, et enfin les biens des congrégations séculières récemment supprimées. Nous pouvons évaluer par aperçu les fonds restant à vendre à la somme de 300.000 ^{li} » ¹.

1. Arch. Manche. L II. 1005.

Du 29 Janvier 1793 au 16 Septembre 1794, époque à laquelle eut lieu la dernière adjudication devant le District, il fut procédé à 144 adjudications. Ces séances d'enchères, loin de se succéder, eurent lieu d'une façon tout à fait irrégulière. Ainsi, en 1793, les ventes s'échelonnent durant les mois de Janvier, Juillet, Octobre et Novembre ; elles produisent peu et ne sont plus alimentées que par des biens de fabriques des presbytères. Pour l'année 1793, sur un total de 220.116 ^{li}, il faut encore défalquer 168.300 ^{li}, provenant de la revente par folle enchère des domaines du prieuré de la Perrine. L'acquéreur, M. de Boislandry, ne put satisfaire au paiement des annuités de son adjudication. Vendus en 1791, 101.200 ^{li}, les immeubles furent portés en Brumaire An II à 168.500 ^{li} par les vingt-cinq personnes qui se les partagèrent. Le prix atteint était en réalité sensiblement moins élevé que celui donné par l'adjudication primitive, alors que l'assignat n'avait même pas perdu 3 % de sa valeur, tandis qu'à l'époque de sa déchéance, cette dépréciation était de 42 % : les 168.300 ^{li} se réduisaient en fait à 97.614 ^{li} 1.

Les autres ventes de 1793 ont pour objet des presbytères, des biens de fabriques et principalement les premières adjudications des « Champs de l'Abbaye » de Torigny.

Durant l'année 1794, les opérations se continuent : quatre séances d'adjudications furent tenues le 4 Février (Pluviôse an II), le 7 Mai (Floréal an II), le 6 Juillet (Messidor), enfin le 16 Septembre (Vendémiaire an III), et donnèrent lieu à quarante-neuf ventes d'un produit total de 221.988 ^{li}. C'est encore la dispersion des « Champs de l'Abbaye » de Torigny qui occupe principalement ces séances. Parmi les biens vendus, citons les immeubles dépendant de la régence de Saint-Fro-

1. Arch. Manche. Q 4.6 65.

mond ; estimés 8.000 ^{li}, ils sont vendus, en Messidor, 19.700 soit en réalité 10.854 ^{li} 70 ^s. On voit que l'enthousiasme des premiers jours, qui faisait doubler et même tripler le montant des évaluations, ne se manifeste plus. Cependant, cet excédent de l'adjudication sur l'évaluation se rencontrera jusqu'à la dernière vente : celle d'un bâtiment appartenant aux religieuses de Torigny, acheté, le 16 Septembre, par Cauchard, maire, qui en donna 4.100 ^{li} (valeur réelle 2.173) sur une mise à prix de 1.600 ^{li}.

Cependant, à cette époque, l'assignat perdait de plus en plus de sa valeur. En Vendémiaire an III, date de notre dernière adjudication, il vaut encore 53, mais dès Brumaire, il descend à 47 ; en Frimaire, à 43. Cinq mois plus tard, à la fin de Floréal (mai 1795), il ne représentait plus que 14 ^{li} 15. Cet avilissement extrême de l'assignat se constatait alors dans toute la France. « Au printemps de 1795, écrit M. Caron, les assignats sont dépréciés d'environ 90 %. Comme l'Etat continue à les recevoir pour leur valeur nominale, il n'encaisse qu'un dixième-valeur réelle — de ses créances »². La lésion que subissaient les caisses du trésor public, augmentait tous les jours et les acquéreurs de biens nationaux avaient beau jeu pour payer leurs enchères. Afin de remédier en partie à ces embarras financiers, la Convention reforma radicalement la procédure fixée par la Constituante pour la vente des domaines nationaux. Ce fut l'objet de la loi du 12 Prairial an III.

Tout citoyen pouvait se faire adjudger, sans enchères, le bien national qui lui convenait, à condition de le payer en assignats, dans les trois mois, 75 fois le revenu de 1790 déterminé par les baux, ou, en cas d'absence de baux, d'après le principal de la contribution foncière de 1792, multipliée par 5.

1. Arch. Manche, Q 4 6 65. N° 16.

2. P. Caron. op. cit. Introduction p. II.

Le 14 Prairial, le directoire du District « considérant qu'il devait seconder de tous les moyens, la sage mesure que vient de prendre la Convention pour retirer les assignats de la circulation » arrêtait qu'il serait ouvert immédiatement un registre sur lequel les soumissionnaires auraient à transcrire leurs offres ¹. A ce moment-là, pour la Manche, le cours de l'assignat était descendu à 12 ^h 5 ^s. L'aubaine était tentante et les amateurs ne manquèrent pas. Le décret ne fut pas plutôt publié qu'une foule de citoyens « se présentèrent pour faire leur soumission et plusieurs se firent inscrire dès neuf heures du matin ». Il dut y avoir un empressement tel que nombre de biens furent accaparés. Les soumissionnaires évincés réclamèrent, soutenant que si « comme le prétendent les soumissionnaires, l'insertion au bulletin (de la Convention) vaut promulgation, cette promulgation ne peut être légalement connue et avoir son authenticité que par la lecture donnée dans la séance publique de l'administration qui n'a été faite qu'à 10 heures 1/2 du matin ». Les initiés seuls avaient du profiter de l'occasion, d'où le mécontentement des amateurs évincés qui ne trouvaient plus rien à acheter.

Bien que les administrateurs du district eussent écrit le 15 aux membres du Comité des finances de la Convention pour leur demander de se prononcer sur ces contestations, le directoire du district, deux jours après, déclarait valables les soumissions faisant l'objet du litige et décidait que celles présentées à la séance du jour « seraient reçues en masse, que les feuilles seraient cotées par deux administrateurs et qu'il serait statué par la voie du sort entre les citoyens qui auraient soumissionné le même objet, les soumissions étant censées faites

1. Arch. Manche. L II 1021 Registre des délibérations et arrêtés du District.

simultanément » ¹. Ces difficultés ne furent pas un fait isolé, elles se répétèrent dans nombre de districts ² et, pour y couper court, comme aussi pour arrêter le préjudice que ce système de ventes allait causer à la nation, la Convention rapporta le 27, la loi du 12. La pratique des enchères fut rétablie et les biens payables dans les six mois ; les adjudications faites en vertu des dispositions du 12 Prairial ne seraient valables que comme soumissions.

Dans le district de Saint-Lô, en ce qui concerne les ventes de biens ecclésiastiques, les lois de Prairial an III restèrent sans effet. Aux archives départementales, on ne trouve aucune trace d'adjudications faites en vertu de ces textes. Bientôt après, la loi du 30 Brumaire an IV suspendait les ventes jusqu'au 1^{er} Germinal suivant et les opérations de liquidation de ce qui restait encore du patrimoine ecclésiastique auront lieu maintenant devant les administrations départementales.

SECTION II

Les Ventes devant le Département

La loi du 28 Ventose an IV (18 mars 1796) qui transformait radicalement les modes de vente et de paiement des biens nationaux, créait également les mandats territoriaux. Cette dernière institution était destinée à remédier à la lamentable situation financière devant laquelle se débattait le Directoire. A la suite d'émissions incessantes, les assignats avaient subi une dépréciation telle que « le jour même où le Directoire entra en fonctions, le louis d'or (24 ^m) valait 3.400 ^m en papier » ³. Le 15

1. Séance du 17 Prairial.

2. Lecarpentier. *op. cit.* p. 65.

3. Louis Madelin. *La Révolution.* p. 442.

Brumaire, il allait se coter 4.000 et six mois plus tard 12.000 ¹. C'est pourquoi, en Germinal, le Directoire brisait la planche avec laquelle on fabriquait les assignats et les remplaçait par des mandats territoriaux, dont la destinée ne devait pas être plus brillante.

Comme les assignats, ces mandats représentaient des biens nationaux, sur lesquels ils conféraient hypothèque et délégation. « Tout porteur de mandat, disait l'article IV de la loi, pourra se présenter à l'administration du département de la situation du Domaine National qu'il voudra acquérir et le contrat de vente lui en sera passé sur le prix de l'estimation qui en sera faite, à condition d'en payer le prix en mandats » ¹. C'était donc la suppression des enchères.

Les biens étaient estimés à raison de vingt fois le revenu net de 1790 pour les terres, dix-huit fois pour les maisons. A défaut de baux, on prenait comme base, pour les propriétés non bâties, la contribution foncière de 1793 que l'on multipliait par quatre. Les maisons, moulins et usines devaient être évalués par deux experts qui étaient tenus, dans leur travail, de tabler sur la valeur nominale du mandat et non sur son cours réel. Et pour activer le zèle des administrations départementales, on leur allouait 1/2 % du montant des adjudications.

Le 18 Floréal, l'administration du département de la Manche reçut « huit exemplaires n° 42 du bulletin des lois de la République, contenant la loi du 6 Floréal, portant instruction pour l'exécution de celle du 28 Ventose qui crée les mandats territoriaux ² ». Considérant qu'il était de la plus haute importance d'assurer l'exécution des mesures prescrites par la loi,

1. Les nombreux détails d'exécution de la loi du 28 Ventose furent réglés par l'instruction — loi du 6 Floréal.

2. Arch. Manche. L 1 58. Délibérations et arrêtés de l'administration centrale du Département.

les administrateurs en adressaient le texte « à l'administration municipale de la commune de Saint-Lo pour être, dans le jour, lue et publiée formellement au son du tambour dans tous les quartiers de la ville ». Le Commissaire du pouvoir exécutif était invité à envoyer des courriers extraordinaires, porteurs d'exemplaires de la loi, aux diverses administrations municipales et on décidait que le registre des soumissions serait ouvert, le 22 du mois à 8 heures du matin.

- Le personnel de l'administration chargé des questions relatives aux Domaines Nationaux était réparti en trois bureaux : un bureau pour les biens de première origine avec un chef et un commis ; un bureau pour les biens des émigrés divisé en deux sections comprenant chacune un chef et un commis ; un bureau des soumissions avec un chef et un commis ¹.

Peu nombreuses furent pour les communes qui avaient composé le district de Saint-Lo, les ventes de biens de première origine : les domaines les plus importants, en effet, avaient été vendus, nous l'avons vu précédemment. Les nouvelles aliénations allaient porter principalement sur les maisons presbytérales et sur les bois qui avaient été réservés par les législations antérieures : la loi de Ventôse en effet n'exceptait des domaines nationaux hypothéqués aux mandats que les forêts de plus de 300 arpents.

La première vente eut lieu le 6 Prairial : P. J. Vieillard, receveur général du Département, se rendit acquéreur de « la maison à usage du ci-devant presbytère de Notre-Dame de Saint-Lo ». L'immeuble avait été estimé, le 5 Prairial, par les citoyens Louis Lefèvre, greffier du Juge de paix, expert désigné par l'acquéreur lors de sa soumission du 29 Floréal, et par Jean-François Rousseau, expert nommé par délibération

1. Arch. Manche. L. I. 58. Séance du 24 Prairial an IV.

du Département, en revenu net à 300 ^{fr}, ce qui capitalisé par 18, donnait un capital de 5.400 ^{fr}, prix d'acquisition calculé conformément à l'art. VI de la loi ¹. La vente se faisait sans garantie de mesure ou de détermination, et sans recours possible contre la République.

Sur les 49 adjudications de biens du clergé, 35 se rapportent à des maisons presbytérales ; leurs prix en est peu élevé en général. Parmi les autres ventes, citons celle des bâtiments de la Communauté des Religieuses Bernardines de Torigny, vendus le 16 Prairial 15.604 ^{fr} à Jacques Flaust, apothicaire. Des corps de bâtiment dépendant du Bon-Sauveur trouvèrent preneurs le 9 Prairial à 4.050 ^{fr}. Deux bois ayant appartenu, l'un au Chapitre de Bayeux, comprenant 80 hectares fut acheté le 9 Messidor pour 30.000 ^{fr} par Flaust, l'autre à l'Abbaye du Mont Saint-Michel et comprenant 60 hectares le 27 Prairial, par Joseph Giard, huissier à Torigny pour 24.000 ^{fr} ². Une église faisant partie d'une cure supprimée, celle de Pont-Brocard, fut aliénée avec le presbytère et le cimetière, pour 1.375 ^{fr} à un habitant de Saint-Lo.

Les ventes qui nous concernent s'échelonnèrent du 6 Prairial an IV au 3 Floréal an V, les plus nombreuses ayant lieu dans les mois qui suivirent l'exécution de la loi, c'est-à-dire en Prairial, Messidor, Thermidor ³. M. Marion a fait la même constatation pour la Gironde et le Cher où l'on assista, dit-il, durant ces trois mois « à un véritable enlèvement de ce qui restait de biens nationaux, on se précipita sur la proie qui était offerte comme des chiens se jettent à la curée et jamais,

1. Arch. Manche, Q. ⁴⁶ 33.

2. Les actes des ventes faites sous le régime de la loi du 23 ventôse sont conservés dans sept registres. Arch. Manche. Q ⁴⁶ 33 à Q ⁴⁶ 39.

3. An IV : 18 ventes en Prairial ; 9 en Messidor ; 7 en Thermidor ; 8 en Fructidor. An V : 4 en Vendémiaire ; 2 en Brumaire ; 4 pour chacun des mois de Nivôse, Pluviôse et Floréal.

peut-être, les ventes n'eurent une pareille activité » ¹.

Heureusement pour l'Etat que la plus importante partie des domaines ecclésiastiques avait été liquidée sous un régime plus avantageux; mais la dispersion de ce qui en restait, et surtout celle des biens d'émigrés, allait se faire dans des conditions déplorables, étant donné l'avalissement des prix et le taux dérisoire auquel tomba bientôt le mandat territorial. Pour la Manche, en Floréal an IV, au moment où la loi reçut son exécution, le mandat valait 28 ^H 10; trois mois plus tard, en Thermidor, il était arrivé à 7 ^H.

La loi du 28 Ventôse, modifiée profondément par celle du 13 Thermidor, an V, qui décida que le quatrième quart du prix d'achat serait versé, non plus en mandats valeur nominale, mais en mandats au cours, transformée encore par les décrets du 20 Fructidor, an IV et 1^{er} Frimaire, an V, fut abrogée par la loi du 16 Brumaire, an V.

Avec cette loi, on revint au système de la vente aux enchères : l'estimation des biens se faisait d'après les principes de la législation de 1790. Pour pouvoir enchérir, il fallait justifier d'un domicile certain et être imposé à une contribution foncière ou mobilière dans le lieu de son domicile. A défaut de cette justification, l'enchérisseur devait déposer, entre les mains du secrétaire de l'administration du Département, le premier terme du paiement, calculé sur la première mise à prix. N'étaient point admis à enchérir ceux qui s'étant rendus adjudicataires de biens nationaux, n'en avaient pas acquitté les termes échus ou, ceux qui ayant été l'objet d'une folle enchère, n'avaient pas payé les sommes dont ils étaient restés débiteurs ². Le règlement des prix donnait lieu à des opérations

1. Marion. Op. cit. p. 274

2. Ces conditions imposées aux acheteurs sont reproduites ici d'après les minutes des actes de vente. A noter cette clause « les enchères des particuliers étant évidemment en état d'ivresse seront rejetées ». Arch. Manche, Q. 1-6 42.

compliquées dont il sera parlé au chapitre des paiements.

Un bois taillis de 10 hectares 80 ares, estimé 8.500 ^{fr}, vendu le 16 Ventôse an VI, 161.000 ^{fr} — des dépendances du presbytère de Carantilly, estimées 1.400 ^{fr}, vendues le 13 Floréal an VI, 25.200 ^{fr} — le presbytère de Montégu, estimé 700 ^{fr}, vendu le 4 Thermidor an VI, 36.000 ^{fr} — une grange et divers bâtiments de la cure de Saint-Louet, estimés 560 ^{fr}, vendus le 21 Vendémiaire an VII, 51.000 ^{fr} : voilà tous les immeubles de première origine qui furent aliénés d'après la loi du 16 Brumaire an V. Les enchères montaient rapidement et on voit par exemple les dépendances du presbytère de Carantilly proclamées, suivant la loi, les 3/4 du prix principal de leur estimation, soit 825 ^{fr}, portées d'un seul coup à 10.000 ^{fr}, puis atteindre 20.000 ^{fr}, ensuite 25.000 et finalement être adjugées 25.200 ^{fr}¹. Mais ces sommes, énormes en raison du peu d'importance des biens vendus, ne doivent pas faire illusion : « elles ne sont démesurément gonflées qu'à cause de la dépréciation inouïe des valeurs admises en paiement de la deuxième moitié de la mise à prix et de tout ce qui y est rajouté par les enchères »². Or la valeur réelle de ces valeurs oscillait entre 0.10 et 0.50 % de leur valeur nominale.

Le Trésor ne recueillant pas de la loi de Brumaire an V tout le résultat espéré, une loi du 29 Fructidor an VI ordonna de surseoir aux aliénations. Mais bientôt, le Directoire que pressaient des difficultés financières toujours renouvelées, ordonnait la mise en vente de 125 millions de biens nationaux. Ce fut l'objet de la loi du 26 Vendémiaire an VII. Les biens ruraux étaient estimés huit fois le revenu net de 1790, les propriétés bâties six fois. Quant aux paiements, ils se faisaient exclusivement en numéraire.

1. Arch. Manche, voir Q. 4-6 40, Q. 4-6 42, Q. 4-6 43.

2. Marion. Op. cit. p. 302.

Dans notre district, une seule adjudication de domaines du Clergé a été consentie sous ce régime et encore s'agit-il d'une parcelle tout à fait minime : la vente, le 3 Prairial an VII, d'une portion de terre, plantée en pommiers, contenant environ 10 ares 20 centiares, située commune de Gavray et provenant de la cure. Elle fut payée 300^{fr} par Gilles Vibert et Charles Lefèvre, du lieu ¹.

A peine en application, cette législation fut sérieusement modifiée, du moins en ce qui touche la propriété bâtie : la loi du 27 Brumaire an VII décidait que les maisons, usines, seraient cédées, après enchères, sur une mise à prix de quarante fois le revenu. On acceptait pour le paiement des bons deux-tiers.

L'administration départementale reçut, le 11 Frimaire, notification de la nouvelle loi et s'empressa de la faire publier et afficher dans toutes les communes de son ressort ².

En ce qui concerne les biens de première origine dépendant du district, on relève dix-huit ventes ³. Toutes — sauf la mise en adjudication d'une grange à dime, sise à Rouxeville — ont trait à des presbytères ou à des dépendances, jusque-là réservées, de presbytères. De même, toutes ces ventes ont eu lieu le même jour, le 7 Pluviôse an VII, une seule exceptée qui se tint à la séance du 7 Thermidor.

Alors que les prix payés à cette époque pour l'acquisition des biens fonciers sont des plus modestes, les aliénations de ces presbytères, comme d'ailleurs les aliénations de toutes les propriétés bâties, atteignaient des chiffres fantastiques. Ainsi, à Meaupertuis, les bâtiments de la ci-devant cure sont adjugés 35.000^{fr} ; à Montabot, deux corps de bâtiment à usage de grange

1. Arch. Manche, Q 6-1 45.

2. Arch. Manche, L I. 61.

3. ibid. Q. 4-7 47.

et d'étable 40.000 ^{fr}; à la Chapelle-en-Juger, les dépendances du presbytère 80.000 ^{fr}; à Guilberville, le presbytère 113.000 ^{fr}. Mais, à l'époque de ces aliénations, les bons deux-tiers étaient presque constamment au-dessous de 1 % et l'équilibre se trouvait naturellement rétabli entre la valeur de l'objet acheté et la somme payée.

Avec la loi du 27 Brumaire, les ventes des biens de première origine sont terminées dans le district de Saint-Lô. Les archives départementales de la Manche ne contiennent, pour les périodes du Consulat et de l'Empire, que des documents se rapportant à des aliénations de biens domaniaux ou d'émigrés, en très petit nombre d'ailleurs.

SECTION III

La vente des différentes catégories de biens

Les ventes de meubles

Les ventes ont-elles donné lieu à des incidents

Un travail sur la liquidation des biens du clergé dans le cadre d'un district, serait incomplet s'il se bornait à examiner, dans leur ensemble, les opérations de vente d'après les différents régimes qui y ont présidé. Il semble qu'il y ait lieu d'étudier maintenant ce démembrement avec un peu plus de détails. Cette fortune immobilière comprenait des biens de catégories diverses : il y avait des grosses fermes, les terres généralement modestes attachées aux cures. A quelles espèces de ces biens allèrent de préférence les acheteurs ? Et bien que ce soit un peu sortir de l'objet de ce travail, qui ne vise que la propriété foncière, pourquoi ne pas dire quelques mots de la vente des

meubles qui garnissaient les communautés ou des objets précieux qui se trouvaient dans les églises ?

Une remarque s'impose en premier lieu ; c'est que les lots les plus importants, c'est-à-dire les corps de ferme d'un seul tenant, qui appartenaient d'ordinaire au clergé régulier, furent vendus, dans la période de grande activité, en 1791. Voici, à titre d'exemples, quelques prix atteints par des fermes dépendant de l'Evêché de Coutances.

La ferme de la Motte, située à St-Ebremond-de-Bonfossé — 104 hectares (45 en bois) — terre peu fertile et dont les bâtiments demandaient 6.000 ^{fr} de réparations, estimée 60.500 ^{fr}, fut vendue, le 9 mars 1791, 110.000 ^{fr}.

La ferme de Coutainville, également à Saint-Ebremond-de-Bonfossé, 235 vergées (47 hectares) de basse qualité puisqu'elles en comportaient 130 de fonds médiocre et 53 de mauvais, atteint néanmoins, le 15 mars 1791, 57.000 ^{fr} sur une estimation de 32.000.

Mais la ferme de la Montpinchonnière située à Saint-Martin-de-Bonfossé devait faire mieux encore : composée de 209 vergées (41 hectares 80 ares), en terrain de très médiocre qualité, elle fut adjugée le 29 Avril 1791, 67.000 ^{fr}.

Une terre située à Gourfaleur contenant 236 vergées (47 hectares 20 ares) dont 140 en labour et 32 en friche, se vend, le 21 mars 1791, 48.100 ^{fr} sur une mise à prix de 24.000 ^{fr}.

A Saint-Georges-de-Montcoq, une propriété des Religieux Genovèfins, la terre de la Petite Abbaye, contenant 287 vergées (57 hectares 40 ares) est adjugée, le 29 mars 1791, 66.850 ^{fr}, sur estimation de 51.020 ^{fr}.

Tous ces domaines ont donc trouvé des prix respectables pour l'époque, d'autant qu'en 1791 l'assignat se maintint entre 98 ^{fr} (Janvier) et 96 ^{fr} (Décembre).

Mais d'autres espèces de biens furent particulièrement

recherchés : ce sont les prés, dont la rareté attirait alors les acquéreurs. A Sainte-Croix, un pré de 9 vergées (1 hectare 80 ares) estimé 5.842^H, fait 6.800^H (11 Janvier 1791) ; 31 vergées (6 hectares 20 ares, à Saint-Thomas, évaluées 15.000^H, montent à 21.400^H (17 Janvier 1791). A Condé, 24 vergées (4 hectares 80 ares) affermées 650^H, 6 poulardes, plus 300^H de pot-de-vin, trouvent preneurs, le 31 mai 1791, pour 15.999^H 19^S. Ces prix se rapprochent sensiblement de ceux dont on payait la terre dans la région en 1914.

Voyons maintenant la vente des biens-fonds attachés aux cures du district. Ces terres donnèrent lieu à 88 adjudications et montèrent à des prix très avantageux : 85 ventes eurent lieu en 1791, une en 1792, une en l'an IV et une en l'an VII. Pour les ventes consenties en 1791, les prix sont de beaucoup supérieurs aux estimations ; pour 20 adjudications, les prix de délivrance doublent ceux d'estimation, pour 9 elles le triplent. Et même un pré dépendant de la cure de Notre-Dame-de-Beslon (3 vergées, 60 ares) atteint le 15 Avril 1791, le chiffre fabuleux de 3.125^H ; il avait été estimé 792^H. Une seule fois la vente s'abaisse au-dessous du prix d'estimation : les aumônes de Saint-Quentin-d'Elle évaluées 276^H et cédées le 31 mai 1791 pour 226^H à Jean Beaufiles, curé du lieu.

D'ailleurs, rien de plus naturel que ces domaines, de faible étendue en général, aient tenté les habitants de la commune où ils étaient situés : leur acquisition répondait aux moyens des paysans et à leur désir d'agrandir leurs biens ou de devenir propriétaires.

Les maisons curiales au contraire ne se vendaient pas avec le même bonheur. D'abord, on ne trouve que cinq ventes devant le District, toutes les autres ayant eu lieu devant l'administration départementale : 35 sous le régime de la loi de Ventôse an IV, 2 avec la loi de Brumaire an V et 17 avec celle

de Brumaire an VII. De plus, la conscience des acheteurs les faisait peut-être hésiter devant ces sortes de biens. M. Marion a également noté cette répugnance ; « l'opinion, dit-il, était défavorable à ces ventes et on chercha par la suite des moyens de les faire casser » ¹. Toujours est-il que, pour notre district, ces ventes faites à une époque où les valeurs de paiement étaient tombées très bas, ne bénéficièrent pas de la même faveur que les autres catégories du domaine ecclésiastique. Ainsi en l'an IV, on trouve des presbytères aliénés pour 483, 670, 810, 881, 994, 1.051 ^H. Le presbytère de Notre-Dame-de-Saint-Lô fut cependant adjugé pour 5.400 ^H.

Nous n'avons trouvé que trois ventes d'églises. Dans le canton d'Esclandes, l'église du Hommet fut aliénée le 2 juillet 1793 à cinq habitants du lieu pour 1.325 ^H, sur estimation de 1.000 ². Également le même jour, eut lieu la vente du presbytère, de l'église et du cimetière de Sainte-Marie-des-Monts, le tout pour 1.600 ^H à cinq habitants d'une paroisse voisine : Saint-Vigor-des-Monts ³. Enfin, le presbytère, l'église et le cimetière de Pont-Brocard, cure supprimée de la commune de Dangy, furent adjugés le 17 Frimaire an IV, pour 1.375 ^H à un habitant de Saint-Lô ⁴. Les prix peu élevés et le fait que plusieurs acheteurs se groupaient pour l'acquisition d'un immeuble sans valeur marchande, laissent croire que ces acquisitions étaient beaucoup plus une mesure de conservation à l'égard d'un monument qu'une opération commerciale proprement dite.

Les domaines ecclésiastiques comptaient aussi quelques moulins : leurs ventes se firent à des prix élevés. A Sainte-Croix-de-Saint-Lô, un moulin et 80 ares de terre sont vendus en janvier 1791, 15.000 ^H. A Domjean, un moulin estimé 6.000 ^H,

1. Marion. Op. cit. p. 276.

2. Arch. Manche, Q. ⁴⁻⁶ 65.

3. Arch. Manche, Q. ⁴⁻⁶ 65.

4. Arch. Manche, Q. ⁴⁻⁶ 36.

atteint 13.500 ^H. A Condé, un moulin est porté à 10.200 ^H (mars 1791) et à La Barre-de-Semilly, le moulin Darondel, qui appartenait à l'abbé de Saint-Lo, fit 7.700 ^H.

Les bois mis en vente indépendamment d'un domaine quelconque furent peu nombreux. D'ailleurs, on sait que les législations révolutionnaires tinrent à conserver intactes les forêts de quelque importance. Cette catégorie de biens n'atteignit pas des enchères très élevées. Voici l'énumération des bois vendus isolément dans notre district :

28 Mars 1791	La Barre-de-Semilly	37 ^H 60 ^A	23.200 ^H
29 Avril 1791	St-Martin-de-Bonfossé	27 ^H » »	8.000 ^H
29 Avril 1791	St-André-de-l'Epine	20 ^H » »	12.350 ^H
27 Prairial an IV	Domjean	50 ^H » »	24.000 ^H
9 Messidor an IV	Notre-Dame-d'Elle	80 ^H » »	33.000 ^H
16 Ventôse an VI	Notre-Dame-d'Elle	10 ^H 80 ^A	161.000 ^H

Les différentes administrations, à de multiples reprises, eurent à s'inquiéter de la conservation des bois et forêts, devenues propriétés nationales, et qui avaient à supporter des déprédations de gens peu scrupuleux. Le 29 Ventôse an II, par exemple, le Directoire du Département arrêta « que toutes les administrations de district du ressort seraient invitées, au nom du salut public, de s'occuper très sérieusement des mesures propres à mettre fin aux dévastations des bois et de poursuivre avec rigueur et faire punir avec sévérité les auteurs de pareils délits » ¹. Mais les abus ne cessèrent pas immédiatement, car, le 6 Germinal an V, l'administration centrale du département fut obligée de s'occuper de « dilapidations qu'il était de son devoir de faire cesser » ².

1. Arch. Manche L I 58. Délibérations et arrêtés du Directoire du Département.

2. Arch. Manche, L I 59. Voir aussi délibération du Conseil municipal de Saint-Lo, 10 décembre 1791 (Arch. Municipales) et Délibérations et arrêtés du Directoire du District. Séance du 28 mai 1793. Arch. Manche, L.

En même temps que les établissements religieux, les meubles et objets divers qu'ils contenaient furent vendus aux enchères dès 1791. La loi du 5 novembre 1790 en effet déclarait aliénables les effets mobiliers des communautés religieuses supprimées, à l'exception de l'argenterie, des cloches et des ornements et des linges d'église. Par le ministère de Le Fèvre, « juré priseur vendeur au cy-devant bailliage de Saint-Lô, greffier du juge de paix dudit lieu et commissaire nommé aux termes des décrets de l'Assemblée Nationale du 5 novembre dernier par Messieurs composant le directoire du District dudit lieu de Saint-Lô », on vendit, le 9 février 1791, le mobilier mort et vif de l'abbaye Saint-Vigor de Cerisy, qui donna au total une somme de 4.182 ^H 75 ^S.

Le produit des autres ventes fut le suivant :

15	Mars	1791	Abbaye de Saint-Lô.....	2.471 ^H
11	Avril	—	Pénitents de Saint-Lô...	1.539 ^H 15 ^S 15 ^D
18	Avril	—	Prieuré de la Perrine....	461 ^H 12 ^S 5 ^D
29	Avril	—	Abbaye de Torigni.....	1.003 ^H 14 ^S 10 ^D
26	Novembre	1792	Bon-Sauveur de Saint-Lô	893 ^H » » »
17	Octobre	—	Nouvelles Catholiques...	8.209 ^H » » » ¹

Deux ventes de meubles appartenant à Rouvillois, ex-curé de Carantilly et à Le Tellier, prêtre absent de Montrabot, produisirent respectivement en Prairial et Fructidor an II, 919 ^H 11 ^S 6 ^D et 880 ^H.

Les linges, ornements, objets précieux provenant des églises furent mis à la disposition de la nation par la loi du 10 Septembre 1792 L'Assemblée Nationale jugeait en effet tous ces meubles « de pure ostentation » et ne convenant nullement « à la simplicité qui doit accompagner le culte ». De plus, la Patrie en danger réclamait l'utilisation de toutes les ressources dont pouvait disposer la Nation.

1. Arch. Manche. Q 4-2 29-32-33.

Dès Floréal an II (Avril 1793), le Comité du Salut Public du District ordonnait le rassemblement au chef-lieu du linge provenant des églises, les effets précieux devant être vendus et le reste confié à la Commission des secours publics ¹.

Mais les ventes des « différents effets et débris d'ornements » ne devaient commencer qu'en 1794. La première eut lieu « l'an III de la République, le prémidi du premier decadi de Frimaire, avant midi » en l'une des salles de l'administration du District et produisit 23.780 ^H 19 ^S. En l'an IV, différentes séances d'enchères eurent lieu et se terminèrent le 12 Frimaire par un total de 301.321 ^H 2.

Dans son *Histoire Religieuse de la Révolution Française* ». M. de la Gorce affirme que « dans les ventes il y eut beaucoup de fraudes. » ³ Ce peut être vrai pour certaines régions, mais il ne nous paraît pas qu'il y ait eu, dans le district de Saint-Lô, de manœuvres dolosives tendant soit à restreindre la publicité, soit à empêcher les enchères de se développer librement. Qu'il se soit trouvé des estimations notoirement inférieures à la réalité, c'est possible et même probable, mais les actes de ventes n'en ont pas gardé traces. En tout cas, nous n'avons recueilli, aux Archives aucune pièce, aucune délibération qui nous fassent supposer que les adjudications aient pu se faire irrégulièrement.

Il semble bien au contraire que tout se soit passé dans le plus grand calme. Dès le début des opérations de liquidation, on put craindre quelque chose : le 22 Décembre 1790, le procureur de la commune exposait ses appréhensions à la muni-

1. Arch. Manche, Q ¹-234.

2. Voici quelques exemples d'acquisitions : 3 chapes et quantité de morceaux de chasubles et manipules en soieries de diverses couleurs, adjugées à Julien Bellegarde, bourrelier, 80 ^H, 10 morceaux de soie avec franges tant en drap d'or que bordées en or et argent, acquises par le citoyen Dubosq, cafetier, 8.000 ^H, 1 chappe et 3 morceaux en drap d'or : 3.555 ^H à l'abbé Raulline.

3. P. 189.

cipalité de Saint-Lô. « Il semble, disait-il, que dans ce moment où les décrets de l'Assemblée Nationale vont s'exécuter pour la vente des biens nationaux, le Haut-Clergé en grande partie tente de mettre le peuple en émotion et de le conduire à la désobéissance à la loi et à le soulever par des motifs de religion. » La prise de possession des biens d'église, avantageuse en effet pour le Clergé rural, l'était beaucoup moins pour ses dignitaires. Mais, les craintes du procureur de la commune étaient exagérées et les gardes-nationaux, ainsi que la troupe de ligne, auxquels il fit distribuer des cartouches n'eurent pas besoin d'intervenir. ¹

D'ailleurs, en toute occasion, les pouvoirs publics avaient à cœur de prendre la défense des acquéreurs de biens nationaux. On retrouve la trace de ces préoccupations dans de nombreuses décisions et principalement dans un arrêté du 22 Thermidor an V où l'administration centrale déclarait que « pénétrée de ses devoirs pour le maintien de la constitution et des lois, elle fera exécuter avec exactitude celles qui sont la garantie des acquéreurs des domaines nationaux ». Elle recommandait « à tous les fonctionnaires publics de veiller à ce que chacun de ces acquéreurs puisse jouir paisiblement de la propriété et éprouve la protection efficace des lois » ².

Il y eut bien, de temps à autre, des accès de mauvaise humeur, bien compréhensibles au surplus, de la part des anciens possesseurs qui montraient quelque amertume d'être obligés de laisser la place libre aux nouveaux ayants-droit. Ainsi, le directoire du district fut saisi, le 6 avril 1791, d'une réclamation présentée par le sieur Thomas Germain, marchand à Saint-Lô. Celui-ci avait acheté, moyennant 8.125 ^{ll}, les terres d'aumône de la cure de Mesnil-Vigot. Le curé du lieu avait

1. Délibérations du Conseil Municipal. 22 Déc. 1790, Arch. Municip.

2. Arch. Manche. L I. 59.

monté toute une cabale pour empêcher la vente de ces biens et en particulier celle d'une pièce de terre, nommée « le libera », sur laquelle se trouvait une maison que le dit curé prétendait avoir fait construire. La municipalité de la commune, qui avait manqué de fermeté en l'occurrence, reçut un blâme et le curé fut poursuivi devant le Tribunal du District. Le Directoire ajoutait : « les décrets qui ont décidé la vente des biens nationaux seraient illusoires si les acquéreurs n'obtenaient toute protection des corps administratifs » ¹.

Le curé de Saint-Ebremond-de-Bonfossé, Delahaye, dont « la violence de caractère trop bien connue dans le canton » était mise en lumière par une pétition des officiers municipaux aux administrateurs du département, s'opposait à la prise de possession de son presbytère par le citoyen Osmond. Malgré de nombreuses sommations, le curé, qui devait être une forte tête, résista, car on fut obligé d'avoir recours à la force publique et de faire jeter ses meubles dans la rue ².

Les prêtres constitutionnels semblent avoir eu maille à partir avec le clergé réfractaire, mais celui-ci ne semble pas avoir usé de son influence pour s'opposer à la vente des biens d'Eglise. D'ailleurs le succès montre que l'opération était populaire dans la région ; elle eut certainement pour résultat de lier au nouveau régime beaucoup de gens. Témoin, le maire de Saint-Martin-de-Bonfossé qui en fait l'aveu. Accusé de ne pas avoir fait respecter le desservant assermenté, il répondait qu'il ne fallait pas douter de son patriotisme et qu'il était fermement attaché à la Constitution « à laquelle il a prêté serment et au maintien de laquelle il a le plus grand intérêt, étant adjudicataire de biens nationaux » ³.

1. Arch. Manche. Q 6.

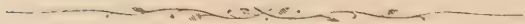
2. Arch. Manche. Contentieux Delahaye. Q 3 D.

3. Arch. Manche. Délibérations et arrêtés du District. 4 Juillet 91.

M. Marion l'a également remarqué pour d'autres parties de l'Ouest, la Bretagne et la Vendée, où la lutte contre-révolutionnaire prit l'extension que l'on connaît : ces provinces ne furent pas le moins du monde hostiles à la liquidation des biens ecclésiastiques, qui y rencontra un succès incontestable ¹. A plus forte raison devait-il en être de même dans ce coin du département de la Manche, où la période révolutionnaire paraît bien s'être déroulée dans le calme et qui n'a jamais connu les excès et les horreurs dont, à l'époque, tant de régions eurent à souffrir.

Aussi bien, cette expropriation du clergé correspondait trop au secret désir de nos paysans. Elle flattait trop, comme dit Taine, « leur passion héréditaire pour la propriété et pour la terre » pour qu'il se soit produit un mouvement de reprobation vraiment sérieux. L'occasion était bonne de s'enrichir, on en profita, et c'est peut-être là le secret de cette tranquillité qui présida de tout temps dans le district, aux opérations de ventes des biens du clergé.

1. Marion, Op. cit. p. 91.



CHAPITRE III

Les Paiements

« Toute étude sur la vente des biens nationaux pèche par la base si elle se borne à ne considérer que la vente elle-même. Il reste, cette partie de la tâche accomplie, à considérer les paiements ; c'est le seul moyen d'éviter, dans l'appréciation des résultats de la vente des biens nationaux, les erreurs les plus grossières » ¹. Pour savoir ce qu'un bien a été payé, il y a donc lieu d'examiner, d'abord la valeur réelle du prix d'adjudication, et de rechercher ensuite à quelle époque et en quelles espèces les paiements ont été faits.

On trouve les éléments de ce travail dans les fonds de l'Enregistrement versés aux Archives Départementales ; ces documents présentent malheureusement des lacunes tout à fait regrettables. C'est ainsi que les journaux de recettes et de dépenses du receveur du district font défaut : ils nous auraient fourni, avec leurs états mensuels, un compte exact de la totalité des versements annuels qu'il aurait été facile de réduire à leur exacte valeur. Les feuilles de décomptes ont été probablement détruites : nous ne les avons pas retrouvées.

Nous avons été obligé de nous contenter de deux registres, provenant du fonds des Domaines, établis au point de vue de la formation des décomptes des acquéreurs ², allant du 11 janvier 1791 au 25 Vendémiaire, an III. Une page entière est con-

1. Marion. Op. cit. p. 105.

2. Sur les pages des registres, on trouve, faisant suite à la désignation de l'immeuble vendu, l'indication du numéro des décomptes qui font défaut. Arch. Manche : Domaines, Enregistrement, Bureau de Saint-Lo, Registres 44 et 45.

sacrée à chaque lot adjugé et les ventes se suivent dans leur ordre chronologique ; les dates des paiements y sont, bien entendu, mentionnées, et aussi les retrocessions et déchéances qui ont pu se produire.

Ces deux registres s'arrêtent malheureusement avec les ventes du district et nous n'avons rien trouvé de semblable pour les lois de l'an IV et postérieures. Mais le dépouillement des décomptes de cette période n'offrirait plus le même intérêt puisque la plus grosse part des domaines du clergé était déjà dispersée en 1791 et 1792. On sait d'ailleurs qu'étant donné l'effondrement des valeurs admises en paiement, les ventes faites devant les administrations départementales furent d'un très mauvais rapport pour le trésor public.

Les paiements qui nous intéressent particulièrement, relèvent du décret du 14 mai 1790. Ce décret procédait d'un sentiment généreux : il voulait favoriser l'accès au sol d'un grand nombre d'individus : « Tout cultivateur, disait La Rochefoucauld, au nom du Comité d'Aliénation, qui voudra acquérir une petite propriété, pourra donc y parvenir avec une légère avance qu'il se procurera facilement, s'il est connu dans son pays pour honnête et en trouvant ensuite dans le produit de son travail et dans les récoltes, les moyens d'acquitter, en peu d'années, le prix de son adjudication ». Dans cet ordre d'idées, l'Assemblée Constituante échelonna les paiements de la façon suivante : il suffisait de donner, dans la quinzaine qui suivait l'adjudication, un acompte de 30 % sur les bois, maisons et usines, de 20 % sur les étangs et sur les terrains dans les villes, de 12 % sur les champs, prairie, vignes et bâtiments destinés à l'exploitation rurale. L'acquéreur avait douze ans pour payer le reste par annuités, moyennant un intérêt de 5 % et il avait toute faculté d'anticiper sa libération. Pour faciliter la circulation des biens nationaux, on avait décidé de ne percevoir, pour tout

acte de revente, qu'un droit fixe de contrôle de 25 sous.

Mais une réaction se produisit à l'Assemblée et dans les Clubs, contre les facilités accordées aux acquéreurs. Dès le mois de Juin, plusieurs députés demandaient, avec l'abrogation du décret de mai, que l'on fixe pour les paiements, des délais plus rapprochés. La libération des finances devient la principale préoccupation. Malgré l'opposition du Comité d'Aliénation, l'Assemblée vota le décret du 3 novembre 1790. Les acquéreurs de biens ruraux devront se libérer, non plus en 12 ans, mais en 4 ans 1/2 et ce n'est pas 12 % que l'adjudicataire doit verser dans le mois, mais 20 %. Pour les autres espèces de biens, les conditions sont plus dures encore : versement de la totalité du prix en 2 ans et 6 mois. Cependant l'ancien décret demeurerait en vigueur jusqu'au 15 mai 1791. Ce délai fut prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1792, puis jusqu'au 15 mai, puis jusqu'au 1^{er} janvier 1793, enfin jusqu'au 1^{er} janvier 1794: En sorte que le paiement en douze annuités resta la règle jusqu'aux lois des 3 juin et 25 juillet 1793 sur les biens d'émigrés qui, appliqués aux ventes de première origine, exigèrent le paiement en dix annuités. En résumé, la loi de mai 1790, reste la base fondamentale en matière de ventes de biens du clergé.

Voici un exemple de paiement fait d'après cette loi et correspondant au décompte n° 798. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire la page du registre sommier :

MUNICIPALITÉ de TORIGNY	N° du journal et date des paiements		SOMMES TOTALES PAYÉES	DIVISIONS	
				INTÉRÊTS	CAPITAUX
Le clos abbatial, les maisons con- ventuelles, les cours, jardins à pommiers, jar- dins potagers et fruitiers de la ci-devant ab- baye de Tori- gny.	n° 963 2 avril 1791	Sur les Païé à valoir sur les 1 ^o 12 et 20 % Reste dû	3,120 H		26.000 H
Adjugées le 29 mars 1791 à M. Jacques Le Chartier de la Varignière, de Paris, rue Cléry paroisse Saint- Eustache.	n° 561 9 mai 1791	Païé 1 ^o Intérêts p. 25 jours de 800H restant dues sur les 12 et 20 %/o. 2 ^o Complé- ment des 12 et 20 %/o. Cap. restant. 3 ^o Intérêts p. 40 jours de 22080. 4 ^o à compte Reste dû	23,002 H S D 3 8	H S D 2 15 17	3,120 H 22,880 H
1 ^{re} classe : Prix 26000H Ventilation Maison, église et autres immeu- bles . . 10000 Terres . 16000 26000 Décompte n° 798	n° 462 4 pluv. an II	Païé 1 ^o Intérêts p. 10 mois 20 jours de 3H 3S 3D 2 ^o Intérêts de ces intérêts p. 9 mois et 4 jours. 3 ^o Intérêts p. 1 an de 3H 3S 3D 4 ^o Intérêts p. 9 mois 4 j. de ces int. 5 ^o Intérêts p. 9 mois 4 j. de 3H 3S 3D	3 12 6	122 13 4 2 11 4 3 2 2 2 8	H D S 22,076 16 9 03H3 3
			26,125 18 2 125 18 2 26,000	125 18 2	

Ce cas nous donne tout le mécanisme des paiements. On peut y remarquer le soin, la vigilance que les fonctionnaires de l'époque — dont l'activité prodigieuse se constate facilement pour peu que l'on fréquente les documents de la période révolutionnaire — apportaient dans l'exercice de leur tâche. Ainsi, après son premier versement, la Varignière reste débiteur de 22.880 ^{fl}; le 9 mai, il apporte 23.002 ^{fl} 5 s 8 ^d, croyant se libérer de ce qui reste dû sur le prix d'acquisition augmenté de 122 ^{fl} 13 s 4 ^d d'intérêts à 5 % pendant 40 jours. Mais lors du premier versement il n'a payé que 3.120 ^{fl}, alors que la loi exige que l'on acquitte dans la quinzaine, un acompte de 12 et de 20 % ¹ soit pour les 26.000 ^{fl} du prix d'acquisition 3.920. La Varignière était donc en retard de 800 ^{fl} qui se trouvent évidemment payés avec le versement du 9 mai. Mais ces 800 ^{fl}, pendant les 25 jours de retard, ont produit des intérêts : 2 ^{fl} 15 s 17 ^d. On les ajoute au capital non versé, de telle façon que la Varignière, croyant sans doute avoir apporté la somme exacte, restait le débiteur de l'Etat. Ce n'est qu'en Pluviose an VI, qu'il se libéra, en payant ces 2 ^{fl} 15 s 17 ^d, augmentées de leurs intérêts, qu'un comptable scrupuleux n'avait pas craint de rechercher avec la plus entière précision.

L'examen de ce décompte montre également que la Varignière fut de ces acheteurs mal avisés qui se libérèrent en 1791, par anticipation. En avril, l'assignat valait encore 98 ^{fl} et en mai 97 ^{fl} 10; acquise pour 25.506 ^{fl} (26.000 prix apparent) la propriété fut payée 25.394 ^{fl}. La différence est minime et très heureusement pour le trésor public, on peut citer dans notre

1. Il semble bien que le tarif exigé par la loi de mai ait reçu ici une interprétation erronée. Le versement à exiger dans la quinzaine, aurait dû être, pour les 10.000 ^{fl} de maisons, église et autres immeubles, calculé sur 30 % et non pas sur 20 %, ce dernier pourcentage s'appliquant seulement aux champs et terrains situés dans les villes. D'ailleurs, cette variété de conditions de paiement d'après la nature des biens a donné lieu à de nombreuses difficultés; elles sont signalées en particulier dans une instruction, rédigée en 1793, sur la vente des biens d'émigrés.

district de nombreux cas de paiements anticipés qui sont la preuve que certains lots furent largement payés.

BIENS VENDUS	RIX APPARENT	RIX RÉEL	SOMMES PAYÉES		VALEUR RÉELLE PAYÉE
	fl	fl s	fl	fl s	fl s
Plusieurs pièces de terre dépendant de la cure de Saint-Romphaire. Achetées par Simon, le 14 février 1791. Décompte n° 732.	8.066	7.912 75	4 Avril 1791.	4.033	3.952 34
			8 Mars 1793.	2.000	1.542
			15 Ventose III.	2.614	1.568 40
				8.647	7.062 70
Portions de terre, cure de Mesnil-Raoult, achetées par Pierre Lecavelier, curé le 28 février 1791. Décompte n° 742.	4.700	4.610 70	12 Avril 1791.	2.350	2.293
			8 Février 1792.	1.752	1.594 32
			5 Mars 1792.	726	644 49
				4.828	4.531 81
Première portion des maisons et terres de la Gouttière et du hameau dépendant de l'abbé de Cerisy, acquises par Le Guélinel des Escaliers, du Havre, 24 mai 1791. Décompte n° 826.	95.000	92.515	14 Juin 1791.	11.400	11.182 40
			18 Oct. 1791.	20.500	19.885
			20 Janvier 1792	6.447	5.998 16
			18 Oct. 1793.	22.400	19.006
			29 Brum. II.	23.910	14.106 90
			11 Niv. II.	16.000	9.880
			29 Floréal II.	1.583	224
				101.940	80.282 46
Ferme de la Cocquerie à Condé-sur-Vire, à l'abbé de Torigny, acquise par Thomas Dufour, juge de paix à Saint-Lo, 31 mai 1791. Décompte n° 898.	22.400	21.750 40	13 Juillet 91.	2.700	2.623 05
			25 Février 92.	4.685	4.263 35
			9 Mars 92.	1.803	1.625 41
			25 Vend. II.	1.125	652 53
			7 Nivose II.	1.739	1.095 57
			21 Brum. III.	3.943	4.766 79
			12 Prairial III.	8.685	2.241 70
				29.860	17.268 50

BIENS VENDUS	PRIX APPARENT	PRIX RÉEL	SOMMES PAYÉES	VALEUR RÉELLE PAYÉE
Terre des Mauvinières, ab- baye de Torigny, achetée par François Fleury, le 31 mai 1791. Décompte n° 901.	12.200	11.846 20	18 Juin 1791. 4.000 20 Août 1793. 7.608 5 Sept. 1793. 4.551 13.459	3.884 4.564 80 901 14 9.349 94
Un corps de ferme, l'hôtel Acher, au séminaire de Coutances, située à Mari- gny, acheté le 31 mai 1791, par J.-B. Béquet, Jean Le Rouxel et Thomas Tri- quet, du lieu. Décompte n° 903.	70.100	68.067	30 Août 91. 8.412 4 Sep. 92. 7.450 10 Juin 93. 9.039 11 Nivose II 4.000 12 Floréal II. 3.000 25 Brum. III. 3.000 15 Germ. III. 10.000 11 Mess. III. 34.667 79.968	8.083 14 6.414 45 6.147 52 2.520 2.193 1.590 5.800 18.754 51.502 11
Les prés du Réfoc, appar- tenant aux Bernardins de de Torigny, achetés par L. Delaunay, le 31 mai 1791. Décompte n° 909.	15.999	15.535 60	10 juin 1791 16.000 1 pluv. II. 22 16.022	15.536 13 20 15.549 20
Maison et petit jardin dé- pendant de l'abbaye de Saint-Lo, achetés par L. Sebert, le 15 juillet 1791. Décompte n° 915.	3.000	2.914 50	8 août 1791 1.500 24 janvier 92 1.000 20 juin 92 554 3.054	1.441 50 931 488 08 2.860 58
Presbytère de N.-D. de Torigny, acheté le 17 août 1792, par Cauchard, maire. N° du décompte 1107.	4.025	3.461 50	28 août 1792 3.461 50	3.461 94

Sur les 418 ventes passées devant le District et au cours desquelles la plus grosse partie de la fortune immobilière du clergé a été dispersée — il n'en restait plus à la fin de l'an IV — que 22 dont le prix n'ait pas été intégralement soldé.

Voici d'ailleurs quelques détails : en 1791, trois acquéreurs seulement se libèrent; dans la période qui va de 1792 à l'an III, 145 ventes sont acquittées. Or l'assignat se maintient entre 93 ^{ll} 10 (janvier 1792), 85 ^{ll} 10 (Décembre 1792), 74 ^{ll} 10 (mai 1793), 63 (Décembre 1793) et 54 ^{ll} 10 (Août 1793).

Mais, c'est principalement en l'an III que l'on constate de la part des acquéreurs un empressement très important à venir se libérer du prix de leurs adjudications. Dans les premiers mois, les versements définitifs sont normaux (Vendémiaire : 2. Brumaire : 3. Frimaire : 10. Nivose : 12. Pluviose : 13. Ventose : 7. Germinal : 14. Floréal : 16). Les époques d'affluence sont Prairial (45). Messidor (82). Termidor (63). Avec Fructidor on retombe à 13. Au total pour l'an III, 270 acquéreurs se mirent complètement en règle avec le receveur des Domaines nationaux.

La recrudescence dans les rentrées qui apparaît avec Messidor, n'est que la conséquence des dispositions d'une loi du 3 de ce mois : elle fixait aux acquéreurs un délai de 40 jours pour se libérer — en assignats au pair — des termes échus où à échoir : ce délai passé, les assignats ne pouvaient être acceptés que d'après une échelle de dépréciation fixée par la même loi. Or, en Messidor an III, l'assignat avait perdu de 90 % de sa valeur, et c'est ce qui explique que les acquéreurs n'hésitèrent pas à solder leurs prix d'acquisition dont ils avaient jusque-là retardé le versement.

Cette dépréciation considérable a évidemment permis à certains acheteurs de faire d'excellentes opérations et nous ne voudrions pas laisser croire que — dans le district de Saint-Lô —

les biens du clergé ont été payés uniquement dans des conditions avantageuses pour l'état. Les bas de laine des paysans et l'épargne villageoise constituaient assurément une somme considérable, qui a permis — comme nous l'avons constaté — des paiements rapides, dans les trois années qui suivirent les ventes. Mais la baisse constante de l'assignat pouvait faire presager un fléchissement plus appréciable, certains acquéreurs attendirent et pour eux — suivant l'expression de M. Marion — la vente se trouva transformée en « une quasi-donation ». Un grand nombre de biens furent acquis à des conditions particulièrement avantageuses, comme le montrent les quelques exemples suivants :

BIENS VENDUS	PRIX APPARENT	PRIX RÉEL	SOMMES PAYÉES	VALEUR RÉELLE PAYÉE
Partie de la terre de la Motte, située à La Barre-de-Semilly, acquise le 11 Janvier 1791 par Michel-Joseph Courtin de la Gervaisière, ex-conseiller du roi en l'élection, de Saint-Lo. Décompte n° 713.	40.288	39.522 53	11 mars 91. 4.834 12 avril 92. 5.320 5 janv. 93. 4.140 16 niv. II. 4.432 12 niv. III. 4.270 3 therm. III. 23.410 46.406	4.473 4.846 3.312 2.659 1.793 2.142 19.225
Corps de ferme dépendant de l'évêché de Bayeux et situé à Saint-Georges-d'Elle, acheté par le sieur Godey, de Saint-Jean-des-Baisants, le 17 janvier 1791. Décompte n° 724.	13.800	13.537 80	23 mai 91. 1.800 19 juillet 93. 3.217 8 niv. II. 200 12 pluv. II. 1.320 26 vent. III. 1.479 24 Mess. III. 7.970 15.986	1.749 1.962 86 564 458 797 5.616

BIENS VENDUS	PRIX APPARENT	PRIX RÉEL	SOMMES PAVÉSS	VALEUR RÉELLE PAYÉE
Ferme du prieuré de Saint-Fromond, achetée le 17 mars 1791, par François-Germain Le Carpentier, maire de Canchy et Parfait Le Berrivier, de Saint-Fromond. Décompte n° 791.	75.500	74.065 50	24 août 91. 10.000 15 juin 92. 5.000 5 juin 93. 5.276 8 mess. II. 13.000 8 mes. II. 2.220 1 prair. III. 9.050 1 ^{er} ther. III. 41.762 86.308	9.610 4.405 3.587 7.033 1.201 1.099 3.821 30.556
1 moulin, 1 jardin et 1 pré, dépendant de l'abbaye de Saint-Lo et située à Sainte-Croix, achetée par R. Simon, le 17 Janvier 1791. Décompte n° 702.	15.000	14.886	16 fév. 91. 1.800 11 vent. III. 6.000 16 mes III. 9.963 17.753	1.765 3.600 905 6.270
2 ^{me} portion des maison et terre de la Goutière, des pièces de terre, 1 moulin abbaye de Cerisy, achetés par Guill. Duchemin, de Cerisy, le 24 mai 91. Décompte n° 864.	24.000	23.804	7 sept. 91. 2.880 20 mai 93. 3.000 21 brum. II. 2.947 6 mess. III. 18.716 27.943	2.793 2.223 1.738 1.899 8.453

Durant toute cette période de paiements, nombreux et importants, on ne rencontre pas de versements en monnaie métallique. C'est assurément une confirmation de la loi de Gresham : « Dans tout pays où deux monnaies légales sont en circulation, la mauvaise monnaie chasse toujours la bonne. » Puisque les assignats étaient reçus en paiements, pourquoi les acquéreurs se seraient-ils débarrassés de leurs louis d'or : ils préféreraient les garder. Les acquéreurs du district de Saint-Lô n'ont pas été les seuls à agir de la sorte et pareil fait a été

constaté par M. Marion pour la Gironde et le Cher¹ ; par M. Anglade pour le district de Villefranche² ; par M. Schawb pour ceux d'Epinal et de Remiremont³.

L'examen des deux registres de paiements nous a montré qu'il fut fait dans le district, une application notable d'un décret du 5 Juin 1793. La Convention Nationale toujours obsédée par la question des assignats dont elle voulait obtenir « la rentrée et le brûlement », décida de céder aux particuliers les créances résultant de la vente des biens nationaux : on autorisait chaque particulier à se mettre aux droits de la nation, en versant aux caisses des receveurs du district les sommes qui restaient à acquitter par les acquéreurs des domaines nationaux sur le prix de leurs adjudications. Dans le but de faciliter « l'emploi des petits capitaux » on permettait en outre le fractionnement des créances.

De plus, ce décret comportait deux dispositions intéressantes pour les porteurs d'assignats qui voulaient s'en débarrasser : l'art. V disposait que les cessionnaires pourraient rétrocéder leurs droits à la Nation, en paiement d'autres domaines nationaux. Ces créances produisaient un intérêt de 5 % à compter du jour de leur date jusqu'à leur emploi en paiement d'autres domaines.

C'est principalement en Germinal, Floréal et Prairial an III que l'on voit des individus de la région utiliser les dispositions du décret. Nous avons relevé vingt-cinq acquisitions de ces créances nationales. Les opérations semblent n'avoir intéressé que des gens d'une certaine classe qui ont voulu faire là un placement avantageux et de garantie sérieuse, puisque leur

1. Manoir, op. cit. p. 103.

2. Maurice Anglade. De la sécularisation des biens du clergé pendant la Révolution.

3. Léon Schwab. Documents relatifs à la vente des biens nationaux I. District d'Epinal. II, District de Remiremont. Introduction p. Lxvii.

créance se substituait à celle de l'Etat. Pierre Montcuit, de Saint-Lo, et son frère François, juge au tribunal du District, sont portés comme s'étant rendus 17 fois acquéreurs de ces créances nationales. Citons également Jacques-Michel Vieillard, homme de loi, citoyen de Saint-Lô.

L'admission, comme assignats, des créances nationales en paiement des domaines confisqués cessa avec la loi du 25 Thermidor an III, qui accorda cependant un délai de deux mois pour permettre aux acquéreurs de profiter une dernière fois de cette mesure si avantageuse.

Le décret du 5 Juin 1793 qui, dans notre district, a contribué dans une certaine mesure au règlement rapide des prix d'acquisition, ne semble pas avoir bénéficié de la même faveur dans les autres régions : en tout cas, les auteurs qui se sont occupés de la question des biens nationaux n'y font pas allusion. Il n'est pas douteux que cette mesure n'a eu qu'une répercussion tout à fait médiocre sur la situation financière générale et qu'en fin de compte, elle a manqué le but, peut être excessif, qu'on lui avait assigné, à savoir : faire cesser « l'agiotage, réparer le numéraire et baisser le prix de tous les objets nécessaires à la vie » ¹.

Si l'on considère maintenant les paiements faits d'après les lois de Ventôse an IV, il saute aux yeux que vouloir adjuger dans ces conditions, c'était bien plus distribuer que vendre. On sait en effet que tout porteur de mandats pouvait se faire adjuger un bien à sa convenance par le département où était situé l'immeuble, sans enchère, au prix de l'estimation. Les versements devaient avoir lieu moitié dans la décade qui suivait l'adjudication, moitié dans les trois mois. Or, le mandat n'avait pas tardé à suivre le sort de l'assignat. En Floréal an IV, l'assi-

1. Décret n° 989. Convention Nationale. 5 Juin 1793. Arch. Manche. L.

gnat de 100 ^{II} valait 3 ^{II} numéraire, cependant que durant la deuxième décade du mois, le mandat, à sa naissance, était coté 26 ^{II} 5 s. Trois mois après, en Thermidor, le mandat était presque tombé au taux de l'assignat : il valait 7 ^{II} ; la chute avait été encore plus rapide. On comprend, d'après ces données, ce que purent être les paiements effectués en cette période.

L'application de la loi de Ventôse fut suspendue par la loi du 13 Thermidor an VI (31 Juillet 1799) : elle obligeait les acquéreurs à verser le quatrième quart de leur acquisition en mandats au cours. Ce quart devait être acquitté en 6 paiements égaux et dans les seize mois, sous peine de déchéance. Bien plus, contrairement à tous les principes de droit constitutionnel, cette loi avait un effet rétroactif, et les sommés déjà versées pour le quatrième quart, devaient libérer l'acquéreur dans les proportions suivantes : 25 % pour les paiements faits en Germinal, 15 % en Floréal, 10 % en Prairial, 8 % en Messidor.

A la loi du 13 Thermidor, devait succéder trois mois après, celle du 16 Brumaire an V (6 Novembre 1796). Elle édictait pour le paiement des règles assez compliquées : la mise à prix ne pouvait descendre au-dessous des $\frac{3}{4}$ de l'estimation. Moitié de ces $\frac{3}{4}$, c'est-à-dire les $\frac{3}{8}$ du prix de l'estimation, était acquittée en numéraire dans les dix jours de l'adjudication ; l'autre moitié des $\frac{3}{4}$ et tout l'excédent des enchères pouvait être acquitté en effets de la dette publique, dans l'espace de quatre ans.

Les lois de Vendémiaire et Brumaire, an VII (octobre-novembre 1798) font triompher le paiement entièrement en numéraire pour toutes les ventes de biens-fonds, les immeubles continuant à être payés avec des bons d'état. On donne des délais réduits : 18 mois. Même ceux qui avaient acheté avant la loi de ventôse an IV et qui ne s'étaient pas libérés, furent tenus de payer en numéraire le restant de leur dette.

Toutes ces lois tendaient à remplir le Trésor le plus rapi-

dement et de la plus grande quantité de numéraire possible. Mises en vigueur plus tôt, elles auraient permis de tirer de la vente des biens ecclésiastiques le parti qu'on en pouvait attendre. Mais quand ces mesures entrèrent en vigueur, ces biens étaient vendus pour la plupart et déjà soldés en assignats.

Un point qu'il y a lieu d'étudier également dans le chapitre des paiements, c'est la question des déchéances. Quand les acheteurs ne pouvaient libérer les termes de leurs paiements, on remettait les biens en vente à la folle enchère. Pour les adjudications passées devant le district, on ne trouve que sept folles enchères et encore faut-il compter parmi elles une revente faite sur Le Maistre, curé de La Chapelle-du-Fetz, le 18 Floréal, an II ; Le Maistre ne pouvait évidemment pas payer ses annuités : il était déporté. Une vente donna lieu successivement à deux folles enchères : le moulin Bouquet qui appartenait aux Mathurins de La Perrine, fut d'abord adjugé le 4 mars 1791, et devait être remis en adjudication le 15 juillet de la même année et le 17 août 1792.

La rareté des déchéances est un indice que les paiements s'effectuaient régulièrement. Cependant, il y avait certainement des retards, car dans une réponse qu'ils faisaient à l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire, les administrateurs du Département écrivaient le 23 janvier 1792 : « Nous venons de faire part aux directoirés de district des observations importantes que vous nous adressez sur le retard qui existe dans le recouvrement du produit de la vente des biens nationaux. » Et ils terminaient en espérant que leur zèle secondé par les efforts des administrateurs du district rendraient « plus rapides des recouvrements que les besoins impérieux de l'Etat et les circonstances qui nous pressent rendent si nécessaires » ¹.

1. Arch. Manche, Q. Registre 41 bis.

Les études nombreuses, qui ont pris pour objet la question de la vente des biens nationaux, ne laissent plus maintenant aucun doute sur ce point : l'aliénation des domaines nationaux que l'assemblée constituante croyait être le meilleur moyen « d'éteindre en grande partie de la dette publique, d'animer l'agriculture et l'industrie » ¹ n'a pas plus préservé l'Etat de la banqueroute qu'elle n'a causé, dans le pays, un surcroît de production. A-t-elle néanmoins abouti, comme se le proposaient les législateurs de l'époque, « à multiplier les petites fermes et à faciliter la division des grandes propriétés » ² ? C'est ce qu'il reste à voir, pour le District de Saint-Lo, en examinant quels sont les acquéreurs qui se sont partagés les domaines du clergé.

1. Arch. Manche. Q. n° 8. Lettre de Delessart aux membres du Directoire et au Procureur Général Syndic du D^t de la Manche. 13 Déc. 1790.

2. Décret du 12 août 1790. Art. VI.

CHAPITRE IV.

Les Acquéreurs.

Les Biens du Clergé ont-ils été morcelés.

La Révolution a-t-elle augmenté le nombre de propriétaires en France ? La question se pose maintenant de savoir quelles ont été les conséquences sociales de la vente des biens du Clergé dans le district de Saint-Lô.

On sait que les assemblées de l'époque révolutionnaire — partagées entre l'obligation de remédier à la pénurie des finances et le désir de contribuer à la multiplication des petits propriétaires — ont voté, en ce qui concerne les modalités d'aliénation, des lois nombreuses et d'un caractère tout différent suivant que les sentiments philanthropiques ou les nécessités fiscales l'emportaient. A la loi de mai 1790, qui accordait toutes facilités de paiement et prescrivait la division en petites parcelles, devait succéder le décret de novembre qui ne morcellait plus les corps de ferme et exigeait des versements dans des délais rapprochés. Et ce n'est que plus tard, en 1793, avec les lois sur les émigrés que les petits cultivateurs allaient se retrouver dans une situation favorable pour acheter.

Pour certains écrivains, cette législation aurait fait faillite. Tocqueville a prétendu que la division de la propriété était bien antérieure à la révolution et Taine a également constaté que, pendant tout le XVIII^e siècle, le nombre des petits propriétaires s'est accru d'une façon considérable ¹. Cependant il est

1. Taine, op. cit. p. 452.

possible de soutenir que si la vente des biens nationaux n'a pas apporté de bouleversement dans l'assiette de la propriété, elle a réellement contribué à améliorer le sort des paysans dont elle a fait d'un grand nombre, des petits propriétaires, et elle a également eu comme résultat de mettre dans les mains d'une certaine quantité de gens, des biens qui n'étaient détenus que par quelques privilégiés seulement.

C'est à notre avis, ce qui s'est passé dans le district de Saint-Lô — et en nous basant sur les actes de vente — nous allons voir que les biens du clergé ont été très morcelés et qu'ils échurent à un grand nombre d'acquéreurs parmi lesquels on trouve relativement peu de bourgeois et de nobles.

Si défavorable qu'ait été à partir de 1793 la législation des ventes, elle n'en a pas moins eu comme résultats — même pour cette période. — un accroissement dans le nombre des propriétaires et le morcellement des terres. Pour le constater, on peut d'abord prendre plusieurs propriétaires importants et voir, en combien de mains, leurs biens ont passé. Examinons comment ont été réparties les terres de l'évêque de Coutances, des Genovéfains, des Pénitents et celles des deux prieurés de Saint-Fromond et du Désert.

A Saint-Ebremond-de-Bonfossé, les deux fermes de l'évêché ne donnent lieu qu'à deux ventes et sont réparties entre quatre acheteurs. A Saint-Martin-de-Bonfossé, deux fermes, un bois et un moulin sont accaparés par deux acquéreurs, mais une troisième terre se partage en quatre habitants de la commune. A Gourfaleur, la terre de la Tournière est vendue à une veuve et ses deux enfants. A Saint-Thomas, un pré est acheté par le cultivateur qui en était le fermier. Voilà donc déjà les corps de ferme dépendant de l'Évêché partagés entre quatorze individus.

A Saint-Lô, les religieux génovéfains, possédaient, outre

leur abbaye, quatre pièces de terre, deux maisons, un jardin, deux granges, deux pressoirs qui donnèrent lieu à onze ventes et rencontrèrent onze preneurs. A Sainte-Croix, en cinq ventes, on liquide deux moulins, une grange et différentes parcelles : on trouve onze acquéreurs différents. Une ferme et un bois taillis sont adjugés en une séance à deux acheteurs. De même à Saint-Georges, une ferme est partagée entre deux bourgeois de Saint-Lô. Quarante-quatre vergées, à Bèaudre, se divisent, en deux ventes, entre quatre amateurs, à Semilly, la ferme de la Motte, âprement disputée, passe dans les mains de quatre enchérisseurs ; le bois de la Barre trouve un preneur et le moulin d'Arondel deux. En résumé, trente-sept individus deviennent propriétaires aux lieu et place de l'abbaye.

Prenons maintenant les terres des Pères Pénitents. L'église, leurs maisons et l'enclos sont vendus à trois acquéreurs. Nous trouvons la vente d'une pièce à Saint-Georges-de-Montcocq et un acquéreur, celle d'une terre à Hébécrevon et trois acquéreurs. Au total : trois ventes et sept acquéreurs.

Le prieuré de Saint-Fromond est adjugé en une seule vente à trois acquéreurs ; celui du Désert, lors de la folle enchère, est divisé entre vingt-sept acheteurs.

Les terres et fermes dépendant de l'abbaye de Torigny, qui constituaient des domaines importants, furent adjugés en grande partie dès 1791 : il y eût quatorze ventes et dix-neuf acquéreurs ; mais près de Torigny, il restait des biens-fonciers, dits « les Champs de l'Abbaye ». Ils furent aliénés suivant une procédure spéciale au cours de laquelle il semble bien que les administrateurs aient fait très justement une application avant la lettre du décret du 21 Novembre 1793. Par cette mesure, la Convention étendait aux ventes des biens de première origine les règles édictées les 3 Juin - 25 Juillet de la même année pour la liquidation des domaines d'émigrés : fractionnement par

parcelles à condition de ne pas détériorer les corps des fermes. On voulait multiplier les petits propriétaires. Or la vente des terres des Bernardins est un peu antérieure au décret du 21 Novembre.

On commença par morceler le domaine en question. L'administration du district chargea de ce soin Victor Deschevrières « arpenteur et et géomètre ». Les intentions qu'il était chargé de réaliser étaient très nettes : il fallait diviser la terre « par petites portions afin d'en faciliter la vente et de mettre les citoyens peu fortunés à portée de se procurer une portion de terre qui, cultivée par un père de famille, rapportera davantage et nourrira sa famille » ¹.

Les 183 vergées de terre (36 ^h 65 ares) furent divisées en 71 portions et estimées : le 25 Septembre 1793 par Charles Beaussire à 53.730 ^h.

Les officiers municipaux de Torigny prirent connaissance du travail de l'arpenteur et l'approuvèrent, parce qu'il réunissait « le double avantage de procurer à la République un prix plus considérable que si la vente s'opérait en masse et de procurer aux particuliers la facilité d'acquérir. »

L'approbation de la municipalité de Torigny ne suffisait pas : les administrateurs du district, réunis en séance publique, le 16 Octobre 1793, examinèrent la division effectuée qu'ils regardaient comme « très importante pour l'intérêt de la République puisqu'il est évident que les adjudicataires par lots produiront une plus grande somme que si un capitaliste avait la faculté d'enchérir en masse et pour l'intérêt particulier puisque les champs sont affermés depuis un temps immémorial par petites portions, se trouveront également divisés entre des citoyens qui seront à portée de suivre l'enchère

1. Arch. Manche. Q 1-6 65. N° 10.

d'une petite portion et n'auraient pas la faculté de suivre celles qui seraient portées sur la totalité ».

Ces délibérations étaient sages et répondaient pleinement aux deux objets principaux que les législateurs de l'époque s'étaient proposés en mettant les biens du Clergé à la disposition de la nation.

Après avoir soumis l'arpentage au visa du directoire de la Commission administrative du Département, on put procéder aux ventes. Il y eut quatre séances d'enchères : 8, 9, 10 Frimaire et 16 Pluviôse an II. Les enchères furent très actives et il se trouva finalement quarante-trois acquéreurs. Le total des adjudications monta à 146.816 ^H. On peut donc conclure à la réussite de l'opération pour le double but que l'on voulait atteindre.

Mais si, à côté des propriétés du clergé régulier ou des hauts dignitaires, on s'occupe maintenant de la terre attachée aux cures, on obtiendra, en ce qui concerne le morcellement opéré du fait des ventes, des résultats encore plus concluants. Sous l'administration du district, on procéda à l'aliénation de terres dépendant de 82 cures : 87 ventes furent nécessaires et les biens passèrent aux mains de 165 acquéreurs. Dans quelques paroisses, les amateurs étaient tellement nombreux que 29 vergées de terre (5 hectares 80 ares) se trouvèrent dispersées, à Margueray, entre huit individus ; à Saint-Louet-sur-Vire, 8 vergées 1/2 (1 hect. 70 a.) sont adjugées au curé et à cinq de ses paroissiens ; neuf vergées (1 hect. 80 ares) sont vendues à Mesnil-Vigot à six acquéreurs. On pourrait certainement trouver encore quelques exemples de cas où le morcellement fut extrême et poussé à l'excès. Aussi bien, l'organisation de la propriété ecclésiastique, éparpillée dans toutes les paroisses de la région, ne pouvait pas demeurer sans influence sur ces ventes : elle se prêtait d'elle-même à cette division qu'aucune

mesure législative, remarque Loutchisky, n'était capable d'empêcher ¹.

La question qui doit nous préoccuper maintenant est peut-être la plus difficile à résoudre de toutes celles que soulève naturellement la vente des biens nationaux : il s'agit de déterminer la part prise, dans ces ventes, par les différentes classes sociales.

Un obstacle se présente d'abord que l'on rencontre d'ordinaire dans presque toutes les régions étudiées, mais qui s'affirme avec une importance tout spéciale dans le district de Saint-Lô : il vient du silence gardé par les actes de vente sur la profession des acquéreurs.

On peut dire que la presque totalité des procès-verbaux de vente est muette sur ce point : ils se contentent d'énumérer le nom, les prénoms et le domicile de l'acheteur. Mais ces renseignements se trouvaient peut-être dans des documents contemporains ou quelque peu antérieurs à l'époque que nous étudions ; nous ne les avons pas laissés de côté et c'est pourquoi nous avons examiné les rôles des vingtièmes dont nous avons dit ailleurs le petit nombre et l'extrême concision, les registres de soumissions, des listes d'électeurs et de citoyens actifs ², enfin, deux registres provenant du fonds des Domaines et concernant, l'un le règlement des droits d'insinuation (10 Janvier 1786, 13 Octobre 1790), l'autre la perception du centième denier (29 Septembre 1788, 13 Mars 1790) ³.

Ces différents documents qui, la plupart du temps, ne

1. Loutchisky. Quelques remarques sur la vente des biens nationaux, p. 139. — « La totalisation de toutes les ventes de terres ecclésiastiques dans 34 districts dépendant de 10 départements démontre d'une façon pleinement évidente que la vente des biens du clergé — dans l'immense majorité — se fit par petits et non par grands lots ». Ibid. p. 136.

2. Arch. Manche. Lt 234. Liste des citoyens du canton de Torigny aptes à voter dans les assemblées primaires (an V).

3. Arch. Manche. Enregistrement. Domaines.

sont pas plus explicites que les actes de ventes, nous ont évidemment donné, dans certains cas, le renseignement cherché : ils sont loin d'avoir comblé toutes les lacunes. Et d'ailleurs, ne fallait-il pas les utiliser avec la plus grande réserve à cause de la similitude de prénoms et même de noms que l'on rencontre souvent chez des individus différents habitants la même paroisse.

C'est pourquoi nous n'avons pas cru pouvoir présenter, comme on le fait d'ordinaire, les acquéreurs de notre district en les rangeant sous les deux catégories distinctes de bourgeois et de paysans. Dans l'incertitude où nous ont laissé les documents depouillés, nous préférons donner seulement la répartition suivante des 475 acquéreurs qui se sont disputés les biens du Clergé.

Membres du Clergé.....	: 28
Gros propriétaires. — Bourgeois. — Anciens fonctionnaires.....	: 7
Hommes de loi.....	: 12
Administrateurs.....	: 22
Médecins-Apothicaires.....	: 4
Marchands.....	: 10
Fermiers.....	: 22
Manœuvres. — Journaliers.....	: 2
Laboureurs. — Cultivateurs.....	: 23
Femmes ou filles.....	: 17
Individus dont la profession n'a pu être déterminée :	
a) Habitants des communes rurales.....	: 271
b) Habitants des villes.....	: 57

Il y a certainement les plus grandes chances pour que les 271 acquéreurs qui n'ont pu être reconnus et qui habitaient des paroisses rurales, aient été des cultivateurs. En effet, les renseignements fournis par des documents autres que les

actes de ventes, sont en grande partie, des identifications de cultivateurs ; les personnages marquants devaient attirer plus spécialement l'attention du secrétaire du district : pour ceux-là, on indiquait généralement la profession, tandis que la foule des paysans ne méritait pas autant de peine ¹.

Nous avons donc la conviction absolue que la classe paysanne l'a emporté de beaucoup quant au nombre. Chose normale d'ailleurs dans un pays essentiellement agricole et de petite propriété : « Dans les districts ruraux, écrit Loutchisky, les achats des habitants des paroisses l'emportent de beaucoup sur ceux des habitants des villes » ².

Mais ces paysans, ces cultivateurs, ces petites gens étaient-ils déjà propriétaires ? autrement dit, la vente des biens du Clergé a-t-elle rendu possible l'accession au sol, de gens qui n'avaient aucun bien ou a-t-elle seulement augmenté la fortune immobilière d'anciens possédants ? Pour résoudre ce problème, il aurait fallu avoir à sa disposition les rôles de vingtièmes pour toutes les communes de l'élection de Saint-Lô. Nous avons déjà dit que ces documents n'existaient plus que pour dix-huit paroisses. Ce sont toutes des communautés rurales ; 49 individus domiciliés dans ces communes se sont rendus acquéreurs du bien du Clergé. Sur ces 49 acquéreurs, on n'en trouve que 10 qui soient inscrits aux rôles des vingtièmes et par conséquent déjà propriétaires ³. De l'examen des rôles, qui datent malheureusement de 1776, on peut

1. M. Schwab a également fait cette remarque. Op. cit. Districts de Remiremont. LXXVII et d'Épinal LXXXI.

2. Loutchisky, op. cit. p. 125.

3. Les groupements de cotes étaient chose courante en effet à l'époque et en 1774, l'intendant de Caen, Fontenelle, déplorait dans une lettre à Turgot que dans une paroisse, les cumuls, de cotes de biens situés dans d'autres paroisses soient un fait ordinaire. Arch. Calvados. C. 3.124. Cité par M. Marion. « Les rôles des vingtièmes et les statistiques de la propriété foncière territoriale sous l'ancien régime ». Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine. Tome XIX, p. 106.

donc conclure que pour 18 communes la liquidation des biens du Clergé a créé 39 nouveaux propriétaires.

La plupart des auteurs ont constaté que la classe paysanne a été, dans l'ensemble exclue des grosses ventes. Il est certain que dans notre district, les fermes et les pièces de terre importantes allèrent bien plutôt aux gens aisés qu'aux simples cultivateurs.

Ainsi à Saint-Fromond, des herbages dépendant de l'Évêché de Bayeux sont acquis par Berthélémy Lecourteulx, député à l'Assemblée Nationale, pour 142.900 ^{fr}. La ferme de la Petite Abbaye, à Saint-Georges-de-Montcoq, passe, moyennant 66.850 ^{fr}, à deux habitants de Saint-Lô : Isaac Jacob Monteuit et J. M. Vieillard, homme de loi. Les terres du prieuré de Pontiouf deviennent la propriété de Germain de Vidouville, ancien conseiller à la Cour des Monnaies, pour un prix de 40.800 ^{fr}. A Giéville, François Michel Flaust, avocat et ancien procureur au bailliage de Saint-Lô, se rend acquéreur de la ferme et du bois de la Croix pour 43.700 ^{fr}. La ferme Dubosq et des labours à Saint-Amand, furent adjugés à Guillaume le Maréchal, notaire à Torigny ; et la ferme de la Cocquerie, située à Condé, à Thomas Dufour, juge de paix de Saint-Lô. Le notaire de Pont-Hébert, J. B. Pimor, resta adjudicataire pour 37.100 ^{fr}, des terres de l'abbaye de Savigny, situées à Villiers-Fossard. Un entrepreneur de Sourdeval, François Levillain, plaça 21.800 ^{fr} sur 15 portions de terre situées à Percy et appartenant à l'abbaye de Hambye. Un sieur Le Guélinel des Escaliers, du Havre, acheta à Cerisy pour 95.000 ^{fr} de biens fonciers ayant appartenu aux religieux de l'abbaye, et le sieur F. A. Samson de la Valaisquerie, de Saint-Lô, entra en possession, moyennant 110.000 ^{fr}, de la ferme, du bois et de l'étang de la Motte, qui constituaient à Saint-Ebremond-de-Bonfossé, une des belles propriétés de l'évêché de Coutances.

Les petits cultivateurs furent donc dans l'ensemble écartés des lots importants. Quelques fermes cependant furent, nous l'avons vu, morcelées à la suite d'acquisitions en commun. C'était pour les gens modestes le seul moyen d'approcher des propriétés un peu considérables. On voit néanmoins la ferme des Authies, à Saint-Georges-d'Elle, passer aux mains de Clément Le Bellanger, « laboureur ». Mais ce qualificatif est très employé et s'applique à des individus de conditions très différentes : parfois, on se trouvera en présence d'un propriétaire aisé ou riche, faisant valoir lui-même ses terres ; tantôt ce sera tout simplement un petit agriculteur. On ne peut donc en tirer des conclusions dans un sens quelconque.

Les fermiers des propriétés ecclésiastiques ont largement profité des occasions qui s'offraient à eux. Nous avons relevé vingt-deux acquisitions faites par des locataires : il est fort possible que d'autres nous aient échappé, l'acheteur n'ayant pu être identifié. Les frères Osmond, qui avaient pris à bail général toutes les propriétés de l'évêque de Coutances, conservèrent pour 57.000 ^{fr} la ferme de Coutainville. Il en fut de même pour la terre des Nouvelles Catholiques, à Saint-Georges-de-Montcocq, qui resta aux frères Onfroy, moyennant 30.100 ^{fr}. Une terre de 80 vergées, à Notre-Dame-d'Elle, fut achetée 15.000 ^{fr} par Charles Pivet, et le moulin Vivier, à Sainte-Croix également, pour 15.000 ^{fr} par Richard Simon qui l'exploitait. Les deux fermes du Séminaire, à Marigny, furent adjugées à trois habitants de la commune, dont le fermier Thomas Triquet. Ce sont là les seules acquisitions importantes faites par les fermiers.

Un moyen cependant, nous l'avons dit, s'offrait aux petites gens pour pouvoir participer aux grosses enchères : c'était l'association. Dans notre district, il semble qu'on en ait usé très modérément. Quand il s'en produisit, ce furent

des associations de fait, formées pour une opération isolée, l'achat d'un bien déterminé qui sera ensuite partagé entre tous les participants : ces réunions d'acheteurs ne survivaient pas à l'opération en vue de laquelle elles étaient constituées. Les seuls exemples d'associations qui aient été retrouvés sont les suivants : les terres d'aumônes de Mesnil-Eury furent adjudgées, le 28 février 1791, pour 18.000 ^{li} à Guillaume Hector. Elles repassèrent en vente le 14 avril suivant, car le dit Hector qui s'était porté acquéreur « sur la parole de plusieurs habitants qui ont manqué à leur promesse », se trouvait « hors d'état de payer ». ¹ A Brectouville, les aumônes de la cure sont achetées par Robert Beaufrils, tant pour lui que pour six de ses compatriotes. La terre de la Madelaine, à Sainte-Croix, est adjudgée à Jean Bisson et « à ses associés » au nombre de quatre. Neuf vergées de terre qui faisaient partie de la Prébende des Viviers, dont était titulaire, à la Mancellière, M. Du Repas, chanoine, furent adjudgées à Jean Philippe Lair, de Saint-Lô, qui déclara avoir acheté pour son compte et celui de trois habitants de la Mancellière. A Saint-Louet-sur-Vire également, les biens attachés à la cure, sont achetés par le desservant, agissant comme mandataire de six de ses paroissiens.

Il y a loin de ces réunions d'acheteurs peu fortunés à ces syndicats d'acheteurs, à ces bandes noires auxquelles, par une erreur historique, on a imputé longtemps l'accaparement des biens nationaux. ² La loi du 24 avril 1793, qui ordonnait de « considérer comme frauduleuses et passibles d'être punies comme étant telles, les associations formées des habitants d'une commune..... dans le but d'acheter les terres mises en

¹ Arch. Manche, Q¹-6 15.

² Voir en particulier Lecarpentier, op. cit. p. 94. Schwab. District de Remiremont, LXXX.

vente pour se les partager » n'a certainement pas reçu d'application en ce qui concerne les ventes de première origine dans le district de Saint-Lô.

Toutes les classes de la société se rencontrent parmi les acquéreurs de biens nationaux, depuis la noblesse, représentée par Darmien Orphée Legrand de Boislandry, « capitaine de cavalerie et chevalier de la décoration militaire de Saint-Louis » jusqu'au prolétariat rural, avec Jean Delarue, manouvrier. Les membres du clergé furent même relativement nombreux : dans notre district, on en compte 28. « Que les ecclésiastiques aient acheté, écrit M. Marion, c'est là un fait dont on a déjà vu nombre d'exemples, un fait dont il ne semble pas que les contemporains se soient étonnés le moins du monde ; il était naturel que les curés désirassent conserver les terres dont ils avaient l'habitude de jouir ».¹ Il faut noter d'ailleurs que les acquisitions du clergé furent extrêmement modestes. Elles portèrent toutes sur les quelques lopins de terre attachés aux cures et que certains desservants ne pouvaient se résigner à abandonner. Souvent, on les voit partager leurs aumônes avec leurs fidèles. Dans beaucoup de paroisses dépourvues de casuel, ces biens-fonciers n'étaient-ils pas, pour les curés, la meilleure des ressources, puisqu'elle leur permettait pour vivre, de faire un peu d'élevage. Sur les 28 ecclésiastiques acquéreurs, nous en trouvons 27 qui n'ont eu comme ambition que de rester en possession de tout ou partie des aumônes dont ils jouissaient. Un seul fait exception et pour un achat tout à fait minime : J. B. Lebarron, curé de Troan, district de Caen, qui se rendit acquéreur, le 29 Janvier 1793, d'un jardin à pommiers, situé à Bérigny, moyennant 1.600 ^H 2.

Le nouveau personnel politique et administratif ne

1. Marion, op. cit. p. 80.

2. Arch. Manche. Q 4-6 65.

montra pas la même réserve : il occupe, parmi nos acquéreurs, une place sérieuse, peut-être moins par le nombre que par l'importance des lots acquis. On trouve parmi les adjudicataires : Lecouteux, député à l'Assemblée Constituante ; Féréole Constantin, directeur général des équipages de l'artillerie près l'armée du Nord ; des maires : à Saint-Lô, Antoine Vieillard, dit Boismartin ; à Torigny, Cauchard, (trois adjudications) ; à La Haye-Bellefond, Leclerc ; des officiers municipaux, en particulier à Saint-Lô, J.-B. David, Culleron, licencié-ès-lois, (3 adjudications) et à Torigny, Le Chartier de la Varignière (5 adjudications). L'administration du district était largement représentée avec J.-J. Costin (3 adjudications), secrétaire général du district et autrefois Bénédictin et professeur de droit canonique à l'Université de Caen ; Jean-P.-David Le Tellier, procureur syndic ; les administrateurs Denier, Durier, et Eudeline ; Boitard, receveur des Domaines Nationaux. Citons encore parmi les fonctionnaires en exercice L. A. F. Courtin, président du Tribunal du district et le juge Foucher ; P.-J. Vieillard, receveur général du Département et Le Roy, secrétaire de la municipalité de Coutances.

Les gens déjà fortunés prirent évidemment la meilleure part des domaines ecclésiastiques. On ne constate pas cependant de véritables accapareurs : les biens offerts se répartirent en de nombreuses mains. Nous trouvons en effet :

415 acquéreurs avec 1 adjudication

39	»	2	»
11	»	3	»
5	»	4	»
4	»	5	»
1	»	14	»

Rien ne démontre mieux l'extrême éparpillement auquel a été soumise la terre ecclésiastique ; il y a également là une

preuve que les ventes ont été accessibles à un très grand nombre de petites gens.

Le seul personnage qui fasse réellement figure de spéculateur, c'est le citoyen Jean-Joseph Thomasse, huissier à Saint-Lo, dont on rencontre constamment le nom, surtout parmi les enchérisseurs. Mais il s'est surtout borné à servir d'intermédiaire ou de représentant aux véritables acquéreurs. Il a acheté évidemment pour son propre compte, mais des immeubles de valeur relativement modeste, les dépendances d'une cure : deux petites maisons à Saint-Lo, un moulin à blé à Quibou, les presbytères de Rampan et de la Mancellière ; on relève une seule acquisition notable : la ferme du Manoir de Vire (10 hectares 80 ares) et le moulin Pouchin, adjugés le 20 mai 1791 pour 28.500 ^{li}.

Ce qui démontre encore que les spéculateurs ne paraissent pas avoir joué de rôle dans les opérations de ventes du district, c'est le petit nombre des gros acquéreurs : nous n'en avons relevé que six qui aient acheté 50 hectares et plus, ce sont : M.-J. Courtin (62 hectares) ; F.-A. Samson de la Valaisquerie (103 ^{li} 80 ^{ar}) ; J.-B. Le Couteulx (60 ^{li} 60 ^{ar}) ; Catherine Girre ; veuve Le Boucher (55 ^{li} 80 ^{ar}) ; Durier (64 ^{li}) et F.-M. Flaust (50 ^{li}). Ces acquisitions sont elles-mêmes très raisonnables et ne peuvent entrer en comparaison avec les opérations de spéculation qui se sont produites dans certaines régions.

Avant de terminer ce chapitre, nous croyons devoir dire un mot de la question des cessions et reventes dont M. Marion a signalé l'extrême importance. Il est très intéressant en effet de savoir qui, en définitive, est resté possesseur des biens liquidés tandis qu'il importe peu de connaître qu'un bien national a été acheté par un bourgeois s'il a été revendu presque immédiatement à un paysan.

La principale ressource dont on dispose pour ce travail,

et la seule réellement accessible, se trouve dans le fond de l'enregistrement. On y découvre, pour le district, 25 exemples de ventes suivies de cessions. Et il ne faut pas y voir des opérations du genre des déclarations de command qu'un individu comme Thomasse faisait le jour même de la vente pour le compte de ses mandants : il y a eu prise de possession par un individu et revente à un autre.

Plusieurs de ces reventes ont eu lieu quelques mois seulement après la première adjudication : beaucoup ont été passées en 1792-1793, en l'an III. Elles ont fait l'objet d'actes notariés, dont la plupart devant M^e Vesque, notaire à Saint-Lô. Un sieur Guillot, homme de loi, semble avoir été un des principaux bénéficiaires de ces reventes, auxquelles il était représenté par un mandataire : le sieur Jacques Muflet, citoyen et habitant de la paroisse Notre-Dame de Saint-Lô.



CONCLUSION

Et maintenant, si l'on résume les résultats de la vente des biens du clergé dans le district de Saint-Lô, on constate ceci :

La liquidation des propriétés ecclésiastiques fut accueillie avec faveur dans notre région : personne n'y mit réellement d'obstacles et les curés eux-mêmes furent les premiers à donner l'exemple de soumissions et d'acquisitions.

Les ventes s'effectuèrent avec le plus grand succès en 1791 ; à la fin de cette année, la plus grosse partie des adjudications était terminée et c'est une preuve évidente que les amateurs ne manquèrent pas. Plus tard, les résultats furent médiocres, mais non désastreux : d'ailleurs, les lots importants étaient vendus. A partir de l'an III, la dépréciation inouïe de l'assignat détermina une rupture d'équilibre entre les prix d'estimation et les prix de vente.

Le grand succès de la première période aurait été complet et compensait les résultats plus inférieurs des ventes de l'an IV si le long délai accordé pour les paiements n'avait été la cause d'une lésion considérable. Nous avons vu que cette lésion fut certaine dans notre district par suite de l'affluence des versements définitifs qui se produisit en l'an III ; la perte aurait pu être beaucoup plus forte si la dépréciation du papier avait été prévue dès l'origine et si un grand nombre d'acheteurs, au lieu d'attendre les délais qui leur étaient accordés, ne s'étaient empressés de se libérer.

La mise aux enchères des biens ecclésiastiques a favorisé le morcellement qui existait déjà dans notre pays de petite culture et de fortunes moyennes. Les ventes eurent un caractère local très accentué : on trouve à peine une dizaine d'étrangers au district sur nos 475 acquéreurs, tandis qu'il s'en rencontre 289 ayant acheté des biens situés sur la commune de leur domicile : c'est un indice de la part très importante prise par les gens des campagnes dans les ventes de biens du clergé.

En somme, dans le district, les opérations se sont déroulées de façon régulière. Evidemment, le Trésor n'y a pas trouvé son compte, mais il ne faut s'en prendre ni aux administrateurs qui dirigèrent les aliénations sans qu'on ait pu retenir contre eux des compromissions ou des complaisances coupables, ni aux acquéreurs toujours nombreux et auxquels l'argent ne manquait pas, puisque beaucoup devancèrent les termes de leurs paiements. Et cependant, la vente des biens nationaux a été partout, pour l'Etat, une opération financière désastreuse. Manque de prudence de la part des législateurs qui jetèrent d'un seul coup sur le marché des quantités considérables de biens, tandis qu'ils accordaient pour les paiements des facilités qui en rendirent un grand nombre illusoire ; période de crise aigüe, tant au point politique que social ; voilà autant de causes ou de circonstances qui suffissent à expliquer que certains acquéreurs firent de très bonnes affaires, mais que la France ne put éviter la banqueroute.

APPENDICE

Acquéreurs de biens ecclésiastiques dans le district de Saint-Lô

Charles Adeline, s. prof. ¹ , Brectouville.	Jean-Philippe d'Auxais, s. prof., Montfarville.
François Adeline, s. prof., Brectouville.	Thomas Aupoix, s. prof., Mes- nil-Durand.
Louis Adeline, s. prof., Brec- touville.	Jacques Bazire, s. prof., Lam- berville.
Alleaume, curé. Beaucoudray.	Charles Beauquet, s. prof., Airel.
Jean-Luc Allie, journalier, Bahais.	Jean Beaufls, fermier, Troisgots
François Ameline, s. prof., St- Samson-de-Bonfossé.	Jean Beaufls, curé, St-Quentin- d'Elle.
Louis André, s. prof., St-Clair.	Jacob Beaufls, s. prof., Cépisy- la-Forêt.
Pierre Angot, laboureur, Ste- Croix.	Robert Beaufls, s. pros., Brec- touville.
François Aumond, s. prof., Domjean.	Louis-Victor Beaufls, s. prof., St-Lô.
Michel Aumont, s. prof, Dom- jean.	Thomas Beauquet, fermier, St- Fromond.
Charles Aupoix, s. prof., Le Dezert.	Jean Beauvais, s. prof., St- Amand.
Pierre Auvray, s. prof., Mesnil- Vigot.	Jean Beaudry, s. prof., Mau- pertuis.
Georges Auvray, s. prof., Mesnil- Vigot.	Bellamy (trois frères), s. prof., Mesnil-Eury.
François Asselin, fermier, Mes- nil-Vigot.	J.-B. Béquet, s. prof., Marigny.
Jean Asselin, fermier, Mesnil- Eury.	Jean Besnard, s. prof., St- André-de-l'Épine.

1. L'expression sans profession s'entend ici sans profession mentionnée au procès-verbal de vente ou dans un document quelconque..

Jean Bertrand, s. prof., Brec-
touville.
François Binet, s. prof., Dom-
jean.
Jean Bisson, s. prof., Ste-Croix.
Pierre Biquois, s. prof., Le
Dézert.
François Biquois, s. prof., Le
Dézert.
Jean Birée, s. prof., Le Dézert.
J.-B. Binard, curé, Gouvets.
Bisson, curé, Fervaches.
Jean Bisson, s. prof., Margueray.
Blin, curé, Troisgots.
Jean Blin, s. prof., Montbray.
Pierre Blin, s. prof., St-Vigor-
des-Monts.
Guillaume Bossard, s. prof.,
Domjean.
Pierre Bourdon, ancien rece-
veur des finances.
Louis Bocquet, cultivateur, Ma-
rigny.
Henry Boitard, receveur du do-
maine national, St-Lô.
Pierre Bouillon, s. prof., Cesisy-
la-Forêt.
Gilles Boivin, s. prof., St-Lô.
Noël Boivin, s. prof., La Barre-
de-Semilly.
Nicolas Boivin, s. prof., La
Barre-de-Semilly.
Pierre Bouin, s. prof. St-Lô.
Jean Bouin, boulanger, St-Lô.
Marie Boisloreys, s. prof., St-Lô.
N. Dufayel Boislande, s. prof.,
St-Thomas.
Julien Brehier, s. prof., La
Luzerne.
Luc Oury de Bourmont, s. prof.,
St-Lô.
Pierre Bucaille, s. prof., To-
rigny.

Jean Bisson, s. prof., Ste-Croix.
Bucaille, boulanger, St-Lô,
Jacques Gilles Cahours, s. prof.,
St-Lô.
Etienne Carré, s. prof., St-
Louet-s-Lozon.
Cardin La Fontaine, s. prof.,
Ste-Croix.
Cauchard, maire, Torigny.
Michel Castet, s. prof., Airl.
Guill. Chasles, s. prof., St-
Vigor-des-Monts.
Pierre Ctément, s. prof., Mesnil-
Opac.
Colette, curé, Giesville.
J.-J. Costin, secrétaire général
du département, St-Lô.
Veuve Cousin, s. prof., Le Dé-
zert.
M.-J. Courtin, ancien conseiller
du roi à l'élection, St-Lô.
J.-B. Culleron, officier muni-
cipal, St-Lô.
L.-A.F. Courtin, président du
tribunal du district.
Anne Cotentin, s. prof., Mari-
gny.
Gabriel Coullery, s. prof. St-
Gilles.
François Colleville, s. prof.,
St-Lô.
Jacques Cotru, s. prof., To-
rigny.
Jacques Couespel, s. prof. Ram-
pan.
Colette, curé, Giesville.
J. Ferréole Costentin, directeur
général de l'artillerie, Ma-
rigny.
André Corbet, s. prof., Caran-
tilly.
Costy Léonard, s. prof., Mon-
tabot.

Nicolas Crespin, curé, Chevry.
Germain de la Comté, s. prof.,
St-Jean-de-Daye.

Honoré Carville, s. prof., Tor-
rigny.

Châtel, curé, Maupertuis.

Jean Damieuve, fermier, St-
Georges-de-Montcoq.

Guill. Delacour, s. prof., Bies-
ville.

Delavarde, curé, Couvains.

Anne Delarocque, s. prof.,
St-Lô.

Jacques Delafosse, s. prof.,
Beaucoudray.

Louis Delafosse, s. prof., Le
Guislain.

François Delafosse, s. prof.,
Maupertuis.

Louis-Charles Delaunay, s. prof.
Torrigny.

Jean Delarue, manouvrier, Ca-
vigny.

Jules Delafosse, s. prof., Guil-
berville.

François Delangle, commissaire
Mté de Montaigu.

Jean Delafosse, laboureur, Guil-
berville.

Henry Delaville, s. prof., Tor-
rigny.

Henri Delangle, s. prof., Condé.

François Delarue, marchand,
Torrigny.

Pierre Delangle, s. prof., Condé.

François Demagny, s. prof.,
Lison.

Pierre Denize, proc. de la com-
mune de Biesville.

Michel Denis du Colombier,
s. prof., St-Lô.

Eloy Denis, s. prof., Ste-Croix.

Louis Denier, administrateur,
St-Lô.

Victor Denier, s. prof., St-Jean-
des-Baisants.

Jean Desfaudais, s. prof., La
Barre-de-Semilly.

Guill, Desfaudais, s. prof., La
Barre-de-Semilly.

Pierre Desfaudais, s. prof., La
Meauffe.

François Deprès, fermier, Le
Dézert.

Henry Desnots, s. prof., Dom-
jean.

Nicolas Desdevises, s. prof.,
Le Hommet.

Nicolas Desbran, s. prof., Airel.

Pierre Descoqs, médecin, St-Lô.

Henri Descots, s. prof., Dom-
jean.

Desmazures, s. prof., Torrigny.

Henri Dillaye, s. prof., St-Lô.

François Dorée, s. prof., St-
Pierre-d'Arthenay.

Pierre Douchin, s. prof., St-
Martin-de-Bonfossé.

Jean Douchin, s. prof., St-
Martin-de-Bonfossé.

André Duval, s. prof., Troisgots.
Dupont, curé, Montbray.

Jean Duval, s. prof., Lamber-
ville.

François Duval, s. prof., Condé.

Pierre Duval, s. prof., Saint-
Amand.

Durier, Administrateur, St-Lô.

Jean Duval, s. prof., Torrigny.

Pierre Dubreuil, s. prof., Bies-
ville.

Duchatel, s. prof., Mesnil-Her-
mant.

Thomas Dufour, juge de paix à
Saint-Lô.

Louis Dubos, s. prof., La Meaulle.

Jacques Duchemin, s. prof., Cerisy-la-Forêt.

M.-Guill. Duchemin, s. prof., Cerisy-la-Forêt.

Jacques Dupont, s. prof., Condé.

François Dufour, s. prof., Torigny.

Durier, administrateur, St-Lô.

Philippe Duperron, s. prof., Torigny.

Marie-Guilbert Duperron, s. prof., St-Lô.

Duchesnay, curé, Motigny.

Hélène Dyvrande, s. prof., La Mancellière.

Charles-François Eudes, laboureur, Soules.

François Eudes, cultivateur, Quibou.

René Eudeline, administrateur du directoire, St-Lô.

Jacques Edmond, marchand, St-Lô.

Louis Fautrac, s. prof., Mesnil-Eury.

Henri Feuillet, s. prof., Torigny.

Jacques Ferry, s. prof., Mesnil-Vigot.

Hervé Flaust, s. prof., Vacquerie.

François-Michel Flaust, avocat, St-Lô.

Jacques Flaust, apothicaire, Torigny.

J.-B. Fleuret, meunier, Quibou.

François Fleury, s. prof., Torigny.

Fleury, curé, La Colombe.

Jean Frémond, père et fils, s. prof., St-Louet.

Jacques Follain, s. prof., St-Lô.

Jean Fortin, s. prof., Les Loges.

Jacques Foucher, s. prof., St-Pierre-d'Arthenay.

André Fontaine, s. prof., Mesnil-Hermant.

Nicolas Foucher, juge au tribunal, St-Lô.

Thomas Fontaine, s. prof., Quibou.

J.-B. Gaillard, s. prof., Torigny.

Louis Gautier, s. prof., La Colombe.

Charles Genest, s. prof., Torigny.

Thomas Germain, marchand, St-Lô.

Léonord Gervaise, s. prof., Mesnil-Opac.

Jean Gilles, s. prof., Le Désert.

Michel Gilles, s. prof., St-Louet-sur-Vire.

Jean-François Gilles, s. prof., Torigny.

J. Giard, huissier, Torigny.

Pierre Gillette, cultivateur, Fervaches.

Catherine Gires, s. prof., St-Gilles.

Jean Girard, s. prof., St-Ebremond.

Charles Godard, s. prof., St-Louet-sur-Vire.

Pierre Godey, s. prof., Ste-Croix.

Gilles Gohier, s. prof., Mesnil-Opac.

François Godey, s. prof., St-Germain-d'Elle.

François Gohier, perruquier, Torigny.

Marius Goulet, s. prof., Troisgots.

- Etienne et François Goulet, cultivateurs, La Mancellière.
Alexis Goulet, s. prof., St-Samson-de-Bonfossé.
François et Pierre Gosset, s. prof., St-Lô.
Jacques Gourdier, s. prof., St-André-de-l'Epine.
Guillaume Grandin, s. prof., St-Georges-d'Elle.
Louis Grennion de la Passe, s. prof., N.-D.-d'Elle.
François Groualle, s. prof., St-Samson-de-Bonfossé.
Michel Groult, s. prof., La Barre-de-Semilly.
Yves Guillebert, s. prof., Le Désert.
Pierre Guillot, s. prof., N.-D.-d'Elle.
Julien Guillaume, curé, Baudre.
Guillebert, fermier, La Meauffe.
Michel Guérin, s. prof.
Joachim Guelle, s. prof., Villiers-Fossard.
J.-Paul Guérin, s. prof., Torigny.

Jacques Haguais, s. prof., Lamberville.
Thomas Hauson, s. prof., Airl.
Charles Hébert, s. prof., Saint-Jean-des-Baisants.
Veuve Hébert, s. prof., Saint-Louet.
Henry Hébert, s. prof., Torigny.
Guill. Hector, s. prof., Mesnil-Eury.
L.-F. Hélie, s. prof., Fervaches.
Jean Héroult, s. prof., Le Désert.
Maria Hermant, s. prof., Bérigny.
Jacques Hervy, s. prof., Saint-Jean-des-Baisants.

Etienne Hervieu, s. prof., Domjean.
J.-B. Eudeline, s. prof., La Meauffe.
Jean Heurtevant, s. prof., Semilly.
Jacques Hommet, s. prof., Ste-Croix.
Nicolas Houssin, s. prof., Saint-Lô.
Houssin de Saint-Laurent, s. prof., Le Guislain.
Adrien Huret, s. prof., Sainte-Croix.
Jacques Husbrocq, s. prof., Torigny.

René James, fermier, Le Désert.
Pierre Jean, s. prof., La Chapelle-en-Juger.
J. Julien Jeanne, s. prof., Beaucoudray.
Pierre Jehan, curé, Dangy.
Pierre Jehan, cultivateur, St-Lô.
Louis Jehanne, s. prof., Cerisy.
Isaac Jourdan, s. prof., Rampan.
Julienne frères, s. prof., Saint-Ebremond-de-Bonfossé.
Camille Julien, s. prof., Thorigny.

Jacques-Thomas Lalouette, s. prof., St-Jean-des-Baisants.
Lair, curé, Biesville.
Pierre Lartour, s. prof., Saint-André-de-l'Epine.
Pierre Langlois, s. prof., Fourneaux.
André La Roque, s. prof., Ste-Croix.
Jean-Philippe Lair, s. prof., St-Lô.

Rémy Lainé, s. prof., Quibou.
Noël Lainé, laboureur, Quibou.
Joseph Lerond, s. prof., Quibou.
Louis Laforge, s. prof., Condé-sur-Vire.
Jean Lallemand, s. prof., Villiers-Fossard.
Léonard Lainé, s. prof., Saint-Aubin-de-Losques.
Louis Lainé, cultivateur, Saint-Aubin-de-Losques.
Pierre Ladroue, s. prof., St-Lô.
Jean Letellier, s. prof., Montra-bot.
Barthelemy Leboydre, s. prof., Mesnil-Durand.
Alex. Lebrun, fermier, Marguerai.
Pierre Lepesant, s. prof., Marguerai.
Parfait Le Berruyer, s. prof., Canisy.
Jean et Pierre Leboucher, s. prof., Hébécrevon.
Guill. Lelièvre, curé, Mesnil-Vigot.
Gabriel Lepiez, s. prof., Remilly.
Joachim Lebarbanchon, traicteur, Saint-Lô.
J.-B. Lebaron, curé, Troarn.
Pierre Lebaron, s. prof., Saint-Germain-sur-Elle.
Abraham Leboucher, s. prof., Saint-Lô.
François Lebas, cultivateur, Villiers-Fossard.
Lebouteiller, s. prof., Torigny.
Jean Lebrûnet, s. prof., Torigny.
Veuve Lescot, s. prof., Torigny.
Gabriel Lebœuf, s. prof., St-Quentin.
Jean Leredde, s. prof., Bérigny.

Lebaron, s. prof., Bérigny.
Pierre Leroussel, s. prof., St-Freguaire-du-Beslon.
Le Tellier de Montaure, commissaire M^{ie} de la Haye-Bellefond.
Louis Le Courtois, s. prof., Le Désert.
Gaspard Leclerc, s. prof., Le Désert.
Jacques Levallois, s. prof., Le Désert.
Guillaume Levallois, s. prof., Le Désert.
Charles Leparquois, s. prof., Ste-Croix.
Louis Leclerc, s. prof., Moon.
Charles Letourneur, s. prof., Airel.
Jacques Lecoefier, curé, Saint-Georges-d'Elle.
Michel Lecoq, s. prof., Brec-touville.
Jacques Lecocq, s. prof., Brec-touville.
Jeanne Lecanu, s. prof., Saint-Sauveur-de-Bonfossé.
Le Chartier de la Varignière, of. Municipal, Torigny.
Louis Lecoutey, s. prof., Ste-Croix.
Thomas Leconte, s. prof., Ste-Croix.
René Lécuyer, s. prof., Le Hom-met,
Pierre Lecoq, s. prof., Le Hom-met.
Julien Lecarpentier, bourgeois, St-Lô.
Leredu frères, s. prof., N.-D. du Beslon.
Antoine Le Carpentier, s. prof., Canisy.

B. Le Couteulx, député à l'Assemblée Nationale.
 Louis Le Verrier, s. prof., Amigny.
 François Lécuze, cultivateur, Carantilly.
 Lechevallier, curé, Ste-Croix.
 Louis Le Roy, secrétaire M^{te}, de Coutances.
 François Lecavelier, curé, Mesnil-Raoult.
 Philippe Lechevallier, s. prof., St-Martin-de-Bonfossé.
 Louis Leclerc, cultivateur, Moon-sur-Elle.
 François Leclerc, Maire, La Haye-Bellefond.
 Olivier Ledunois, s. p., Condé-sur-Vire.
 François Leduc, s. prof., St-Lô.
 Jacques Ledéot, s. p., La Haye-Bellefond.
 Ch. Lefèvre, s. prof., Gavray.
 Alex. Lefèvre, s. prof., Mesnil-Rouxelin.
 Olivier Lefoulon, s. prof., Torigny.
 Louis Lefoulon, s. prof., Torigny.
 Guillaume Lefèvre, s. prof., St-Ebremond de-Bonfossé.
 Charles Lefèvre, s. prof., Le Désert.
 Jean Levallois, s. prof., Le Désert.
 Charles Lefèvre, s. prof., Saint-Pierre-d'Arthenay.
 Louis Lefèvre, s. prof., St-Lô.
 O. Le Grand de Boislandry, capitaine, Paris.
 Le Gambier, curé, Saint-Clair.
 Jacques Legoupil, s. prof., Meaupertuis.

Le Guélinel des Escaliers, s. prof., Le Havre.
 Jean Lerouxel, s. prof., Marigny.
 Gilles Legrand, s. prof., La Mancellière.
 Adrien Lehurel, s. prof., Ste-Croix.
 Pierre Legendre, s. prof., Ste-Croix.
 Jean Lehericey, s. prof., St-Vigor-des-Monts.
 Jacques Lehaguais, s. prof., Rouzeville.
 André Lehurey, s. prof., Ste-Croix.
 Guillaume Lelièvre, s. prof., Mesnil-Vigot.
 Madeleine Lemièrre, s. prof., La Barre-de-Semilly.
 Denis Lemperrière, s. prof., La Barre-de-Semilly.
 René Leménicier, s. prof., St-Pierre-d'Arthenay.
 Guill. Lemaréchal, notaire, Torigny.
 Pierre Lemarchand, s. prof., Fourneaux.
 Pierre Lesieur, s. prof., Fourneaux.
 Pierre-Jacques Lesieur, s. prof., Fourneaux.
 François Lemarchand, s. prof., Fourneaux.
 Nicolas Lemasson, s. prof., Saint-Samson-de-Bonfossé.
 Pierre Lemasson, s. prof., St-Samson-de-Bonfossé.
 Michel Leméloré, s. prof., Ste-Marie-du-Mont.
 Michel Le Moigne, curé, St-Gilles.
 Thomas Lemeray, s. prof., St-Lô.

Lemaitre, curé, La Chapelle-du-Fest.

Jacques Leménuet, s. prof., Saint-Jean-des-Baisants.

Lemaitre, s. prof., Percy.

Jacques Leprovost, huissier, St-Lô.

Jacques Lemonnier, cultivateur, Montabot.

Joachim Lenault, s. prof., Rouxville.

Jean Mauduit, s. prof., St-Fromond.

Pierre Mancelle, s. prof., Tessy.

Nicolas Marguerit, s. prof., Viesville-sur-Mer.

Nicolas et Louis Martin, s. prof., Marguerai.

Pierre Martin, s. prof., St-Louet.

François Marie, cafetier, St-Lô.

Jean Marie, s. prof., St-Georges-de-Montcoq.

Jacques Mariette, s. prof., St-Germain-d'Elle.

Louis Maurice, s. prof., La Colombe.

Mathieu, curé, St-Romphaire.

Jacques Menant, laboureur, Mesnil-Amey.

Demoiselle Mérienne du Longprey, s. prof., Torigny.

Jean Mesmier, s. prof., Condé.

Veuve Morin, s. prof., St-Lô.

Jean-Gilles, Meunier, s. prof. Le Désert.

Nicolas Mlette, s. prof., Montbray.

Nicolle, chirurgien, Percy.

Isaac-Jacob Monteuit, s. prof., St-Lô.

François Monteuit, juge, St-Lô.

Julien et Gilles Morel, s. prof., Sainte-Marie-des-Monts.

Julien Morel, s. prof., St-Vigor-des-Monts.

Michel Moulin, curé, Saint-Louet-sur-Vire.

Michel Onfroy, fermier, St-Lô.

Isidore Onfroy, fermier, St-Lô.

François Onfroy, fermier, St-Lô.

Jacques Osmond, s. prof., Le Désert.

Catherine Osmond, s. prof., Agneaux.

Jeanne Osmond, s. prof., Agneaux.

Anne Osmond, s. prof., Canisy.

Thomas Osmond, fermier, St-Ebremond-de-Boufossé.

Guillaume Osmond, fermier, St-Ebremond-de-Boufossé.

Jean Osmond, fermier, St-Ebremond-de-Boufossé.

Ch.-François Osmond, laboureur, Condé.

Jean Osouf, s. prof., St-Lô.

Philippe Ozenne, fermier, La Mancellière.

Veuve Ozenne, fermière, La Mancellière.

P. Pacary, procureur M^{te} de Mesnil-Vigot.

François Paris, s. prof., Le Beslon.

Claire Pailhoux, s. prof., Rempan.

Pézeril, s. prof., Hébécrevon.

Charles Pézeril, s. prof., Torigny.

Paul Pézeril, s. prof., Torigny.

Grégoire-Jean Pimor, notaire, La Chapelle-en-Juger.

J.-B.-Victor Pimor, notaire,
Pont-Hébert.

Bon-Amand Pinabel, curé, Ste-
Suzanne.

Ch. Pivet, fermier, N.-D.-d'Elle.

Joseph Piédagnel, s. prof., Le
Dézert.

Jean Philippine, s. prof., Le
Hommet.

Henry Pouchin, s. prof., Airl.

Nicolas Pommier, s. prof., To-
rigny.

Jean Pommier, s. prof., Tori-
gny.

Jacques Pommier, s. prof., To-
rigny.

Marthe Pommier, s. prof., To-
rigny.

Nicolas Potrel, s. prof., Mont-
bray.

Charles Poullard, s. prof., St-
Vigor-des-Monts.

Etienne Poullain, bourgeois,
St-Lô.

Pierre Rabec, s. prof., St-Sym-
phorien.

Jean Raulline, laboureur, Re-
milly.

Michel Regnault, s. prof., Le
Perron.

J.-B. Regnault, s. prof., St-Lô.

Louis Restout, s. prof., Gou-
vets.

Gilles Revol, s. prof., St-Lô.

Etienne Rihouey, s. prof., St-
Lô.

Thomas Rihouey, s. prof., Ca-
rantilly.

François Robillard, s. prof.,
St-Lô.

Michel Roulland, s. prof., La
Meauffe.

Thomas-B. Rouxelin, médecin,
Saint-Lô.

François Ruault, s. prof., Mes-
nil-Eury.

Jeanne Saffray, s. prof., St-Lô.

Pierre Saffray, s. prof., La Cha-
pelle-du-Fetz.

Jean-François Samson, procu-
reur au bailliage, St-Lô.

Pierre Scelles, s. prof., St-
Samson-de-Bonfossé.

Joseph Sebert, s. prof., Ville-
baudon.

Pierre Sebert, s. prof., St-Lô.

Pierre Sebire, s. prof., Le Dé-
zert.

Charles Sénécal, curé, Guilber-
ville.

Edouard Simon, s. prof., Le
Dézert.

Anne Simon, s. prof., Le Dézert.

Jean Simon, marchand, Le Dé-
zert.

Jean Simon, s. prof., St-Rom-
phaire.

R. Simon, meunier, Ste-Croix.

Jean Siméon, s. prof., St-Fro-
mond.

Rosalie Surtainville, s. prof.,
Saint-Lo.

Pierre Tabard, s. prof., Torigny.

Ch.-François Tangueray, s.
prof., Bahais.

Pierre Terrette, s. prof., Airl.

Louis Testout, s. prof., Mar-
gueray.

Veuve de Thère, s. prof., Esglan-
des.

Michel Thomine, s. prof., St-
Pierre-de-Semilly.

Samson J.-J. Thomasse, huis-
sier, Saint-Lô.

J. Thouroude, s. prof., Mesnil-Vigot.

François Thomas, s. prof., Beslon.

Touyon, curé, Marguerai.

Pierre Tostain, s. prof., St-Vigor-des-Monts.

Hervé Travers, s. prof., Mesnil-Eury.

Aimable Travers, s. prof., Montreuil.

Benjamin Travers, s. prof., Montreuil.

Thomas Triquet, fermier, Marigny.

Jean Tricard, commissaire, M^{te} de Domjean.

Guillaume Tricard, s. prof., Domjean.

François Tréfeu, laboureur, Saint-Lô.

F.-A. Samson de la Valaisquerie, s. prof., Saint-Lô.

Jacques Vallée, s. prof., Troisgots.

Lucien Vallée, s. prof., Troisgots.

Louis Vallée, s. prof., Torigny.

Simon Vaultier, s. prof., St-Lô.

François Veinard, s. prof., Marigny.

Gilles Vibert, s. prof., Gavray.

Guill.-Germain de Vidouville, conseiller à la cour des monnaies.

P.-J. Vieillard, receveur général du D^t St-Lô.

J.-M. Vieillard, homme de loi St-Lô.

Antoine Vieillard, maire, St-Lô.

Louis Vincent, s. prof., St-Ouen-des-Baisants.

Jean Vieillard, laboureur, Cavigny.

Jean Villiers, fermier, La Luzerne.

Jacques Villiers, s. prof., La Luzerne.

François Voisin, s. prof., Villedieu.

Pierre-Paul Ygouf, s. prof., St-Lô.

Françoise Ygouf, s. prof., St-Lô.

Jacques Youf, s. prof., St-Germain-sur-Elle.

J.-B. Youf, laboureur et commissaire, M^{te} St-Germain-sur-Elle.

J.-B. Youf, aubergiste, Torigny.

Pierre Youf, s. prof., St-Lô.

Yver, curé, Mesnil-Eury.

Pierre Yver, s. prof., Mesnil-Eury.



TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction	7
Bibliographie.....	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le District de Saint-Lô.	17
CHAPITRE I. — La propriété foncière ecclésiastique.	26
CHAPITRE II. — Les Ventes.....	67
CHAPITRE III. — Les Paiements.....	107
CHAPITRE IV. — Les acquéreurs. — Les biens du Clergé ont-ils été morcelés.....	122
Conclusion.....	137
Appendice. — Noms des acquéreurs de biens ecclésiastiques dans le district de Saint-Lô....	139



SAINT-LO — IMPRIMERIE R. JACQUELINE



